



Études économiques de l'OCDE LITUANIE

OCTOBRE 2022 (VERSION ABRÉGÉE)



**Études économiques
de l'OCDE :
Lituanie
2022
(version abrégée)**

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Note de la République de Türkiye

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Türkiye reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Türkiye maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Türkiye. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2023), *Études économiques de l'OCDE : Lituanie 2022 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/8bb0d583-fr>.

ISBN 978-92-64-37525-3 (pdf)
ISBN 978-92-64-66614-6 (HTML)
ISBN 978-92-64-35307-7 (epub)

Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : Lituanie
ISSN 2958-0250 (imprimé)
ISSN 2958-0269 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © MNStudio/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm.

© OCDE 2023

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Avant-propos

Cette *Étude* est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (EDR) de l'OCDE, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres. La situation économique et les politiques de la Lituanie ont été évaluées par le Comité le 13 juin 2022. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière des débats et approuvé à titre définitif par le Comité plénier le 12 juillet 2022.

Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Hansjörg Blöchliger et Vassiliki Koutsogeorgopoulou, sous la direction de Vincent Koen. Natia Mosiashvili a fourni une assistance en matière de recherche, tandis que Michelle Ortiz a apporté son concours pour la mise en forme du document.

La précédente *Étude* consacrée à la Lituanie a été publiée en novembre 2020.

Des informations sur la dernière *Étude* et les précédentes, ainsi que sur la préparation des *Études économiques*, sont disponibles à l'adresse suivante : www.oecd.org/fr/economie/etudes.

Table des matières

Avant-propos	3
Résumé	8
1. Principaux éclairages sur l'action publique	14
Introduction	15
L'économie était en plein essor il y a peu encore	19
Le système financier paraît solide	28
Politique budgétaire : perspectives d'assainissement	33
Réformes visant à améliorer le climat des affaires	43
Améliorer le système d'enseignement pour améliorer les compétences et la productivité	48
Réduire les disparités sociales et régionales	54
Décarboner l'économie	56
Références	60

GRAPHIQUES

Graphique 1. L'inflation a atteint de nouveaux sommets	9
Graphique 2. La population vieillit rapidement	10
Graphique 3. Les scores au PISA sont faibles	11
Graphique 4. La Lituanie est à la traîne en matière d'intégration numérique	11
Graphique 1.1. L'essor des « tigres de la Baltique »	15
Graphique 1.2. La productivité a amorcé une accélération, mais reste inférieure à la moyenne de l'OCDE	17
Graphique 1.3. Les inégalités de revenu et les disparités régionales sont relativement marquées	18
Graphique 1.4. La guerre en Ukraine a mis à mal une reprise par ailleurs vigoureuse	20
Graphique 1.5. Le marché du travail se redresse	22
Graphique 1.6. La compétitivité est en perte de vitesse	24
Graphique 1.7. Les écarts de productivité entre les secteurs sont considérables, tandis que les écarts de rémunération sont moins importants	25
Graphique 1.8. La position extérieure est saine	26
Graphique 1.9. La composition et les destinations des exportations évoluent	27
Graphique 1.10. La croissance du crédit est largement revenue à la tendance et peu de faillites ont été constatées	28
Graphique 1.11. Les banques sont bien capitalisées	29
Graphique 1.12. Le secteur bancaire est très concentré.	30
Graphique 1.13. Le marché du logement a connu une embellie	31
Graphique 1.14. Le secteur des technologies financières est en rapide expansion	32
Graphique 1.15. La situation budgétaire s'est améliorée jusqu'à la fin de 2021	33
Graphique 1.16. La Lituanie vieillit rapidement, ce qui exerce une pression sur les dépenses de retraite	35
Graphique 1.17. Les très faibles taux de remplacement des pensions pourraient nuire à l'inclusivité	37
Graphique 1.18. Les coûts liés au vieillissement pourraient rendre la dette insoutenable.	37

Graphique 1.19. L'investissement public progresse, tandis que la croissance des salaires dans le secteur public s'est stabilisée	39
Graphique 1.20. La fiscalité reste faible et pèse sur le travail	40
Graphique 1.21. Les possibilités de financement limitées pourraient expliquer la faiblesse de l'investissement public local	42
Graphique 1.22. Le climat des affaires est favorable, mais l'État reste actif dans de nombreux secteurs	44
Graphique 1.23. La confiance dans les pouvoirs publics et la qualité des institutions sont faibles	47
Graphique 1.24. La corruption semble évoluer à la baisse	48
Graphique 1.25. L'inadéquation des compétences est substantielle	49
Graphique 1.26. L'enseignement obligatoire s'améliore mais ses résultats dépendent de la taille des établissements scolaires	50
Graphique 1.27. L'EFPP est peu développé, et la formation en milieu professionnel l'est encore moins	51
Graphique 1.28. L'enseignement supérieur est peu performant, mais les études universitaires portent leurs fruits	53
Graphique 1.29. La proportion d'étudiants internationaux est faible	54
Graphique 1.30. La pauvreté est élevée mais en baisse	55
Graphique 1.31. Les écarts de productivité ont tendance à se résorber sous l'effet des mouvements de population vers les agglomérations	56
Graphique 1.32. La décarbonation doit s'accélérer	57

TABLEAUX

Tableau 1. La croissance ralentit	9
Tableau 1.1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques	21
Tableau 1.2. Événements susceptibles de modifier sensiblement les perspectives	21
Tableau 1.3. Impact budgétaire des réformes préconisées	38
Tableau 1.4. Recommandations antérieures et mesures prises en matière de politiques financière et budgétaire	38
Tableau 1.5. Composition des dépenses et recettes publiques, 2010 et 2020	39
Tableau 1.6. Impact potentiel des réformes structurelles sur le revenu par habitant	45
Tableau 1.7. Recommandations antérieures de l'OCDE sur les politiques structurelles	45
Tableau 1.8. Constatations et recommandations pour favoriser une croissance durable et inclusive	58

ENCADRÉS

Encadré 1.1. L'impact de la guerre en Ukraine sur la Lituanie	16
Encadré 1.2. Indexer l'âge de la retraite sur l'espérance de vie : à chaque pays son expérience	36
Encadré 1.3. Quantification de l'impact des recommandations de politique budgétaire	38
Encadré 1.4. Les incitations fiscales dans le système d'imposition des sociétés en Lituanie	41
Encadré 1.5. Encourager l'investissement public local : les cas de l'Irlande et de la Finlande	42
Encadré 1.6. Quantification de l'impact des réformes structurelles	44
Encadré 1.7. Réformer la formation en milieu professionnel en Europe centrale et orientale	52

Suivez les publications de l'OCDE sur :



<https://twitter.com/OECD>



<https://www.facebook.com/theOECD>



<https://www.linkedin.com/company/organisation-eco-cooperation-development-organisation-cooperation-developpement-eco/>



<https://www.youtube.com/user/OECDiLibrary>



<https://www.oecd.org/newsletters/>

Ce livre contient des...

StatLinks 

Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

Vous trouverez un **StatLink**  sous chaque tableau ou graphique de cet ouvrage. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de copier le lien dans votre navigateur internet ou de cliquer dessus depuis la version électronique de l'ouvrage.

STATISTIQUES DE BASE DE LA LITUANIE, 2021¹

(Les chiffres entre parenthèses correspondent à la moyenne de l'OCDE)²

PAYS, POPULATION ET CYCLE ÉLECTORAL

Population (millions)	2.8		Densité de population par km ²	44.6	(38.7)
Moins de 15 ans (%)	15.6	(17.6)	Espérance de vie à la naissance (années, 2020)	74.9	(79.7)
Moins de 65 ans (%)	21.1	(17.7)	Hommes (2020)	70.1	(77.0)
Population immigrée (% de la population, 2019)	4.2	(13.2)	Femmes (2020)	80.0	(82.5)
Croissance moyenne des 5 dernières années (%)	-0.5	(0.5)	Dernières élections législatives	Octobre 2020	

ÉCONOMIE

Produit intérieur brut (PIB)			Ventilation de la valeur ajoutée (%)		
À prix courants (milliards USD)	65.5		Agriculture, sylviculture et pêche	3.7	(2.6)
À prix courants (milliards EUR)	55.4		Industrie, dont construction	28.7	(27.7)
Croissance moyenne réelle des 5 dernières années (%)	3.5	(1.5)	Services	67.6	(69.7)
Par habitant, à PPA (milliers USD)	42.7	(50.6)			

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

En pourcentage du PIB

Dépenses (OCDE : 2020)	38.7	(48.4)	Dette financière brute (OCDE : 2020)	51.4	(133.3)
Recettes (OCDE : 2020)	37.7	(38.1)	Dette financière nette (OCDE : 2020)	17.4	(81.1)

COMPTES EXTÉRIEURS

Taux de change (EUR/USD)	0.85		Principales exportations (% du total des exportations de marchandises)		
Taux de change à PPA (USD = 1)	0.46		Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	19.3	
En pourcentage du PIB			Machines et matériel de transport	19.0	
Exportations de biens et services	80.4	(54.5)	Articles manufacturés divers	16.3	
Importations de biens et services	76.2	(51.2)	Principales importations (% du total des importations de marchandises)		
Solde des paiements courants	1.2	(0.1)	Machines et matériel de transport	26.2	
Position extérieure globale nette	-4.0		Combustible minéraux, lubrifiants et produits connexes	16.3	
			Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	15.9	

MARCHÉ DU TRAVAIL, QUALIFICATIONS ET INNOVATION

Taux d'emploi (15 ans et plus, %)	57.9	(56.2)	Taux de chômage, Enquête sur la population active (15 ans et plus, %)	7.1	(6.1)
Hommes	62.9	(64.1)	Chômage des jeunes (15-24 ans, %)	14.4	(12.8)
Femmes	53.6	(48.7)	Chômage de longue durée (1 an et plus, %)	2.6	(2.0)
Taux d'activité (15 ans et plus, %)	62.3	(60.3)	Taux de diplômés de l'enseignement supérieur chez les 25-64 ans (%)	45.3	(39.9)
Nombre moyen d'heures travaillées par an	1,620	(1,716)	Dépense intérieure brute de R D (% du PIB, 2020)	1.2	(3.0)

ENVIRONNEMENT

Approvisionnements totaux en énergie primaire par habitant (tep)	2.8	(3.8)	Émissions de CO ₂ par habitant dues à la combustion d'énergie (tonnes, 2019)	4.0	(8.3)
Énergies renouvelables (%)	23.4	(11.6)	Prélèvements d'eau par habitant (milliers de m ³ , 2020)	0.1	
Exposition à la pollution atmosphérique (% de la population exposé à une concentration en PM _{2.5} > 10 µg/m ³ , 2019)	52.2	(61.7)	Déchets municipaux par habitant (tonnes, 2020)	0.5	(0.5)

SOCIÉTÉ

Inégalités de revenu (coefficient de Gini, 2019 ; OCDE : dernières données disponibles)	0.357	(0.316)	Résultats scolaires (score au PISA, 2018)		
Taux de pauvreté relative (% , 2019 ; OCDE : 2018)	15.4	(11.8)	Compréhension de l'écrit	476	(486)
Revenu disponible médian des ménages (milliers USD à PPA, 2019, OCDE : 2018)	18.8	(25.5)	Culture mathématique	481	(488)
Dépenses publiques et privées (% du PIB)			Culture scientifique	482	(487)
Santé (OCDE : 2020)	7.9	(9.7)	Proportion de femmes au Parlement (%)	27.7	(32.4)
Retraites (2017)	6.4	(8.6)	Apports nets d'aide publique au développement (% du RNB, 2017)	0.1	(0.4)
Enseignement (% du RNB, 2020)	3.7	(4.4)			

1. Si l'année à laquelle se rapportent les données diffère de celle indiquée dans le titre de ce tableau, elle est indiquée entre parenthèses.

2. Lorsque l'agrégat OCDE n'est pas disponible dans la base de données utilisée comme source, une moyenne simple des dernières données disponibles sur les pays de l'OCDE est calculée, sous réserve qu'il existe des données pour au moins 80 % des pays membres de l'Organisation.

Source : Calculs effectués à partir d'informations extraites des bases de données des organisations suivantes : OCDE, Agence internationale de l'énergie (AIE), Organisation internationale du travail (OIT), Fonds monétaire international (FMI), Organisation des Nations unies (ONU) et Banque mondiale.

Résumé

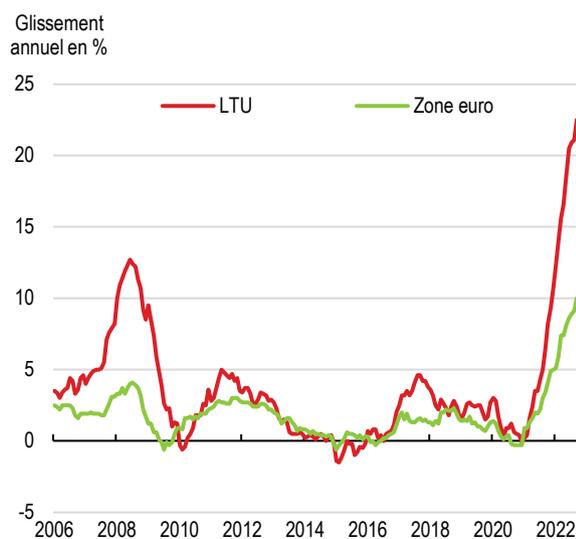
L'économie a connu un rebond vigoureux, mais sa résilience va être mise à l'épreuve

La reprise consécutive à la pandémie a été rapide. La vigueur des exportations et un programme volontariste d'aides publiques ont permis au PIB de retrouver son niveau d'avant la pandémie au début de 2021. La guerre en Ukraine a commencé à se répercuter sur l'économie.

L'inflation atteint un niveau record. La Lituanie enregistre un taux d'inflation parmi les plus élevés de la zone euro, qui a dépassé 22 % en septembre, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits alimentaires ainsi que des logements (graphique 1). L'effet sensible du renchérissement de l'énergie tient à la forte intensité énergétique de l'économie et à la part excessive du pétrole et du gaz dans le mix énergétique. Si les salaires nominaux continuent d'augmenter rapidement, les salaires réels sont orientés à la baisse depuis la fin de 2021.

Graphique 1. L'inflation a atteint de nouveaux sommets

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)



Note : Données provisoires pour le mois de septembre.

Source : OCDE, base de données sur les indices des prix à la consommation.

StatLink  <https://stat.link/bci91k>

La situation dans les domaines de l'énergie et des échanges met au jour les vulnérabilités de la Lituanie. La part de la Russie dans les importations lituaniennes de pétrole et de gaz s'établissait respectivement à 73 % et 42 % en 2020. La Lituanie a cessé d'importer de l'énergie de Russie en avril-

mai 2022, mais ce pays demeure un de ses principaux partenaires commerciaux, et il pourrait être affecté par la guerre et les sanctions. Au début d'avril, le gouvernement a présenté un train de mesures budgétaires destiné à soutenir les revenus des ménages et à renforcer l'indépendance énergétique.

Une forte incertitude entoure les prévisions économiques. La croissance du PIB devrait refluer à 1.7 % en 2022, sous l'effet du recul des exportations et de l'augmentation des incertitudes, puis à 1.6 % en 2023 (tableau 1). L'investissement devrait gagner en vigueur, étayé par des apports de fonds de l'Union européenne (UE). La poursuite de la guerre en Ukraine et une contraction brutale des approvisionnements énergétiques pourraient porter un nouveau coup à l'économie.

Tableau 1. La croissance ralentit

Croissance annuelle, sauf indication contraire	2020	2021	2022	2023
PIB réel aux prix du marché	-0.1	5.0	1.7	1.6
Taux de chômage (% de la population active)	8.5	7.1	5.7	6.1
IPCH sous-jacent ¹	2.6	3.4	9.4	6.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	55.5	51.4	52.8	55.1

1. L'IPCH sous-jacent est l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 111, mise à jour.

Les politiques publiques devraient contribuer à restaurer la résilience de l'économie

Les politiques financière et budgétaire ont permis de soutenir l'activité économique tout au long de la pandémie et aident maintenant les ménages et les entreprises à faire face à la hausse des prix de l'énergie. La marge de manœuvre budgétaire doit être reconstituée progressivement, en tenant compte des aides ciblées requises pour amortir l'impact de la guerre et de la nécessité de se préparer à la hausse des coûts liés au vieillissement de la population.

Le système financier semble rentable, bien capitalisé et doté de liquidités suffisantes. Les amples mesures de soutien à la liquidité ont aidé les ménages et les entreprises tout au long de la pandémie. Le crédit aux ménages a continué d'augmenter de manière quasiment ininterrompue, et les bilans des entreprises semblent sains. La banque centrale a commencé à durcir quelque peu la politique

macroprudentielle face aux signes de surchauffe observés sur le marché du logement.

Un projet de loi de finances révisé prévoit des dépenses à hauteur de 1.4 % du PIB en 2022 pour aider les entreprises et les ménages à surmonter la crise énergétique, et de 0.6 % du PIB pour prêter assistance aux réfugiés ukrainiens. L'orientation de la politique budgétaire a été fortement expansionniste en 2020, restrictive en 2021, et devrait redevenir très expansionniste en 2022. Le gouvernement prévoit de revenir à l'objectif budgétaire à moyen terme d'ici à 2024. Les aides liées à la pandémie, en particulier le dispositif bien financé de chômage partiel, ont été déployées puis démantelées en temps opportun.

Les coûts liés au vieillissement démographique augmentent. La population lituanienne vieillit rapidement (graphique 2). L'émigration des jeunes et la faiblesse de l'immigration contribuent à accentuer les tensions liées au vieillissement. Malgré le facteur de viabilité intégré dans le système de retraite, le gouvernement prévoit une augmentation des coûts liés au vieillissement supérieure à 2 points de PIB d'ici à 2060. Après 2026, créer un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie contribuerait à préserver la viabilité du système de retraite et l'adéquation des pensions.

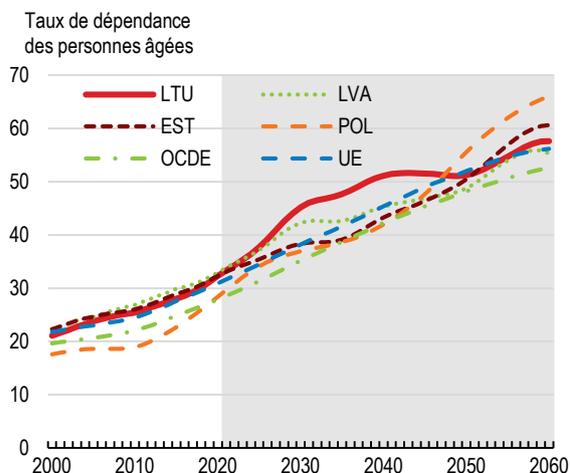
L'investissement public augmente. Les fonds de l'UE contribuent à susciter l'adhésion à des réformes politiquement difficiles, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé, où les efforts de réforme sont restés timides jusqu'ici. Rationaliser les vastes réseaux d'établissements scolaires et d'hôpitaux en procédant à des regroupements pourrait contribuer à la réalisation de gains de productivité et à la réduction des tensions sur les dépenses dans le secteur public.

La Lituanie est fortement centralisée. L'autonomie fiscale et budgétaire des collectivités locales est faible, les communes étant dépendantes de transferts budgétaires, ce qui fait obstacle à l'investissement local. Les autorités envisagent d'élargir l'assiette des impôts fonciers et d'en affecter la totalité des recettes aux communes, et elles ont engagé des procédures pour accroître la capacité des collectivités locales à emprunter pour procéder à des investissements. Augmenter leurs recettes propres pourrait stimuler l'investissement des collectivités locales, mais leurs capacités administratives doivent encore être

améliorées, de même que la coordination au niveau régional.

Graphique 2. La population vieillit rapidement

Projections de taux de dépendance des personnes âgées



Source : Nations Unies, World Population Prospects 2019.

StatLink  <https://stat.link/4i86gb>

Les dispositifs d'incitation fiscale en faveur de l'innovation sont nombreux, mais ils sont peu utilisés. Ils semblent passer à côté des facteurs de déclenchement qui caractérisent une économie lituanienne en phase de rattrapage, reposant sur de nombreuses jeunes pousses (*start-ups*) de petite taille confrontées à des contraintes de crédit. Les aides directes et non fiscales aux entreprises sont négligeables. Une combinaison plus équilibrée d'incitations fiscales et d'aides directes serait plus efficace pour soutenir l'innovation.

Les réformes structurelles renforceront l'économie

Une réforme des entreprises publiques et une modernisation du système d'enseignement à tous les niveaux tireront vers le haut la productivité et l'emploi. Renforcer les aides à la recherche-développement (R-D) et moderniser le secteur public permettront de récolter les fruits de la transformation numérique.

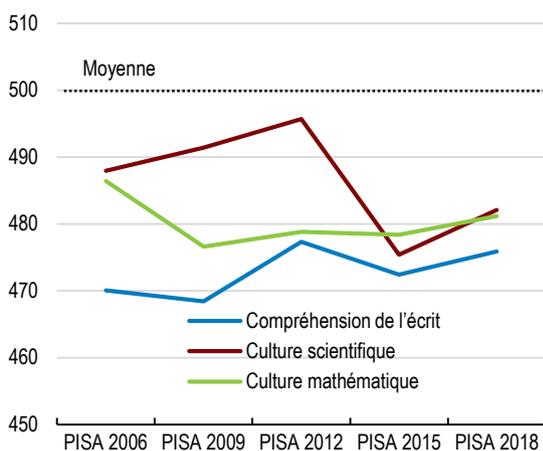
Les entreprises publiques sont présentes dans de nombreux secteurs, et la qualité de leur gouvernance pourrait être encore améliorée. Il manque en particulier aux entreprises municipales un cadre de réglementation et de gouvernance transparent, ce qui peut fausser la concurrence avec les prestataires privés. Le gouvernement continue d'adapter sa stratégie actionnariale en transformant plusieurs entités publiques en sociétés par actions (détenues par l'État). Il est essentiel de veiller à ce que toutes les

entités publiques aient les mêmes possibilités et contraintes juridiques, financières et réglementaires que les entreprises privées, afin d'instaurer des conditions de concurrence équitables et, *in fine*, de rehausser la productivité.

La qualité de l'enseignement obligatoire laisse à désirer. Les résultats obtenus par les jeunes Lituanais dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE (graphique 3). Cela tient au nombre excessif d'établissements scolaires, à l'insuffisance des compétences des enseignants et à l'inadéquation des programmes scolaires. En 2021, le gouvernement a entamé une réforme de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire, en élaborant un nouveau cadre de compétences des enseignants, en revalorisant les salaires des chefs d'établissement, en adaptant les programmes scolaires et en revoyant à la hausse la taille minimale des établissements et des classes.

Le système d'enseignement et de formation professionnels (EFP) devrait jouer un plus grand rôle. La formation en entreprise (apprentissage) est très limitée. Le gouvernement a commencé à rendre la filière professionnelle plus attrayante, en renforçant les prérogatives des conseils d'établissement et en assouplissant les programmes d'enseignement. Étoffer encore l'apprentissage en milieu professionnel, notamment en adaptant mieux les programmes aux besoins des entreprises, pourrait aussi contribuer à améliorer l'adéquation entre l'EFP et le marché du travail.

Graphique 3. Les scores au PISA sont faibles



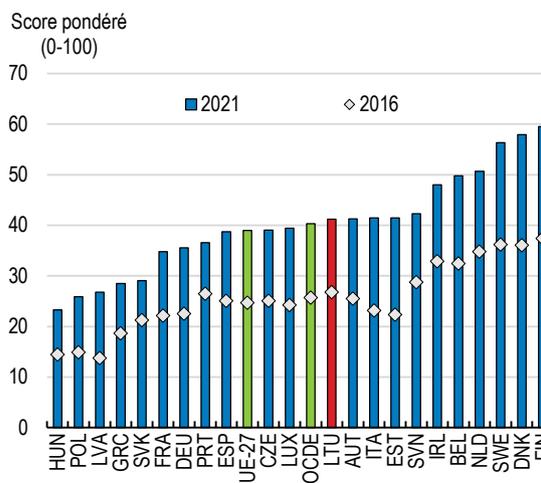
Source : OCDE, base de données PISA 2018.

StatLink <https://stat.link/btjoc6>

L'enseignement supérieur accuse un certain retard. La Lituanie est à la traîne de pays comparables en matière d'excellence universitaire, et le décalage entre les programmes pédagogiques et les besoins du marché du travail est considérable. Les étudiants issus d'un milieu socioéconomique défavorisé ont davantage de difficultés à entrer à l'université, en partie du fait des modalités d'admission particulièrement sélectives appliquées aux jeunes dont les études sont financées par l'État. Des réformes consistant, par exemple, à lier les financements publics des établissements au devenir professionnel de leurs étudiants ou à des critères de mobilité internationale des étudiants pourraient inciter les universités à améliorer la qualité de leurs services.

La Lituanie a progressé en matière de technologies numériques, mais elle reste à la traîne en ce qui concerne leur adoption et leur utilisation. Une amélioration de l'efficacité des aides à la R-D des entreprises et de la collaboration entre le monde de la recherche et les entreprises pourrait stimuler l'investissement privé dans l'innovation. Renforcer l'infrastructure numérique, remédier à la « fracture numérique » entre les zones urbaines et rurales, et améliorer l'accès des jeunes entreprises aux financements pourraient contribuer à améliorer l'adoption des technologies numériques et l'efficacité avec laquelle elles sont utilisées, notamment par les petites entreprises.

Graphique 4. La Lituanie est à la traîne en matière d'intégration numérique



Source : Commission européenne, Tableau de bord numérique.

StatLink <https://stat.link/ps9ixr>

Un secteur public modernisé et des compétences solides constituent des vecteurs importants de transformation numérique. Il est possible d'aller nettement plus loin en termes de transformation numérique du secteur public, notamment en étoffant les processus d'administration en ligne, en intégrant les ressources informationnelles et en renforçant les infrastructures informatiques. Une amélioration des services numériques et de leur accessibilité aux groupes vulnérables renforcerait l'inclusivité. De manière plus générale, des pénuries subsistent en matière de compétences liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Des fonds supplémentaires pourraient être accordés aux établissements d'enseignement supérieur au titre des diplômes décernés dans des disciplines importantes pour le processus de transformation numérique. L'acquisition de compétences numériques solides et utiles est cruciale pour que les fruits de la transformation numérique puissent être équitablement partagés.

Partager les fruits de la croissance

Réduire la pauvreté et les disparités entre régions, renforcer la confiance, améliorer la qualité des institutions et limiter les émissions de carbone contribueront à rendre l'économie lituanienne plus inclusive et durable.

Bien qu'elle diminue, la pauvreté reste problématique. La Lituanie se classe toujours au deuxième rang des pays européens de l'OCDE à l'aune de la proportion de la population exposée au risque de pauvreté. Le système de prélèvements et de transferts ne contribue guère à réduire les inégalités et la pauvreté. Néanmoins, au cours des deux dernières années, dans le contexte de la pandémie, le gouvernement a considérablement accru les dépenses sociales, notamment au titre des pensions et des prestations sociales ciblées, et il a relevé le seuil de non-imposition des revenus pour les personnes faiblement rémunérées.

Les différences observées entre régions en matière de revenu, de productivité et d'emploi sont supérieures à la moyenne de l'OCDE. Les

migrations internes vers les grandes agglomérations se sont accélérées ces dernières années, mais les écarts de productivité entre les principales régions du pays et ses régions périphériques ont tendance à diminuer. Le gouvernement s'efforce de remédier aux disparités entre régions en donnant davantage de pouvoirs aux institutions régionales et en améliorant la cohérence et la coordination de l'action publique au niveau régional.

La confiance et la qualité des institutions sont relativement faibles. La proportion de citoyens lituaniens ayant confiance dans les pouvoirs publics est inférieure à la moyenne de l'OCDE, et la réactivité des institutions politiques aux demandes des citoyens ainsi que la satisfaction suscitée par les processus politiques sont comparativement faibles. Le niveau de corruption est supérieur à la moyenne de l'OCDE, mais l'écart se réduit manifestement. Le gouvernement s'efforce d'endiguer une inflation juridique galopante, en améliorant la conception des lois et des règlements et en favorisant une élaboration des politiques fondée sur des données probantes dans le but d'améliorer la qualité des institutions et de renforcer la confiance dans les pouvoirs publics.

L'objectif que s'est fixé la Lituanie de réduire ses émissions de carbone de 30 % d'ici à 2030 est ambitieux. Les émissions de carbone par habitant sont inférieures à la moyenne de l'OCDE, mais continuent d'augmenter. Les transports et l'agriculture constituent d'importantes sources d'émissions. Le taux d'imposition du carbone est supérieur à la moyenne de l'OCDE, mais la persistance de subventions aux combustibles réduit l'efficacité de la tarification du carbone. Les dépenses de protection de l'environnement sont modestes. Élargir la portée du système de tarification du carbone et investir dans les technologies à faible émission de carbone, en particulier dans les secteurs des transports et de l'agriculture, contribueront à la réalisation des objectifs climatiques. Le gouvernement est en train de prendre des mesures en faveur de la décarbonation et de la sécurité énergétique.

Principales conclusions et recommandations

PRINCIPALES CONCLUSIONS	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Politiques financière et budgétaire	
L'inflation a augmenté, sous l'effet du niveau élevé des prix de l'énergie et des produits alimentaires.	Durcir la politique budgétaire à un rythme adapté pour contribuer à atténuer les tensions inflationnistes. Faire en sorte que les aides ciblent les ménages et les entreprises vulnérables subissant le contrecoup des prix élevés de l'énergie. Durcir l'orientation macroprudentielle si les évolutions du marché du logement devaient commencer à menacer la stabilité financière.
Le déficit budgétaire est supérieur à l'objectif à moyen terme.	Veiller à ce que le déficit retrouve un niveau durable à moyen terme, en suivant les règles budgétaires et en procédant à de nouveaux examens des dépenses.
Les coûts budgétaires du vieillissement de la population s'alourdissent. L'âge de la retraite est en cours de relèvement et va être porté à 65 ans d'ici à 2026.	Envisager d'établir un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie après 2026.
Les recettes propres des collectivités locales sont minimes, ce qui limite les capacités d'investissement local.	Permettre aux collectivités locales de disposer de recettes propres plus importantes.
Politiques structurelles	
Les entreprises publiques sont présentes dans de nombreux secteurs de l'économie. Malgré des progrès considérables, la qualité de leur gouvernance reste inférieure à la moyenne de l'OCDE.	Appliquer à toutes les entreprises publiques, qu'elles soient détenues par l'État ou par des communes, le même cadre juridique, financier et réglementaire que celui qui régit les entreprises privées.
Les résultats au PISA sont en voie d'amélioration, mais restent inférieurs à la moyenne de l'OCDE, de nombreux étudiants n'ayant pas acquis de solides compétences élémentaires.	Continuer de rationaliser le réseau d'établissements scolaires en procédant à des regroupements. Veiller à ce que les nouveaux programmes scolaires soient mis en œuvre en temps voulu, en y intégrant des objectifs d'acquisition de compétences numériques.
La formation en alternance en entreprise (apprentissage) a du mal à décoller depuis qu'elle a été mise en place en 2017.	Renforcer l'apprentissage dans le secteur manufacturier et dans les services. Travailler en collaboration avec des entreprises internationales domiciliées dans des pays dotés d'un système d'apprentissage éprouvé. Assurer un équilibre en termes d'attractivité entre l'apprentissage et la formation en milieu scolaire.
Des objectifs climatiques ambitieux exigent des mesures fortes et efficaces.	Élargir la portée du système de tarification du carbone à tous les domaines dans lesquels il ne s'applique pas encore, notamment aux transports et à l'agriculture. Accroître l'investissement public dans la recherche-développement (R-D) finalisée et dans les infrastructures vertes.
La confiance dans l'administration et la qualité des institutions sont inférieures à la moyenne de l'OCDE.	Continuer d'améliorer la qualité et la transparence du processus d'élaboration des politiques publiques.
Libérer le potentiel de la transformation numériques	
Malgré leur générosité, les dispositifs d'incitation fiscale à la R-D sont peu utilisés, et une proportion relativement importante des petites entreprises ne réalise aucune activité d'innovation. Les aides directes à la R-D des entreprises sont très modestes.	Soutenir la R-D en s'appuyant sur une combinaison plus équilibrée d'incitations fiscales et d'aides directes destinées aux petites entreprises innovantes.
Bien que des progrès aient été accomplis, la proportion de ménages bénéficiant de services d'accès à internet à haut débit est faible en termes de comparaison internationale, notamment dans les zones rurales.	Mettre en œuvre le Plan national pour le haut débit, afin d'assurer un accès universel au très haut débit en 2027.
Le capital-risque n'est pas encore bien développé.	Favoriser le développement du capital-risque en le soutenant en priorité de manière indirecte, <i>via</i> des fonds privés de capital-risque, plutôt qu'en investissant directement dans des entreprises.
Les entreprises de petite taille sont nombreuses à ne pas avoir conscience des avantages potentiels des technologies numériques et à ne pas savoir comment les utiliser.	Poursuivre les efforts actuellement engagés pour mettre en place un réseau complet de services de conseil et de mentorat à l'intention des PME.
Le système de financement des universités ne permet pas de remédier aux problèmes d'inadéquation des compétences ni aux pénuries considérables de main-d'œuvre qualifiée dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). La proportion d'étudiants étrangers est faible.	Lier les modes de financement des universités au devenir professionnel de leurs étudiants et à des critères de mobilité internationale de leurs étudiants. Accorder des fonds supplémentaires aux établissements d'enseignement supérieur au titre des diplômes décernés dans des disciplines importantes pour satisfaire les besoins du marché du travail, notamment pour le processus de transformation numérique.
La participation aux formations pour adultes reste faible, surtout chez les travailleurs peu qualifiés et âgés.	Mettre en place une plateforme nationale d'apprentissage tout au long de la vie qui servira de « guichet unique » à la formation des adultes, et intensifier parallèlement les campagnes d'information et les services d'orientation professionnelle.

1. Principaux éclairages sur l'action publique

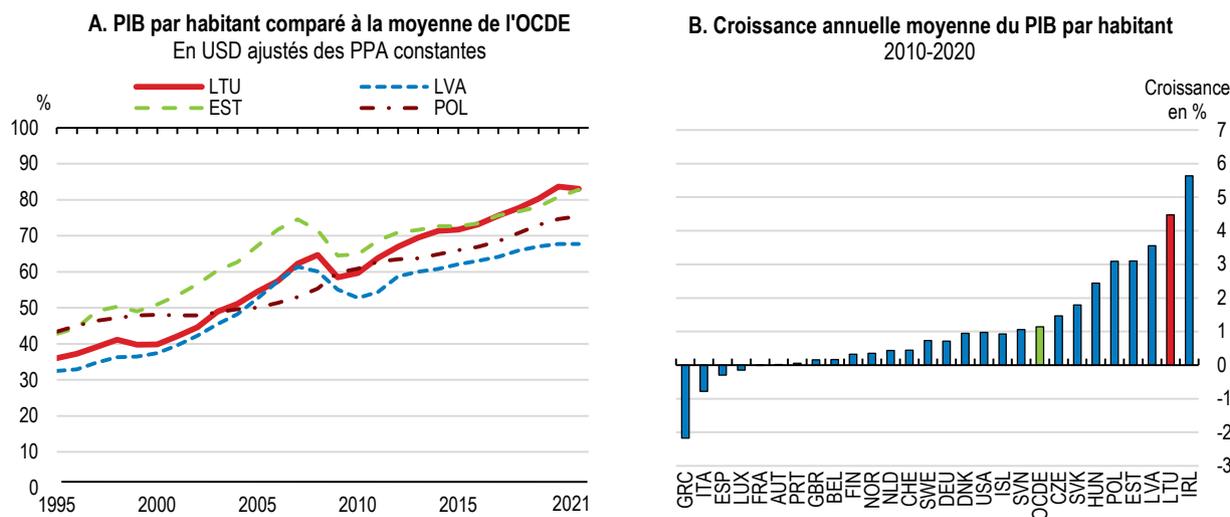
La Lituanie est parvenue à sortir de la crise liée au COVID-19, mais se trouve aujourd'hui aux prises avec les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La croissance ralentit et l'inflation est aujourd'hui parmi les plus fortes de la zone euro, poussée par les prix élevés de l'énergie et des produits alimentaires. La politique budgétaire se durcit, sur fond de révision du budget destinée à aider les ménages et les entreprises à surmonter la crise énergétique et à soutenir les réfugiés ukrainiens. Les coûts liés au vieillissement démographique augmentent. Accélérer la réforme des entreprises publiques et moderniser le système d'enseignement à tous les niveaux stimuleront la productivité et l'emploi. La réduction de la pauvreté et des disparités entre régions, l'amélioration de la qualité des institutions et la diminution des émissions de carbone contribueront à rendre l'économie lituanienne plus inclusive et plus durable.

Introduction

L'économie lituanienne est parvenue à sortir de la crise liée au COVID-19, mais se trouve aujourd'hui aux prises avec les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La Lituanie figurait parmi les économies de l'OCDE ayant connu la plus forte croissance durant la dernière décennie en termes de PIB par habitant, à la faveur d'une augmentation de ses exportations et de son intégration dans les chaînes de valeur mondiales (Graphique 1.1). L'action efficace et déterminée des pouvoirs publics a permis de soutenir les ménages et les entreprises tout au long de la pandémie et explique que, de tous les pays européens, la Lituanie est celui où la récession provoquée par cette crise a été la plus légère. Le taux de vaccination élevé contribue à protéger la population contre une nouvelle vague de COVID-19. Les autorités se sont lancées dans un programme ambitieux pour doper l'investissement dans les infrastructures, l'innovation, l'éducation, la transformation numérique et l'action climatique, avec le concours des fonds de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR) de l'Union européenne (UE). La solidité du cadre macroéconomique et financier et un climat des affaires favorable renforcent l'efficacité de l'action publique. Après une longue période d'émigration nette, le solde migratoire est devenu positif en 2018.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine va considérablement affecter l'économie lituanienne (Encadré 1.1). La Lituanie enregistre l'un des taux d'inflation les plus élevés de toute la zone euro, sous l'effet de la montée en flèche des prix de l'énergie, de l'alimentation et du logement. La Russie est l'un des principaux partenaires commerciaux de la Lituanie, ce qui fragilise son économie exposée à l'impact de la guerre, même si l'essentiel de ses échanges avec la Russie consiste en commerce de transit. Au printemps, la Lituanie a cessé d'importer du pétrole, du gaz et de l'électricité de Russie. Une vague de réfugiés en provenance d'Ukraine et du Bélarus pourrait peser sur la capacité d'absorption de la Lituanie et nécessiter une aide humanitaire considérable. Étant donné la nature du choc, les mesures prises par les pouvoirs publics devront être soigneusement pesées. Au vu de ces évolutions, la Lituanie a actualisé son budget en avril pour pouvoir consacrer plus de ressources à des aides à court terme en faveur des ménages et des entreprises, ainsi qu'à des investissements dans la sécurité énergétique.

Graphique 1.1. L'essor des « tigres de la Baltique »



Note : Dans la partie B, les taux de croissance sont ceux du PIB réel par habitant.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 111 (actualisée).

StatLink  <https://stat.link/h7i1kb>

Outre la crise induite par la guerre, la Lituanie doit relever plusieurs autres défis ayant trait principalement à la productivité et à l'emploi (Graphique 1.2). La productivité s'est accélérée ces dernières années, mais

elle demeure en deçà de la moyenne de l'OCDE. Le taux d'activité est bien supérieur à la moyenne de l'OCDE, si bien qu'il ne faut pas en attendre une importante contribution supplémentaire au PIB. Le taux de chômage reste élevé malgré une croissance vigoureuse, témoignant de déséquilibres sur le marché du travail, notamment d'un décalage considérable entre les offres et les demandes de compétences et d'emploi. L'investissement, tant public que privé, demeure résolument faible. Le large périmètre d'activité des entreprises publiques et l'inadéquation de la réglementation des transports, premier secteur d'exportation de services de la Lituanie, pourraient également brider la hausse de la productivité. La confiance dans l'administration et la qualité des institutions est inférieure à la moyenne de l'OCDE. La pandémie a réduit l'espérance de vie des hommes, déjà parmi les plus faibles de l'OCDE, de 1.7 année (1.3 année pour les femmes) en 2020, soit la réduction la plus forte de tous les pays européens membres de l'OCDE (OECD, 2018^[1]).

Encadré 1.1. L'impact de la guerre en Ukraine sur la Lituanie

L'agression de l'Ukraine par la Russie est d'abord une tragédie humaine, mais elle a aussi des conséquences pour l'économie lituanienne. À la fin du mois d'août, plus de 60 000 réfugiés ukrainiens, soit l'équivalent de 2 % de la population lituanienne, étaient entrés en Lituanie, les arrivées ayant progressivement diminué pour s'établir à moins d'une centaine par jour. Les Ukrainiens constituent déjà le principal groupe d'étrangers non ressortissants de l'UE vivant en Lituanie. À compter du mois de mars, les réfugiés ukrainiens ont pu, via une procédure simplifiée, obtenir le statut de réfugié leur assurant le plein accès aux services sanitaires et sociaux et au marché du travail. Les réfugiés aident également à atténuer les pénuries de main-d'œuvre. Les enseignants ukrainiens sont autorisés à enseigner dans leur langue. Les procédures de délivrance des permis de travail ont été également simplifiées pour les ressortissants de Russie et du Bélarus, dans l'objectif affiché de relocaliser vers la Lituanie de la main-d'œuvre qualifiée et des entreprises de ces pays.

Les échanges commerciaux avec la Russie, le Bélarus et l'Ukraine s'effondrent. Au début du mois d'avril, la Lituanie a cessé d'importer du gaz de Russie et utilise à la place le terminal méthanier de Klaipéda pour son approvisionnement, devenant ainsi le premier pays de l'UE à renoncer aux livraisons de gaz en provenance de la Russie. En mai, elle a cessé toutes les autres importations énergétiques en provenance de Russie. Le transport ferroviaire devrait diminuer de près de la moitié par rapport à son niveau de 2021. Le trafic entre la Russie et son enclave de Kaliningrad, qui traverse la Lituanie, s'est contracté et ne représente plus qu'une fraction de ce qu'il est habituellement, du fait du durcissement continu des sanctions de l'UE. Le taux de croissance des exportations de services - de transport essentiellement - devrait chuter et passer d'environ 14 % en 2021 à 4 % en 2022. Les prix du pétrole ont presque doublé depuis décembre 2021 et l'inflation globale dépassait 22 % en septembre. La Lituanie exporte des produits agricoles, ce qui signifie que la hausse des prix alimentaires affecte les ménages mais profite aux exportateurs. À la fin mars, la banque centrale a publié divers scénarios, le plus optimiste prévoyant une croissance du PIB à 2.7 % en 2022, tandis que le scénario du « choc sévère » aboutissait à une contraction à 1.2%, dans l'hypothèse d'un arrêt complet de la totalité des exportations vers la Russie, le Bélarus et l'Ukraine et d'une réduction d'un cinquième des importations en provenance de ces mêmes pays. Dans le scénario optimiste, les projections d'inflation sont de 10.5 % en 2022, contre 11.5 % dans celui du choc sévère.

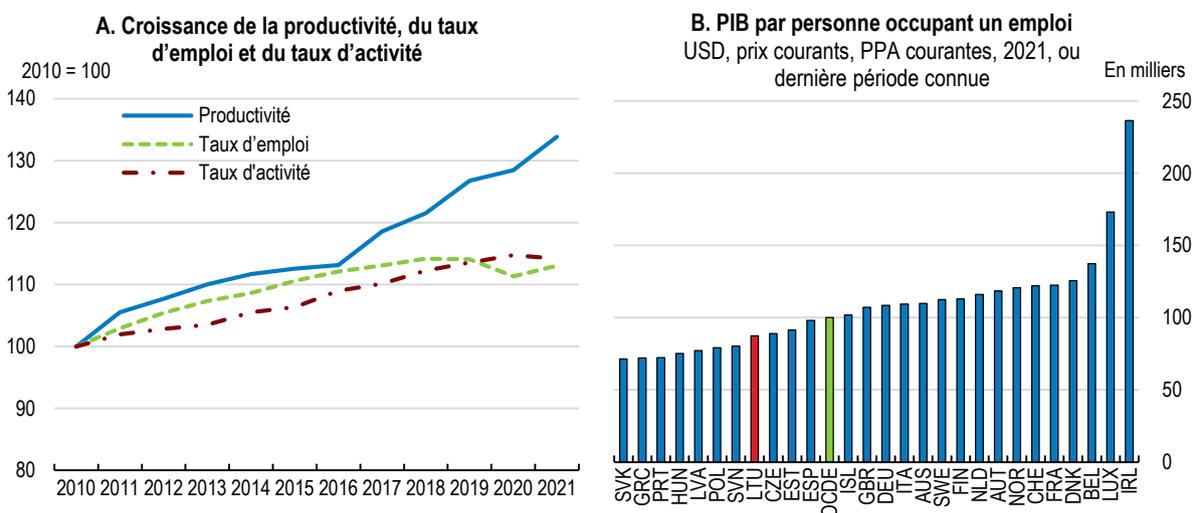
Au début du mois d'avril, le gouvernement a présenté un projet de loi de finances révisé, intitulé « Atténuer les effets de l'inflation et renforcer l'indépendance énergétique », dans lequel une enveloppe d'environ 1.4 % du PIB est affectée en 2022 au soutien des ménages et des entreprises pour les aider à absorber les chocs sur les prix de l'énergie, à améliorer leur efficacité énergétique et à diversifier leurs approvisionnements. Les prix de l'énergie sont ainsi plafonnés à 140 % de leurs niveaux d'avant la guerre jusqu'à la fin de 2022, les fournisseurs étant dédommagés de leurs pertes de recettes. Afin de soutenir un peu plus les ménages, les pensions de retraite ont été revalorisées, l'imposition sur le

revenu réduite pour les plus modestes, et les prestations versées sous conditions de ressources, déjà revalorisées en décembre 2021, le seront à nouveau. Une part notable des investissements destinés à renforcer l'indépendance énergétique est affectée à la rénovation et la réhabilitation des immeubles collectifs ainsi qu'aux aides à la production publique et privée d'énergie solaire et éolienne et au stockage d'électricité. Ces dépenses figuraient déjà pour partie dans les budgets antérieurs et la moitié environ sont financées par des fonds de l'UE. Une autre enveloppe, égale à 0.6 % du PIB, est inscrite au budget pour venir en aide aux réfugiés ukrainiens.

Source : Divers organismes publics ; et Banque de Lituanie (*Lietuvos bankas*).

L'accélération sur la voie de la transformation numérique sera un moyen essentiel pour stimuler la productivité dans l'ensemble de l'économie. Si le pays a progressé dans ce domaine, il y a encore matière à accroître l'investissement dans l'innovation et à lever les obstacles à l'adoption des technologies de pointe dans les entreprises, en particulier dans les petites entreprises, notamment en s'attaquant aux disparités régionales observées dans les infrastructures numériques et en améliorant l'accès au financement. Il faut renforcer les compétences numériques pour assurer une transition solide vers l'économie numérique et une répartition équitable des avantages de la transformation numérique. Le gouvernement élabore actuellement une stratégie en la matière pour tirer parti des nouvelles technologies numériques et doper l'innovation et la productivité.

Graphique 1.2. La productivité a amorcé une accélération, mais reste inférieure à la moyenne de l'OCDE



Note : Dans la partie A du graphique, la productivité correspond au PIB par personne occupant un emploi. Dans la partie B du graphique, l'agrégat OCDE correspond à la moyenne simple des données relatives à ses pays membres.

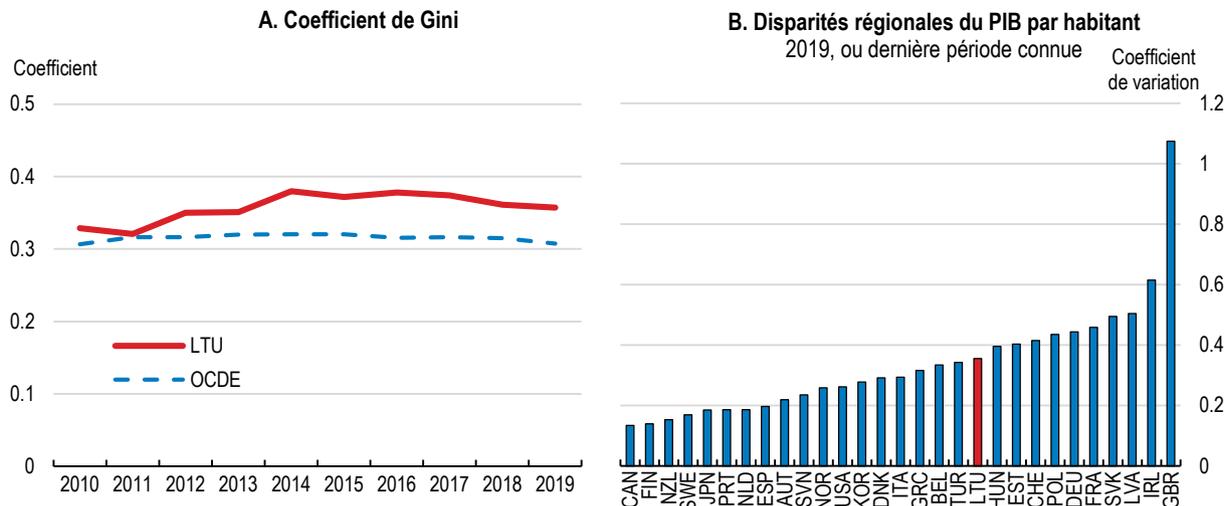
Source : OCDE, base de données sur la productivité ; OCDE, base de données des Statistiques de la population active ; et OCDE, base de données des comptes nationaux.

StatLink  <https://stat.link/6vuw45>

La Lituanie connaît toujours des déséquilibres sociaux et régionaux considérables. Les inégalités de revenu demeurent fortes, comme c'est souvent le cas dans les économies en croissance rapide (Graphique 1.3). La pauvreté augmentait il y a quelques années encore, mais a amorcé un repli depuis peu. La pauvreté des personnes âgées est particulièrement préoccupante. Compte tenu du vieillissement rapide de la population, le gouvernement devra trouver les moyens d'améliorer l'adéquation du système de retraite tout en préservant sa viabilité. Les disparités de productivité et d'emploi d'une région à l'autre sont grandes, malgré la petite taille du pays. Le gouvernement s'attaque toutefois résolument à ces

inégalités sociales et régionales. Le niveau et l'efficacité des dépenses sociales sont en hausse et des réformes institutionnelles sont en cours pour déléguer plus de compétences aux collectivités locales et les doter davantage en ressources afin qu'elles puissent élaborer leurs propres politiques d'investissement et de croissance.

Graphique 1.3. Les inégalités de revenu et les disparités régionales sont relativement marquées



Note : Dans la partie B du graphique, le coefficient de variation montre la dispersion relative du PIB par habitant en USD à PPA dans les régions de niveau territorial inférieur (TL3).

Source : OCDE, base de données sur la distribution des revenus ; et OCDE, base de données sur l'économie régionale.

StatLink  <https://stat.link/8brsam>

Dans ce contexte, les principaux messages adressés à la Lituanie sur la base de cette *Étude* sont les suivants :

- Compte tenu de l'impact de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, renforcer l'indépendance énergétique ; apporter une aide ciblée aux ménages et aux entreprises vulnérables pour les aider à faire face à la hausse des prix de l'énergie ; et resserrer la politique budgétaire à un rythme adapté pour faire face aux tensions inflationnistes.
- Poursuivre les réformes structurelles en faveur de la productivité et de l'emploi, en particulier dans le domaine de l'éducation et des compétences ; s'attaquer aux coûts budgétaires du vieillissement ; et continuer de réduire les disparités sociales et régionales.
- Favoriser la transformation numérique en apportant aux entreprises des aides à la R-D plus efficaces et en réduisant les obstacles à l'adoption des technologies, en particulier dans les petites entreprises, notamment en essayant de réduire les écarts régionaux en matière d'infrastructures numériques et en améliorant l'accès au financement, tout en accélérant les progrès vers l'administration numérique et en renforçant les compétences numériques.

L'économie était en plein essor il y a peu encore

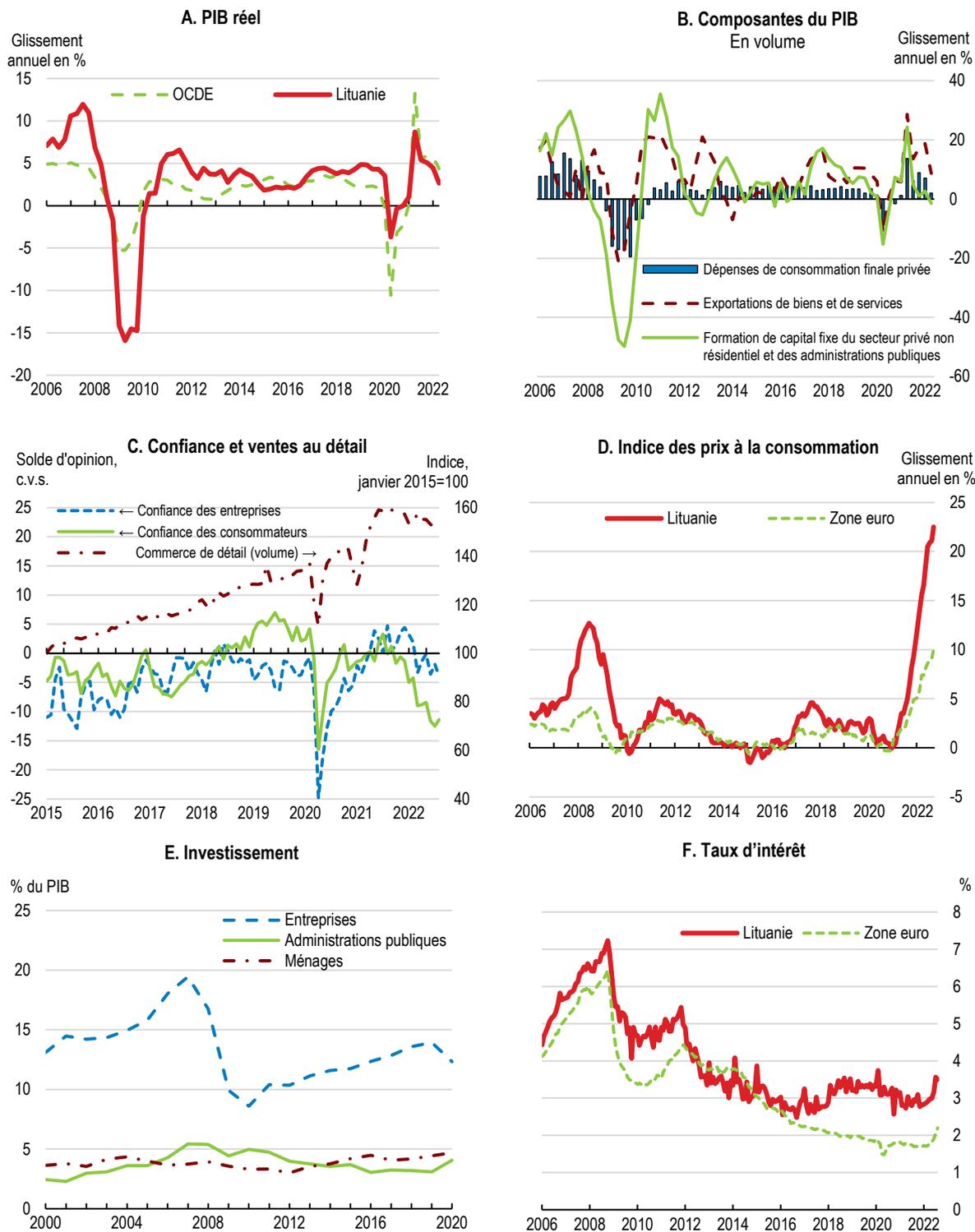
La guerre en Ukraine révèle les facteurs de vulnérabilité de la Lituanie

L'économie lituanienne est l'une de celles qui a été le moins affectées par la pandémie de COVID-19, grâce à des mesures de freinage efficaces, au bon fonctionnement du système de santé et à un taux de vaccination élevé. Elle enregistrait une croissance rapide jusqu'à l'agression de l'Ukraine par la Russie (Graphique 1.4). Ainsi, au début de 2021, la production avait déjà retrouvé son niveau d'avant la pandémie (tableau 1.1). L'activité économique est restée robuste au premier trimestre de 2022, tirée par les exportations et l'investissement dans le logement, et malgré l'érosion de la confiance et le déclenchement de la guerre en Ukraine. Le PIB réel a toutefois fléchi au deuxième trimestre, se repliant de 0.5 % par rapport au trimestre précédent. La confiance des consommateurs s'est dégradée avec la résurgence des cas de COVID-19 au début de 2022 et la flambée des prix de l'énergie, mais la progression rapide des salaires et une certaine diminution de l'épargne ont empêché une contraction plus marquée de la consommation privée. Le taux de chômage, en repli progressif, est passé d'un pic d'environ 9 % à la mi-2020 à 5.3 % au deuxième trimestre de 2022, en deçà de son niveau d'avant la crise. La politique budgétaire a pris une orientation expansionniste après la présentation d'un projet de loi de finances révisé en avril (voir la section consacrée à la politique budgétaire).

La hausse des prix à la consommation a dépassé 22 % en septembre 2022, soit le deuxième taux le plus élevé de la zone euro, sur fond d'envolée des prix de l'énergie et des produits alimentaires et, dans une moindre mesure, des logements. L'inflation aurait été encore plus forte si le gouvernement n'avait pas plafonné les hausses des prix de l'énergie. L'intensité énergétique relativement forte de l'économie, le manque d'efficacité énergétique, en particulier dans le secteur du logement (coûts du chauffage) et la dépendance excessive à l'égard du pétrole et du gaz, qui entrent pour près de 80 % dans la production totale d'électricité, expliquent l'impact énorme de la flambée des prix de l'énergie sur l'inflation globale (Blöchliger et Strumskyte, 2021^[2]). La part relativement importante des achats alimentaires dans le panier de consommation lituanien joue dans le même sens. La demande intérieure, vigoureuse, a facilité la répercussion des augmentations de coûts sur les prix des biens et services de consommation, laissant transparaître une intensification des tensions sous-jacentes sur les prix. Les prix à l'exportation montent plus lentement que les prix des intrants locaux, indiquant par là même que les marges bénéficiaires des entreprises exportatrices se réduisent. Malgré la forte croissance des salaires nominaux, les salaires réels ont amorcé un repli à la fin de 2021, évitant jusqu'à maintenant le risque d'une spirale salaires/prix. Malgré tout, les taux d'inflation appellent des mesures budgétaires pour atténuer les effets de l'orientation de la politique monétaire européenne, dimensionnée pour la zone euro dans son ensemble, sur la hausse des prix en Lituanie.

Selon les projections, l'économie devrait ralentir à 1.6 % en 2022 et 1.3 % en 2023, pénalisée par le recul des échanges et par les incertitudes accrues provoquées par la guerre en Ukraine, à laquelle la Lituanie est plus exposée que la plupart des autres pays de l'OCDE (Tableau 1.1). L'investissement, en revanche, accélérera au cours de la période visée par les projections, porté par les fonds de l'Union européenne et le programme d'investissement pluriannuel du gouvernement dans plusieurs domaines stratégiques. La Lituanie recevra des ressources de la Facilité de l'UE pour la reprise et la résilience, à hauteur d'environ 4.5 % de son PIB de 2020, dont un tiers devrait être décaissé d'ici 2023. L'inflation globale fléchira, mais restera élevé du fait de l'embargo de l'UE sur le pétrole russe qui doit entrer en vigueur en 2023. Les salaires réels poursuivront leur recul, bien qu'à un rythme plus lent. Le taux de chômage augmentera sous l'effet du ralentissement économique, même si le marché du travail restera tendu du fait d'importantes pénuries de compétences.

Graphique 1.4. La guerre en Ukraine a mis à mal une reprise par ailleurs vigoureuse



Note : Partie D : données d'inflation provisoires pour le mois de septembre. Dans la partie F du graphique, taux annualisé appliqué aux prêts d'un montant inférieur ou égal à 1 million EUR accordés à des sociétés non financières (hors crédits renouvelables et découverts, facilités de remboursement différé sur carte de crédit et prorogations de crédit sur carte).

Source : OCDE, base de données des comptes nationaux ; OCDE, base de données des principaux indicateurs économiques ; OCDE, base de données de l'indice des prix à la consommation ; et BCE, *MIR-MFI Interest Rate Statistics* [Statistiques sur les taux d'intérêt des institutions financières monétaires (IFM)].

StatLink  <https://stat.link/vpdc6f>

Tableau 1.1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants (milliards EUR)	Variation annuelle, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	45.5	4.6	0.0	6.0	1.6	1.3
Consommation privée	28.0	2.7	- 2.4	8.0	2.1	2.1
Consommation publique	7.5	- 0.3	- 1.4	0.9	0.7	0.3
Formation brute de capital fixe	9.5	6.6	-0.2	7.8	2.7	3.8
Demande intérieure finale	45.0	3.0	- 1.8	6.6	2.0	2.1
Variation des stocks ¹	- 0.3	- 1.6	- 1.8	-0.3	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	44.7	1.5	- 3.8	7.3	2.0	2.0
Exportations de biens et de services	34.2	10.1	0.4	17.0	4.5	3.3
Importations de biens et services	33.4	6.0	- 4.5	19.9	5.0	4.0
Solde extérieur ¹	0.8	3.2	3.5	- 0.3	-0.2	- 0.6
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	2.7	1.8	6.5	15.1	7.6
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	–	2.2	1.1	4.6	17.6	10.4
Inflation sous-jacente harmonisée ²	–	2.3	2.6	3.4	9.8	7.8
Taux de chômage (% de la population active)	–	6.3	8.5	7.1	5.8	6.5
Écart de production (% du PIB potentiel)	–	2.1	- 1.4	0.8	- 0.5	-1.7
Taux d'épargne net des ménages (% du revenu disponible)	–	- 0.2	9.0	3.9	1.6	3.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	0.5	- 7.3	- 1.0	- 4.2	- 3.6
Solde primaire sous-jacent (% du PIB potentiel)	–	0.6	- 5.9	- 0.8	- 3.9	- 3.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	44.5	55.5	51.4	52.8	55.1
Dette des administrations publiques, au sens de Maastricht ³ (en % du PIB)	–	35.8	46.6	44.3	45.8	48.1
Solde des paiements courants (% du PIB)	–	3.4	7.6	1.2	- 4.5	- 4.7

1. Contributions aux variations du PIB réel ; montant effectif dans la première colonne.

2. IPCH hors produits alimentaires, énergie, alcool et tabac.

3. La dette des administrations publiques au sens de Maastricht recouvre uniquement les prêts, les titres de créance ainsi que le numéraire et les dépôts, et la dette est comptabilisée à sa valeur faciale, non à sa valeur de marché.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 111 (actualisée).

Ces prévisions sont entachées d'une très grande incertitude dans le contexte de la guerre en Ukraine et des sanctions prises à l'encontre de la Russie (Tableau 1.2). En dépit du relâchement progressif des liens depuis une dizaine d'années, la Russie demeure l'un des principaux partenaires commerciaux de la Lituanie puisqu'elle représentait 11 % de ses exportations totales de biens et 12 % de ses importations totales en 2021, même si les réexportations constituent une part importante de ces échanges. Avant que la Lituanie ne cesse d'importer toutes formes d'énergie de Russie au printemps 2022, sa dépendance énergétique à l'égard de ce pays était encore considérable, 42 % de son gaz naturel et 73 % de son pétrole brut provenant de ce pays en 2020. Le gaz naturel liquéfié (GNL) importé via terminal méthanier de Klaipéda devrait permettre de pallier les pénuries de gaz jusqu'à la fin de l'année. Des sanctions plus sévères à l'encontre de la Russie et des perturbations d'approvisionnement pourraient brider encore plus la croissance. Dans ce contexte, il importe de rester vigilant en ce qui concerne la sécurité et la diversification énergétiques.

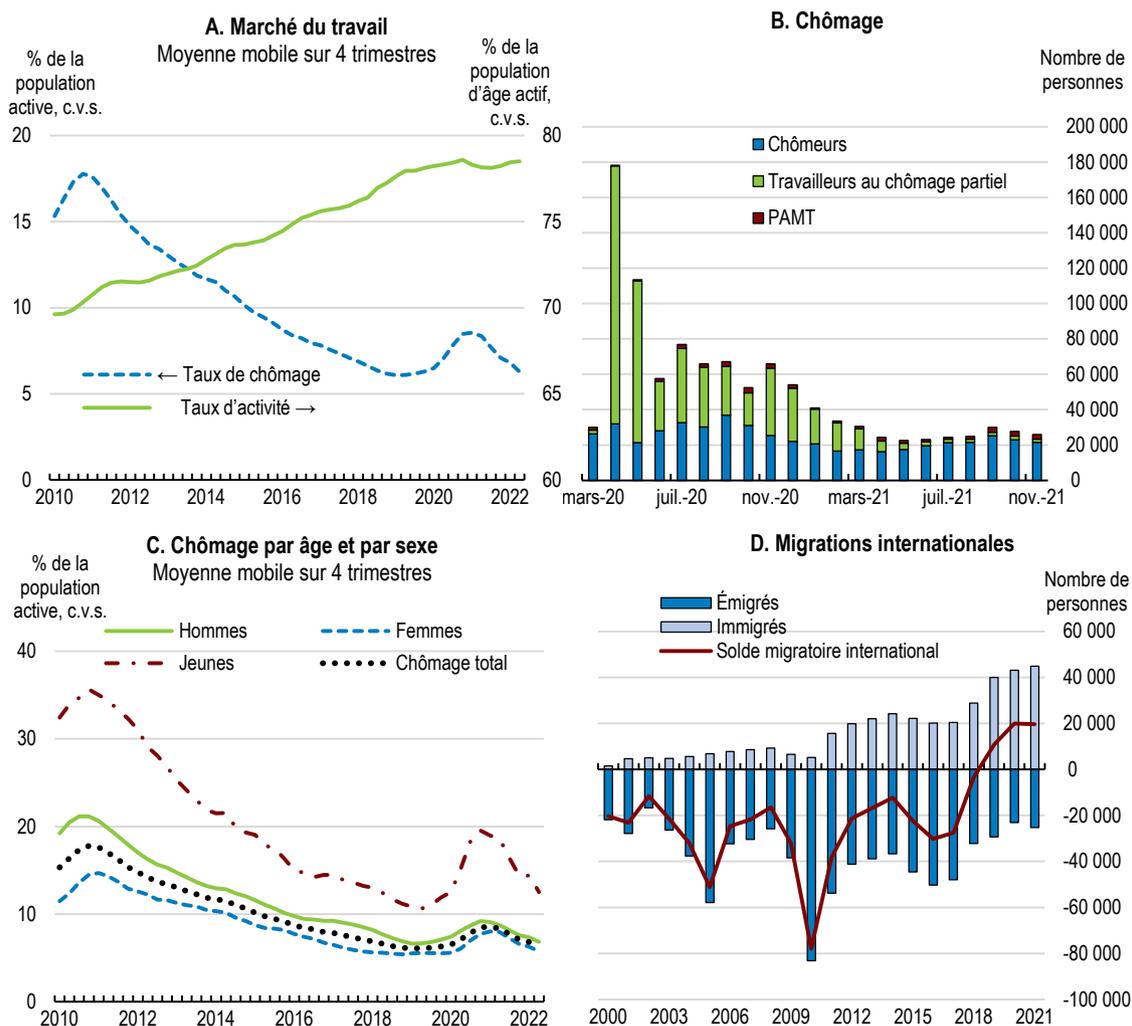
Tableau 1.2. Événements susceptibles de modifier sensiblement les perspectives

Choc	Impact économique potentiel
Perturbations des approvisionnements énergétiques mondiaux	Des perturbations marchés mondiaux de l'énergie pourraient entraîner une nouvelle hausse des prix de l'énergie, une baisse du revenu réel des ménages et des difficultés dans les secteurs à forte intensité énergétique.
Nouvelle vague pandémique	Un nouveau variant du COVID-19 pourrait affecter l'état sanitaire de la population – même si celle-ci est vaccinée – et nuire à l'économie.
Turbulences sur les marchés financiers	Une augmentation de l'encours des prêts non performants et une correction brutale du marché du logement pourraient provoquer des tensions financières.

Le marché du travail se redresse, mais le chômage structurel demeure problématique

Le marché du travail a bien résisté à la pandémie, en partie grâce aux aides publiques judicieusement ciblées (Graphique 1.5). Le taux de chômage était inférieur à 7 % dans les premiers mois de 2022. L'écart de chômage entre les hommes et les femmes (sachant que le taux de chômage des hommes est habituellement plus élevé) a encore diminué pendant la pandémie et s'est quasiment résorbé. Les jeunes, qui travaillent souvent dans des secteurs de services impliquant de nombreux contacts, ont été touchés de manière disproportionnée par le chômage lié à la pandémie, et même si l'écart se réduit, leur taux de chômage reste supérieur à la moyenne. Le dispositif de chômage partiel a permis de protéger la plupart des entreprises et des emplois durant les confinements et face aux autres restrictions liées à la pandémie. Lorsque celui-ci a été supprimé en 2021, le taux de chômage n'a guère évolué, ce qui témoigne d'un juste équilibre entre le dispositif de chômage qui protège les individus et le dispositif de chômage partiel qui protège l'emploi (Giupponi, Landais et Lapeyre, 2021^[3]).

Graphique 1.5. Le marché du travail se redresse



Note : Dans la partie B du graphique, l'acronyme « PAMT » désigne les politiques actives du marché du travail.

Source : Eurostat, Statistiques de la population active ; Institut lituanien de la statistique ; et ministère de la Sécurité sociale et du Travail.

StatLink  <https://stat.link/ub2zfi>

Le marché du travail lituanien est flexible, s'adaptant à l'évolution des enjeux, ainsi qu'il était attesté dans l'Étude économique de l'OCDE de 2018 (OECD, 2018^[1]). Les travailleurs changent d'emploi plus

rapidement que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, ce qui contribue à la productivité et à l'efficacité des entreprises lituaniennes et à la compétitivité-coûts (Causa, Luu et Abendschein, 2021^[4]). La souplesse du marché du travail facilite l'entrée des actifs, en particulier des jeunes, sur le marché du travail et leur permet de bénéficier de meilleures possibilités d'emploi, tout en contribuant à réduire les inégalités salariales, ce qui pourrait s'avérer utile dans le cadre des évolutions structurelles de l'économie induites par la pandémie. Le taux d'activité a continué de croître même pendant la pandémie, sous l'impulsion d'un relèvement de l'âge de la retraite et de la montée de l'immigration de travailleurs qualifiés (étrangers comme ressortissants lituaniens rentrant dans leur pays). Le revirement spectaculaire du solde migratoire de ces quelques dernières années a sans doute été favorisé par l'amélioration rapide des niveaux de vie en Lituanie ; une politique d'immigration plus accueillante, en particulier pour les travailleurs qualifiés ; une amélioration du climat social ; et l'impact du Brexit, sous l'effet du retour de nombreux émigrants dans leur pays d'origine (Graphique 1.5, partie D).

La persistance d'un chômage structurel élevé reste toutefois une caractéristique importante du marché du travail lituanien. Estimé à environ 6.5 %, le taux de chômage structurel en Lituanie est plus élevé que dans les pays voisins et diminue à peine. Selon la banque centrale, la corrélation entre le taux d'emplois vacants et le taux de chômage (la « courbe de Beveridge ») s'est dégradée pendant la pandémie, ce qui laisse penser que l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi s'est encore accentuée. Ce déséquilibre sur le marché du travail s'explique largement par une forte inadéquation des compétences, de nombreux travailleurs étant soit sous-qualifiés soit surqualifiés, et par des pénuries de compétences, les emplois hautement qualifiés restant souvent vacants et les travailleurs peu qualifiés peinant à trouver un emploi. Dans ce contexte, il convient de remédier aux problèmes de chômage structurel de la Lituanie en créant un cadre permettant d'attirer, de développer, d'améliorer et de préserver les compétences tout en les rapprochant des besoins du marché du travail.

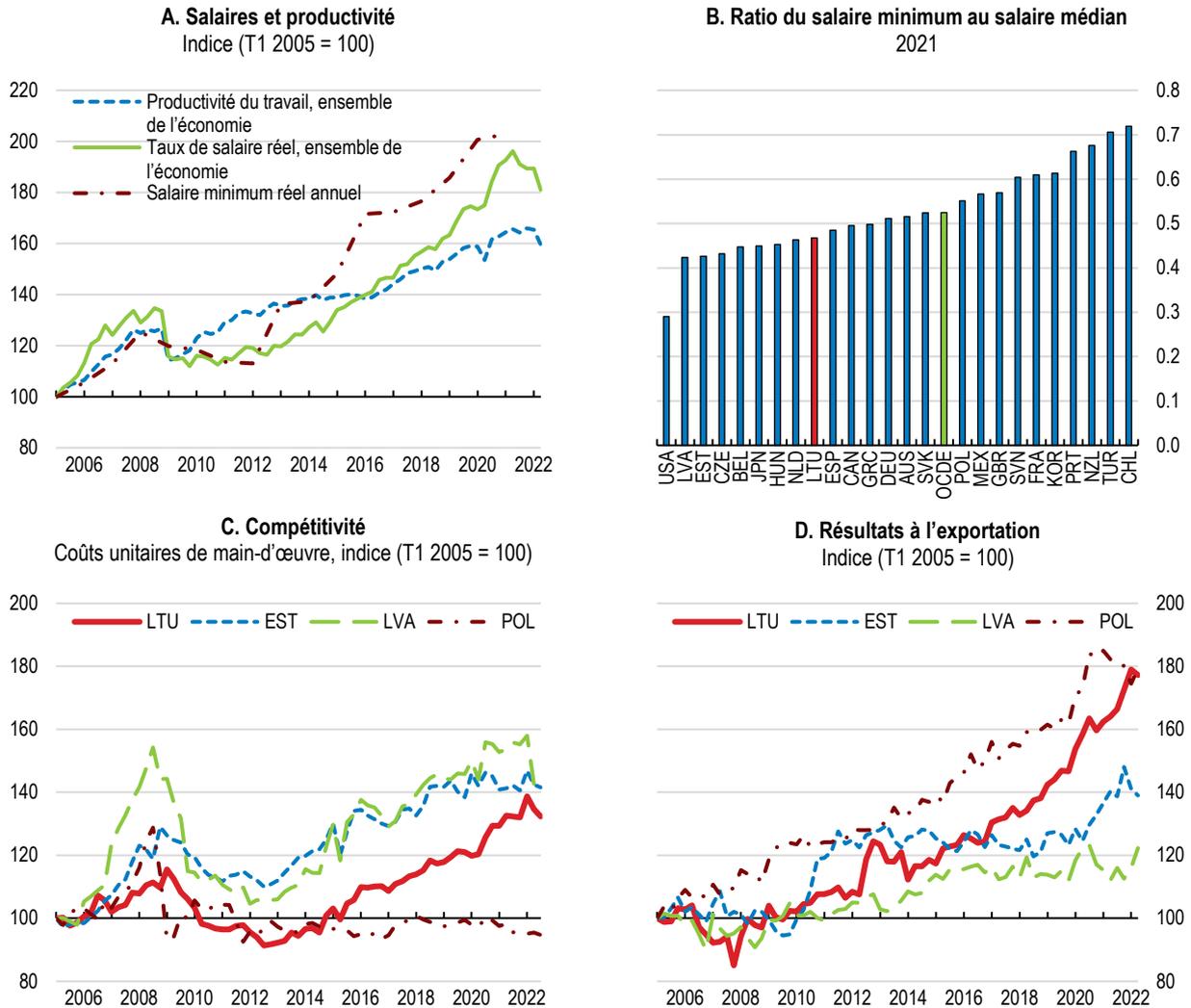
La compétitivité est en perte de vitesse

La compétitivité de la Lituanie, mesurée par les coûts unitaires de main-d'œuvre, a diminué par rapport à la moyenne de l'OCDE, même si les résultats à l'exportation – une mesure de la compétitivité en termes de prix et de qualité – se sont améliorés (Graphique 1.6). La croissance de la productivité du travail s'est accélérée pour s'établir au-delà de la moyenne de l'UE-28, mais elle reste inférieure à celle des principaux pays de l'Union européenne ou d'Europe centrale et orientale (National Productivity Board, 2020^[5]). Le niveau général des salaires réels a constamment augmenté plus vite que la productivité depuis 2010, et les gains de compétitivité enregistrés après la crise de 2009 sont aujourd'hui effacés. La progression du salaire minimum a été encore plus marquée, en particulier au cours de la première moitié de la décennie, ce qui a eu un impact potentiellement inégal sur les régions à productivité élevée et celles caractérisées par une productivité faible, ainsi qu'il a été montré dans l'Étude économique de l'OCDE parue en 2020 (OECD, 2020). Cela dit, le relèvement du salaire minimum a probablement contribué à réduire les inégalités salariales et la pauvreté. La part de la rémunération du travail dans l'économie totale demeure en outre inférieure à celle des autres pays baltes.

Les tensions croissantes qui s'exercent sur les salaires depuis la hausse de l'inflation pourraient éroder encore la compétitivité du pays. Les écarts de productivité entre les secteurs sont importants, et la progression des salaires a été supérieure à la croissance de la productivité dans la plupart d'entre eux au cours de la dernière décennie (Graphique 1.7). Les écarts sont particulièrement marqués entre les secteurs exportateurs et les secteurs non exportateurs, à quelques exceptions près toutefois. Si les écarts de productivité sont grands, les écarts de rémunération sont en revanche plus étroits. Cette situation est caractéristique des petites économies ouvertes en pleine convergence, dans lesquelles les salaires sont largement déterminés par les secteurs exportateurs et se répercutent ensuite sur les secteurs axés sur le marché intérieur, où ils sont absorbés par des marges bénéficiaires plus faibles ou des prix plus élevés. Des déséquilibres pourraient apparaître si la progression des salaires venait à dépasser la croissance de la productivité dans les secteurs exportateurs. Dans ce contexte, afin d'éviter des déséquilibres et de

nouvelles pertes de compétitivité, il convient de soutenir la croissance de la productivité dans les secteurs exportateurs et non exportateurs par une hausse de l'investissement public et privé, la transformation numérique, ainsi que des réformes dans le secteur public, en particulier dans l'éducation pour faire mieux correspondre les compétences aux besoins du marché du travail.

Graphique 1.6. La compétitivité est en perte de vitesse

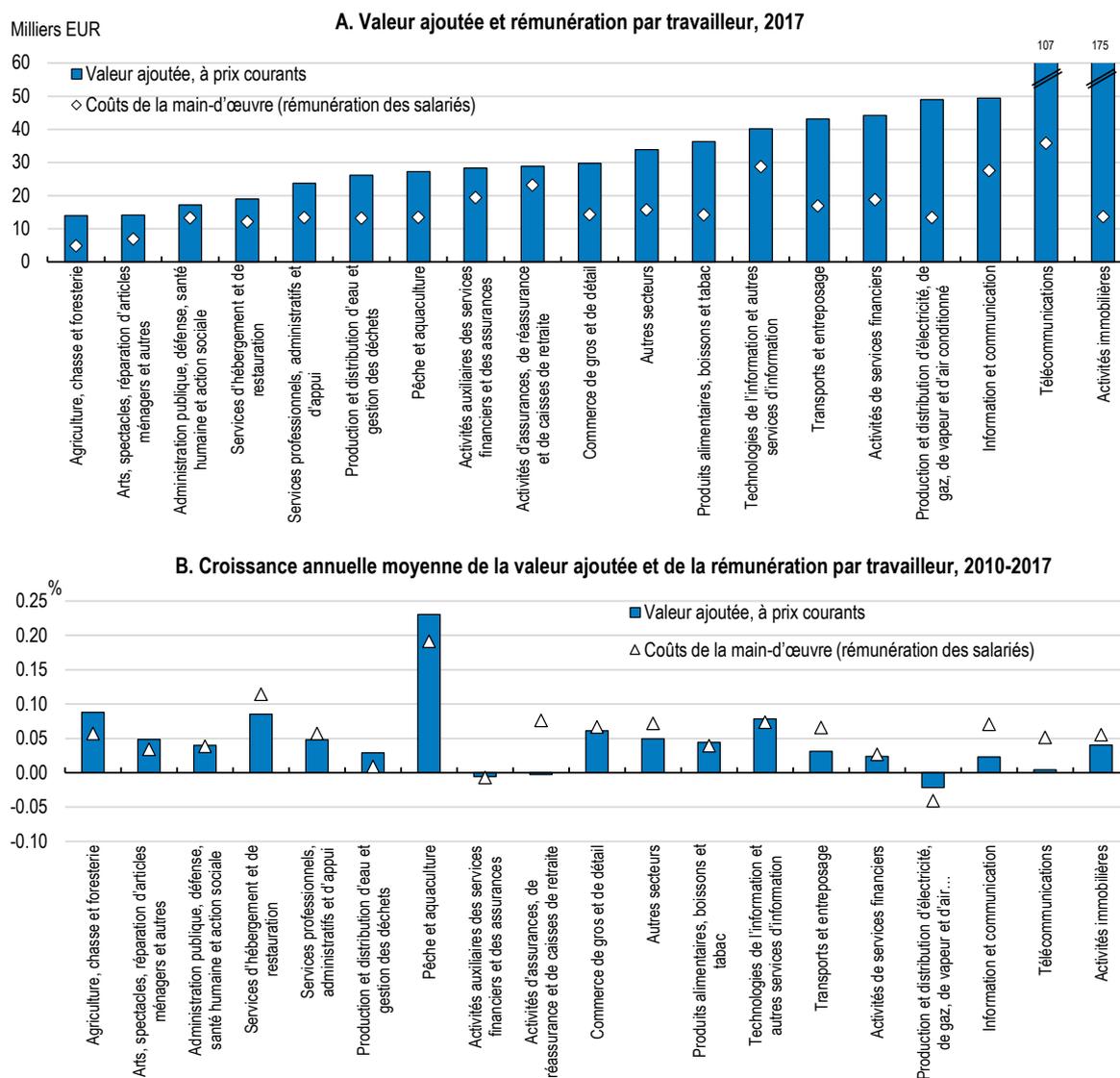


Note : Dans la partie A, la croissance des salaires est corrigée des effets de la réforme de l'impôt sur le revenu de 2019. Dans la partie C, une hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre correspond à une baisse de la compétitivité. Dans la partie D, les résultats à l'exportation témoignent de la croissance des marchés d'exportation d'un pays par rapport à celle de tous les autres pays.

Source : OCDE, Statistiques de la population active ; Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 111 (actualisée) ; et OCDE, base de données des comptes nationaux.

StatLink  <https://stat.link/dbrc0u>

Graphique 1.7. Les écarts de productivité entre les secteurs sont considérables, tandis que les écarts de rémunération sont moins importants



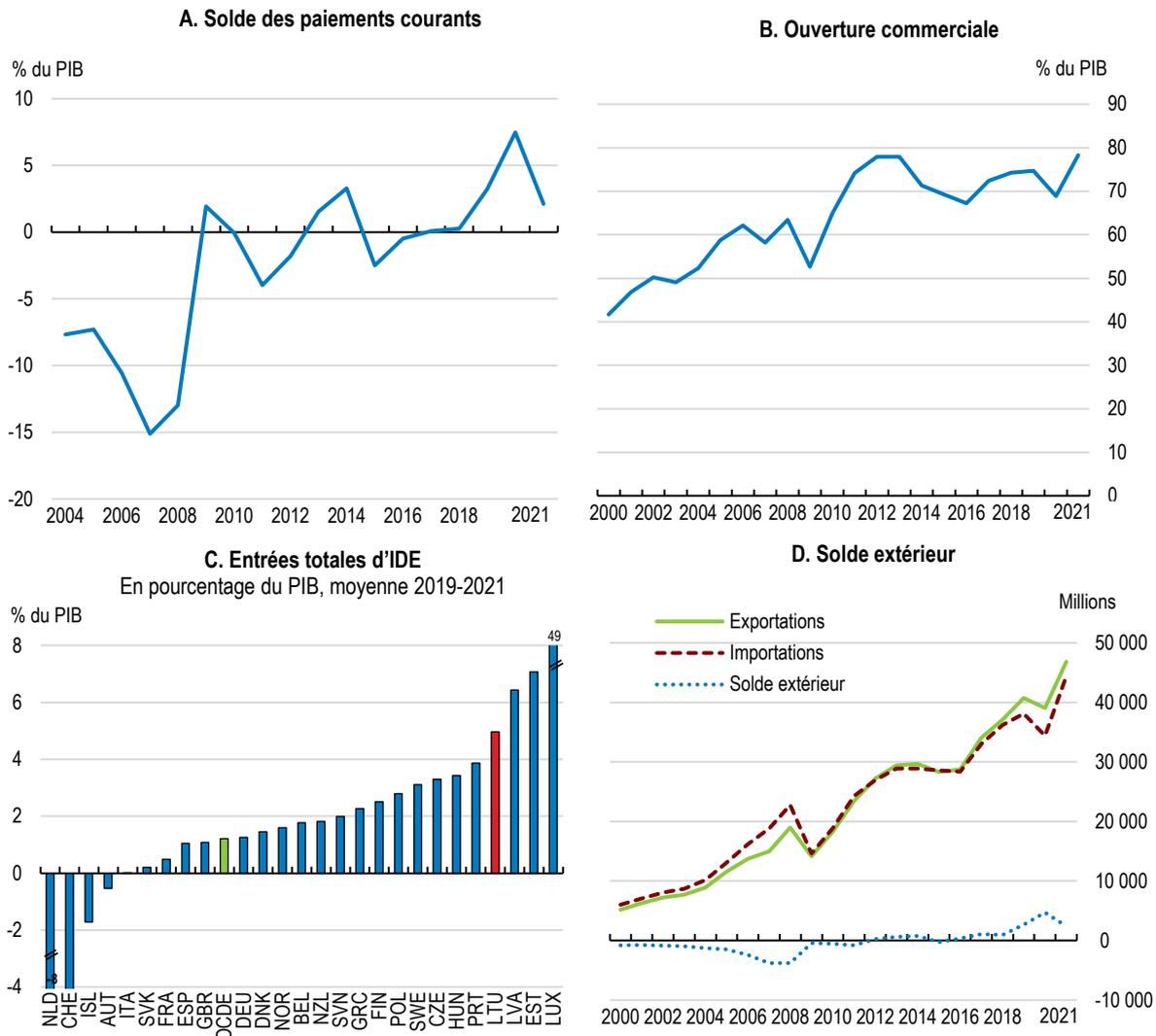
Source : Base de données pour l'analyse structurelle (STAN) de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/u4legr>

La position extérieure est saine

L'excédent des paiements courants et les exportations nettes ont augmenté en 2020, la demande de biens et de services lituaniens ayant résisté aux mesures de restriction liées à la pandémie (Graphique 1.8, partie A). Les seuls secteurs exportateurs à avoir été durement touchés sont le tourisme international (bien qu'il ne représente qu'une faible proportion du PIB) et les services de transport à la suite des perturbations des échanges entre l'Europe orientale et l'Europe occidentale. L'investissement direct étranger (IDE) s'est rapidement accru ces dernières années, même si l'encours d'IDE reste faible par rapport à celui d'autres pays d'Europe orientale membres de l'OCDE puisqu'une activité importante des entreprises internationales dans le passé – la création de centres de services – n'a exigé que peu de dépenses en capital (OECD, 2018^[11]). Le niveau d'ouverture commerciale de la Lituanie a légèrement diminué pendant la pandémie, mais il reste très élevé (partie B). La guerre en Ukraine influera à la fois sur les exportations et les importations, y compris sur les services de transport internationaux, ce qui réduira l'ouverture commerciale du pays.

Graphique 1.8. La position extérieure est saine



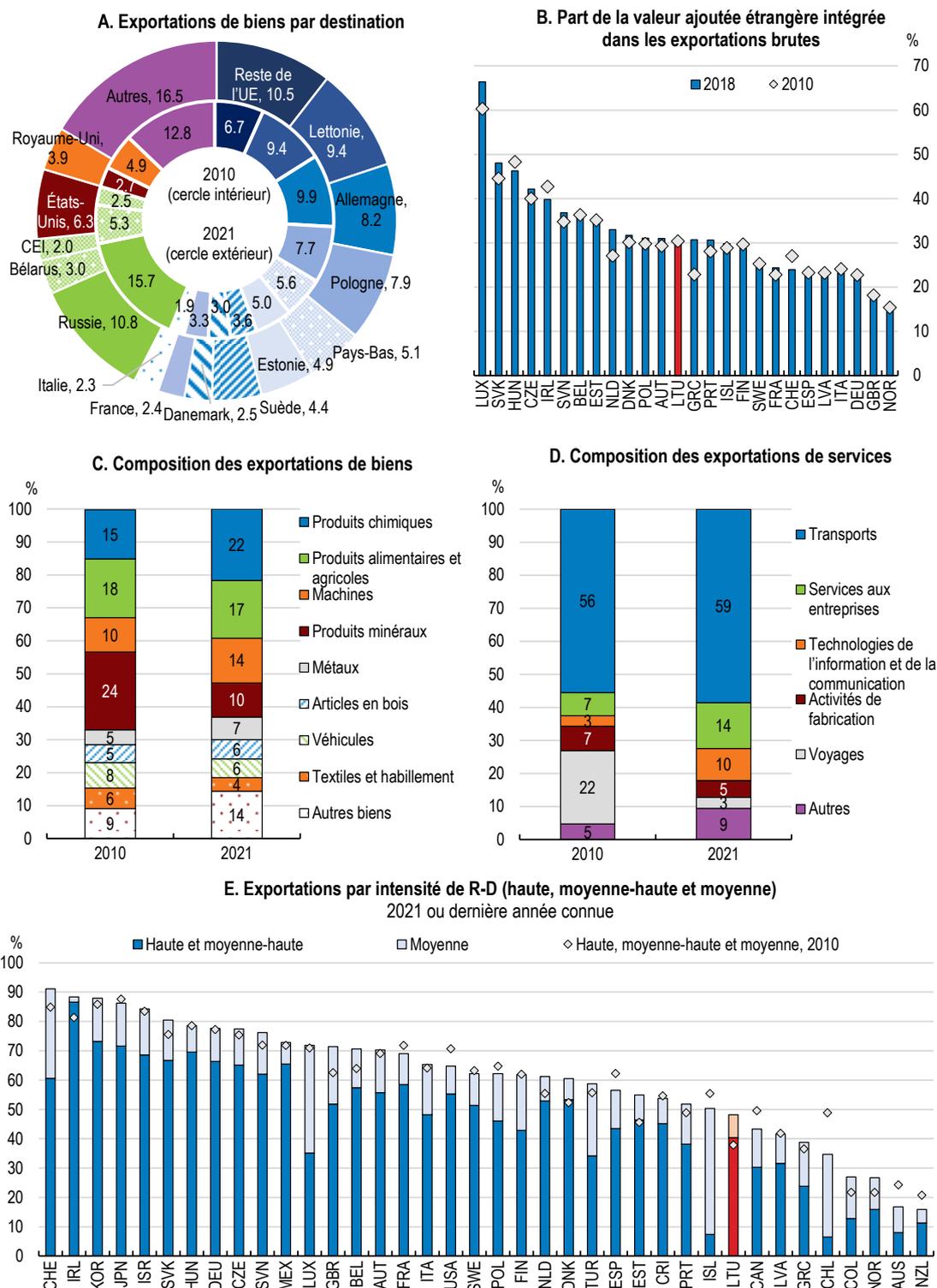
Source : OCDE, statistiques de la balance des paiements ; OCDE, base de données sur les comptes nationaux ; OCDE, statistiques sur l'IDE ; et OCDE, base de données des Principaux indicateurs économiques.

StatLink  <https://stat.link/ezh453>

Les marchés extérieurs de la Lituanie ont considérablement évolué au cours de la dernière décennie et son intégration dans les chaînes de valeur mondiales s'est approfondie (Graphique 1.9). Alors que la Russie et d'autres pays de la Communauté des États indépendants représentaient plus de 27 % des exportations de produits en 2010 (et près de 100 % en 1991), leur part est tombée à moins de 23 % en 2020. Parallèlement, les exportations à destination des États-Unis ont augmenté de 2.7 % à 4.4 %. L'Asie a également gagné en importance, la part de la Chine continentale étant passée de 0.7 % en 2010 à 1.2 % en 2020 et celle du Taipei chinois de 0.1 % à 0.2 % sur la même période. L'embargo non déclaré officiellement de la Chine sur les échanges avec la Lituanie, dû à un conflit au sujet du nom du Taipei chinois, n'a eu, semble-t-il, que peu d'effet, excepté une redirection de flux commerciaux vers d'autres marchés, en particulier l'Asie du Sud-Est et les États-Unis. La Lituanie a augmenté la part des exportations de moyenne et haute technologie plus que tout autre pays de l'OCDE, en partant toutefois d'un niveau relativement bas. Le pays est devenu un exportateur de pointe dans les sciences du vivant, les technologies laser et certains secteurs des TIC, mais l'importance des services de transport et des produits agricoles continue de peser sur la valeur ajoutée locale. Étant donné qu'un niveau d'exportation plus élevé et une plus grande intégration dans les chaînes de valeur mondiales vont de pair avec une plus grande

résilience et productivité des entreprises (voir le chapitre thématique), les pouvoirs publics devraient prendre des mesures pour améliorer la compétitivité de tous les secteurs, y compris les transports et l'agriculture.

Graphique 1.9. La composition et les destinations des exportations évoluent



Source : Institut lituanien de la statistique ; OMC, Statistiques du commerce international ; et OCDE, base de données pour l'analyse structurelle (STAN).

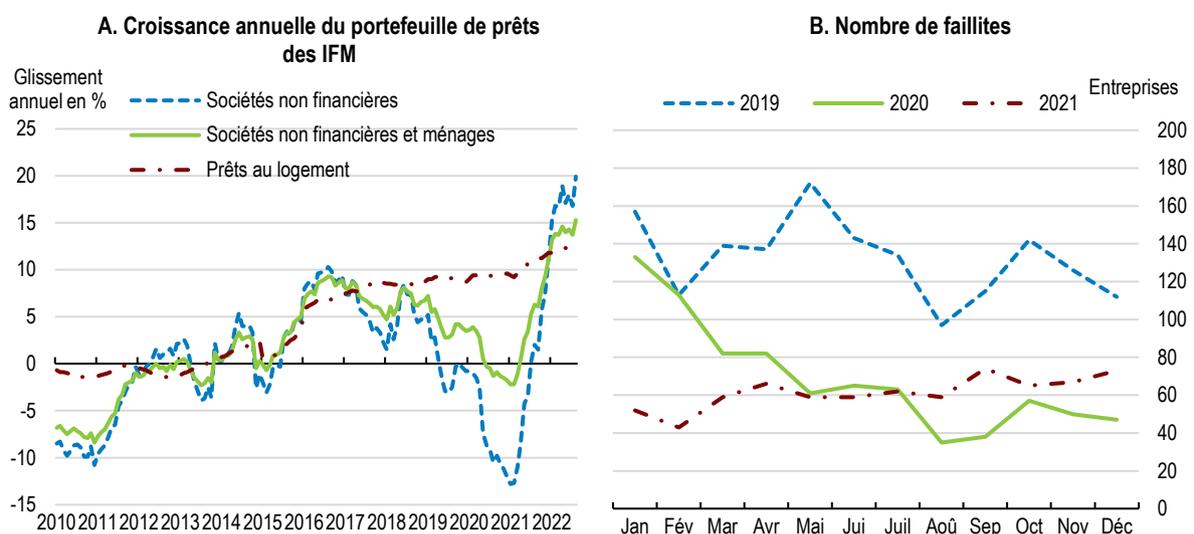
StatLink <https://stat.link/19j7a5>

L'importance du secteur des transports a des conséquences aussi bien économiques qu'environnementales. Bien que les transports soient de loin le premier secteur d'exportation de services de la Lituanie, leur contenu technologique et leur valeur ajoutée sont relativement faibles. En outre, le paquet mobilité de l'Union européenne, qui limite la liberté de transport, risque de pénaliser les entreprises de transport lituaniennes qui exercent leurs activités principalement en Europe et rarement sur le sol lituanien. Le corridor est-ouest utilisé pour le transport de marchandises pourrait en outre être fortement perturbé par la guerre en Ukraine et les sanctions adoptées contre la Russie. Enfin, le niveau élevé d'émissions de carbone et de pollution atmosphérique en Lituanie est principalement imputable aux transports. Dans ce contexte, le pays devrait faire tout son possible pour mener rapidement à bien le projet « Rail Baltica », qui améliorera la productivité du secteur des transports, renforcera le rôle de la Lituanie en tant que plaque tournante des transports internationaux entre l'Europe occidentale et l'Europe du Nord, et contribuera à réduire les émissions de carbone.

Le système financier paraît solide

Le système financier semble rentable, bien capitalisé et doté de liquidités suffisantes. Il est demeuré remarquablement stable pendant la pandémie, sans aucun signe apparent de déséquilibre. La vigueur de la réaction des pouvoirs publics, en temps opportun, tout au long de la pandémie a contribué à fournir les liquidités nécessaires aux ménages et aux entreprises (OCDE, 2020^[6]). Le crédit aux ménages a continué d'augmenter de manière quasiment ininterrompue, tandis que le crédit aux entreprises a subi un coup dur et n'a commencé à remonter qu'au second semestre 2021 (Graphique 1.10). Comme les entreprises se sont désendettées pendant des années, les bilans des entreprises semblent sains et le nombre de faillites a, dans les faits, diminué pendant la pandémie. L'exposition directe à la Russie est très réduite. La banque centrale a quelque peu durci ses politiques financières début 2022, alors que la situation se normalisait et que certains signes indiquaient que le marché immobilier commençait à se crispier. En l'absence de nouvelles restrictions de l'activité économique liées à la pandémie et au vu de l'apparition potentielle de déséquilibres financiers, les politiques publiques devraient contribuer à préserver la résilience et la stabilité à long terme du système financier.

Graphique 1.10. La croissance du crédit est largement revenue à la tendance et peu de faillites ont été constatées



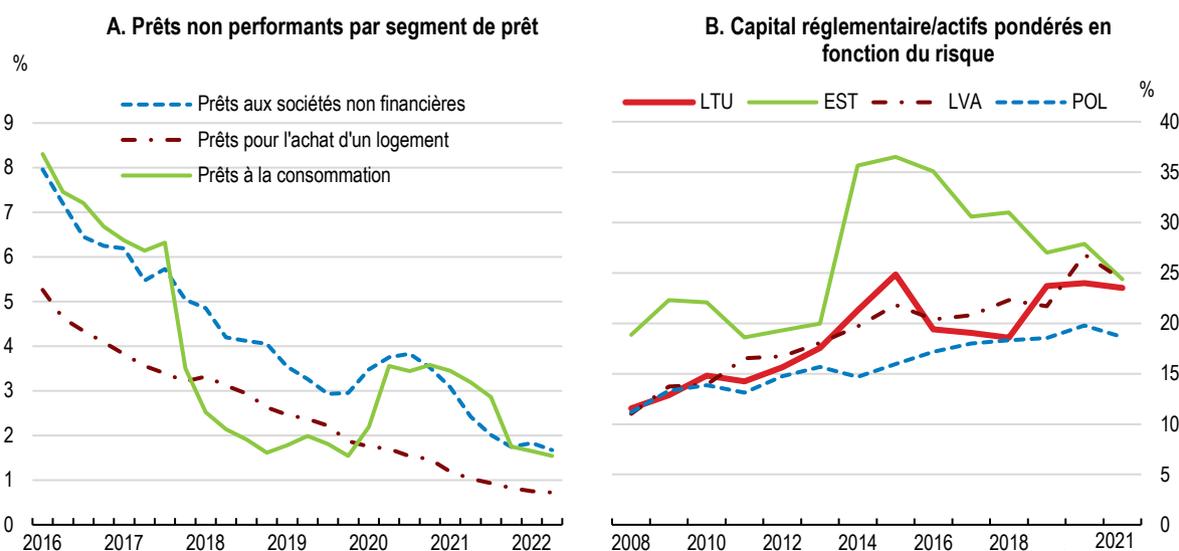
Sources : Banque de Lituanie ; et Institut lituanien de la statistique.

StatLink  <https://stat.link/j6e9ga>

Les banques semblent bien financées mais la concentration du marché reste un problème

Le secteur bancaire paraît sain financièrement. Le ratio de fonds propres est bien supérieur au minimum requis. La proportion de créances improductives a continué de baisser pendant la pandémie, malgré une légère augmentation des prêts non productifs aux entreprises et à la consommation. En avril 2020, la banque centrale a ramené son volant de fonds propres contracyclique de 1 % à 0 %, niveau auquel il est resté depuis, mais elle a introduit un volant de fonds propres applicable au risque systémique sectoriel de 2 % pour les prêts hypothécaires intérieurs au début de 2022. Les volants devraient continuer à être reconstitués au moyen d'instruments macroprudentiels ciblés ou d'une augmentation du volant de fonds propres contracyclique si des signes de déséquilibres persistants dans certains secteurs commencent à apparaître ou si des risques macroéconomiques se concrétisent. L'efficacité de ces leviers pourrait toutefois être limitée, car les niveaux de liquidité et de fonds propres sont bien supérieurs aux exigences actuelles (International Money Fund, 2021^[7]) et parce qu'une grande partie des achats de logements est financée par l'épargne. En outre, les instruments macroprudentiels pourraient avoir une incidence asymétrique sur les groupes de revenus et les régions de Lituanie.

Graphique 1.11. Les banques sont bien capitalisées



Source : Banque de Lituanie et Indicateurs de solidité financière du FMI.

StatLink  <https://stat.link/upbs5h>

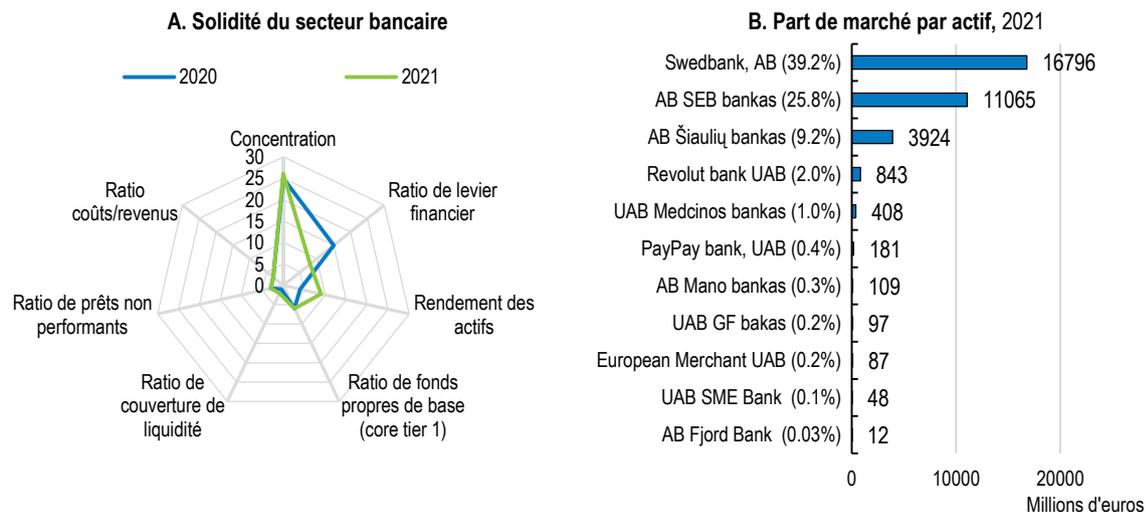
Le secteur bancaire lituanien reste très concentré et dominé par des banques à capitaux étrangers, les trois plus grandes banques représentant environ 75 % des actifs totaux (Graphique 1.12). Cependant, de nouvelles institutions financières ont vu le jour depuis 2018, représentant actuellement environ 4 % des actifs et intensifiant la concurrence, notamment dans le secteur des paiements et du crédit à la consommation (Bank of Lithuania, 2021^[8]). Les prêts aux PME ont repris et le nombre de demandes de prêts rejetées a baissé. De plus, la part des prêts aux PME provenant du secteur non bancaire, notamment le financement participatif, est en augmentation, ce qui semble indiquer que le marché du crédit devient progressivement plus compétitif et diversifié.

Un fonds national d'investissement (NPI) décidé par voie législative en 2019 est en cours de mise en place. Il vise à financer des investissements durables, à la fois dans le secteur public et le secteur privé, considérés comme stratégiquement importants pour l'économie lituanienne. Le NPI doit consolider quatre fonds publics d'investissement existants et contribuer à harmoniser les stratégies d'investissement, les

modèles de financement et la gestion des risques, renforçant ainsi considérablement l'effet de levier. Le NPI devrait être opérationnel d'ici 2023. Comme le recommandait la précédente Étude économique de l'OCDE, un cadre de gouvernance rigoureux est essentiel pour éviter les prêts à risque et l'éviction des financements privés (OECD, 2020^[6]).

Les autorités ne cessent d'intensifier les efforts de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) et ont considérablement augmenté les ressources consacrées à cette fin. En conséquence, le groupe d'exportation MONEYVAL a estimé que la Lituanie était désormais « largement conforme », et non plus « partiellement conforme » (Moneyval, 2021^[9]). Au cours des deux dernières années, la banque centrale a réclaté que la déclaration des données relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme soit établie selon une fréquence et un niveau de détail plus élevés. Elle a également augmenté le nombre d'inspections. En mai 2021, le Centre of Excellence in Anti-Money Laundering (*Centre d'excellence pour la lutte contre le blanchiment d'argent*) - partenariat public-privé impliquant plusieurs organismes publics, la banque centrale et des banques commerciales - est entré en fonction. Ce centre sert de plateforme d'échange d'informations, de recherche visant à améliorer le cadre LBC/FT et d'assistance aux entités du secteur privé pour la réalisation d'évaluations internes des risques.

Graphique 1.12. Le secteur bancaire est très concentré.



Note : Dans la partie A, les indicateurs reflètent la position au sein de l'Union européenne, 0 étant la meilleure position et 26 la plus mauvaise comparativement.

Source : Banque de Lituanie.

StatLink  <https://stat.link/5zios8>

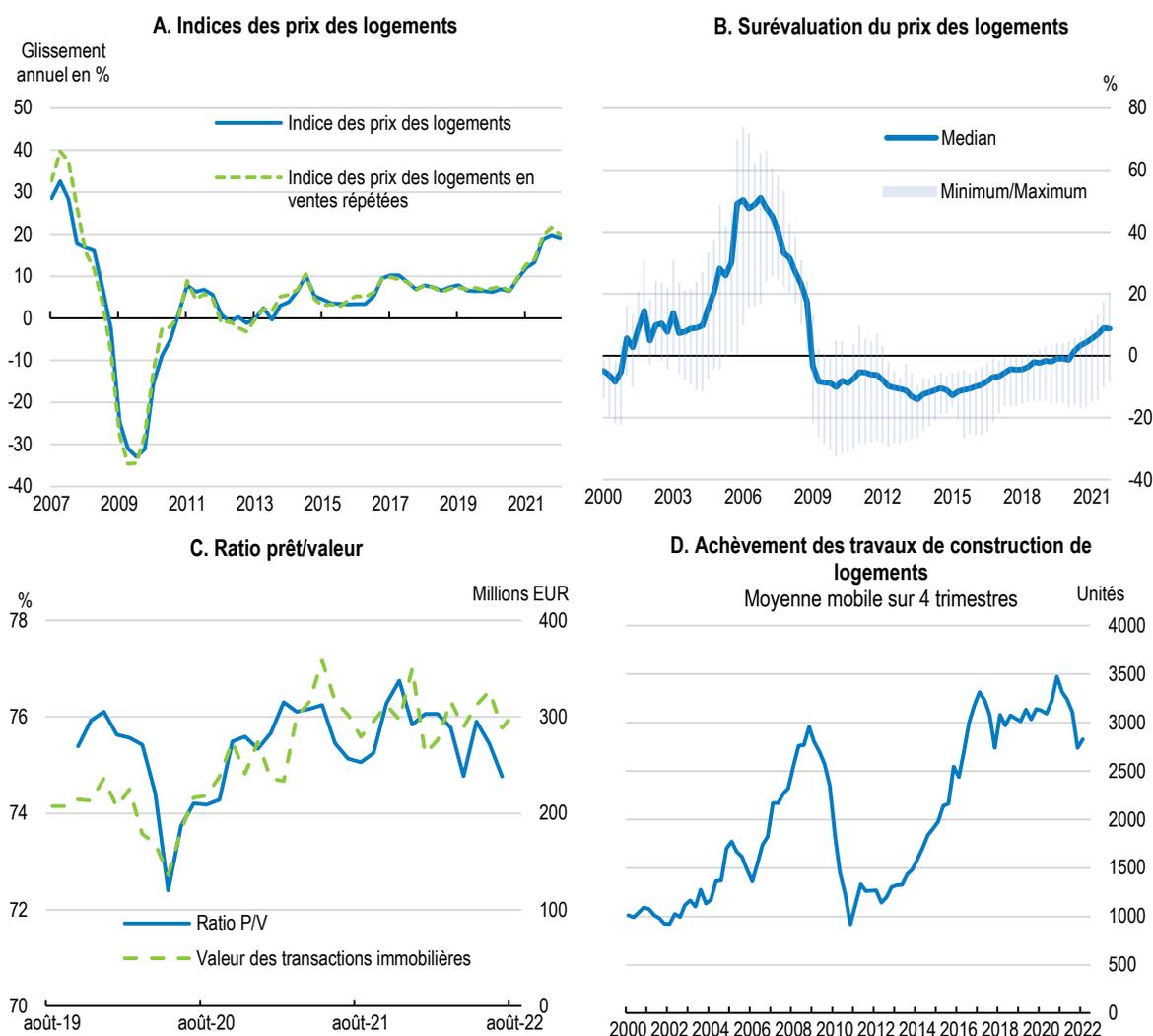
Le marché du logement était en plein essor avant la guerre

Le marché du logement a poursuivi son essor pendant la pandémie, et les prix des maisons étaient en hausse rapide avant la guerre en Ukraine (Graphique 1.13). Augmentation rapide des revenus et du crédit des ménages, immigration croissante, notamment des réfugiés ukrainiens, et évolution des préférences en matière de logement en dehors des centres urbains : il s'agit là de quelques-unes des raisons qui expliquent la demande élevée et croissante en logements. Les enquêtes donnent à penser que le télétravail est appelé à perdurer, contribuant ainsi à l'augmentation de la demande de logements. L'anticipation de nouvelles hausses du prix des logements semble également jouer un rôle. Le phénomène est généralisé, les prix augmentant dans presque toutes les régions du pays, tous types de logements confondus. Le secteur de la construction reste solide, ce qui s'explique par le fait que le marché du logement est relativement flexible malgré un recul, ces derniers temps, dans la région de la capitale. En

dépôt de la tendance à la hausse, les prix des logement semblent rester largement conformes aux paramètres fondamentaux.

Dans ce contexte, la banque centrale a pris plusieurs mesures macroprudentielles. La banque centrale a récemment ramené le rapport prêt/valeur pour les prêts secondaires de « moins de 85 % » à 70 % et a introduit un volant de risque systémique de 2 % pour les prêts hypothécaires nationaux. À l'avenir, la banque centrale prévoit de s'attaquer aux risques, si nécessaire, avec des outils supplémentaires selon la nature de l'évolution du marché du logement. Il pourrait être justifié de durcir davantage l'orientation macroprudentielle si les évolutions du marché du logement commençaient à menacer le système financier. Pour aider la banque centrale dans ce domaine, les pouvoirs publics pourraient élargir l'assiette de l'impôt sur la propriété immobilière, car une part plus élevée de cet impôt dans le PIB signifie une moindre volatilité du prix des logements (Blöchliger et al., 2015^[10]).

Graphique 1.13. Le marché du logement a connu une embellie



Note : Ratio prix des logements/revenu ; ratio prix des logements/loyer ; indice nominal et réel des prix des logements lissé à l'aide d'un filtre de Hodrick-Prescott ; un indicateur basé sur un modèle de déséquilibre reflétant le déséquilibre entre les prix fondamentaux et les prix observés des logements ; et un modèle de panel estimant les prix des logements et évaluant leur écart par rapport aux prix d'équilibre du marché. Les barres verticales reflètent la dispersion entre les valeurs minimales et maximales des six sous-indicateurs.

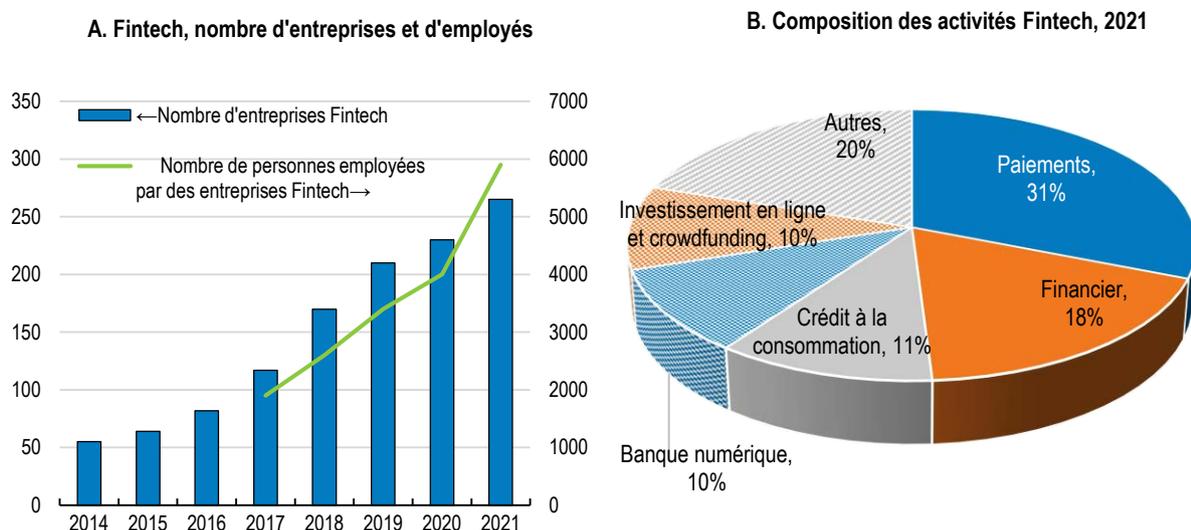
Sources : Institut lituanien de la statistique ; et Banque de Lituanie.

StatLink  <https://stat.link/1ne7ty>

Le secteur des technologies financières connaît une croissance rapide

Le secteur des technologies financières (Fintech) de la Lituanie est l'un de ceux qui ont pris le plus d'importance dans l'Union européenne, avec une croissance annuelle de 20 % depuis 2016. Fin 2021, il comptait quelque 265 entreprises – lituaniennes et étrangères – et 5 900 salariés, soit environ 0.4 % de la population active (Graphique 1.14). La Fintech a commencé prendre son essor en 2016 lorsque plusieurs institutions publiques, dont la banque centrale et le ministère des Finances, ont mis en œuvre une stratégie coordonnée dans l'optique de remédier à la concentration excessive et au manque de concurrence dans le secteur bancaire. Un cadre réglementaire favorable, assorti d'une boîte à outils intuitive et bien documentée, proposant notamment un bac à sable réglementaire, un bac à sable pour chaîne de blocs et un régime réglementaire et de licences propice... voilà ce qui a contribué au développement du secteur au-delà du système bancaire traditionnel, avec désormais la prise en charge des systèmes de paiement numériques, les plateformes de financement participatif et d'investissement, les opérateurs de plateformes de prêts entre particuliers, les monnaies numériques et l'analyse rapide des données.

Graphique 1.14. Le secteur des technologies financières est en rapide expansion



Sources : Banque de Lituanie et Invest Lithuania.

StatLink  <https://stat.link/ph613q>

Les autorités sont bien conscientes de la nécessité d'une supervision rigoureuse des technologies financières, notamment du cadre LBC/FT, et d'assurer la promotion de la cybersécurité et de la cyberassurance. Elles ont défini des lignes directrices en matière de Fintech couvrant quatre domaines : assurer la croissance et la maturité du secteur Fintech ; promouvoir l'utilisation des services financiers numériques ; promouvoir et utiliser les innovations technologiques ; et renforcer la gestion des risques. Les autorités semblent être bien préparées à une nouvelle expansion des technologies financières. Elles demeurent conscientes des risques de réputation et adoptent une approche rigoureuse en matière de surveillance et d'application de règles afin de préserver la stabilité financière. L'enregistrement potentiel de banques en ligne avec un modèle économique non résident occasionnera de nouveaux défis en matière de surveillance, tandis que l'émission d'une pièce de collection numérique permettra d'acquérir de l'expérience en matière de nouvelles technologies Fintech.

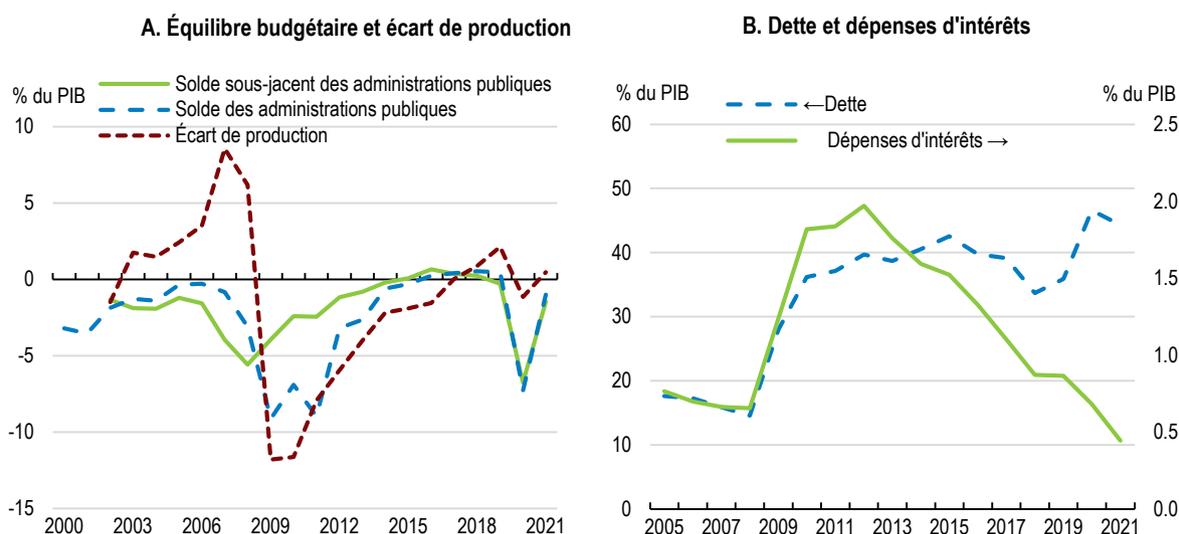
Pour préserver l'avantage des Fintech, le secteur a besoin d'une réglementation appropriée favorisant la concurrence et l'accès au financement. Si les innovations Fintech telles que les plateformes numériques

tendent à accroître la productivité, leur effet bénéfique sur l'économie dépend du bon fonctionnement du cadre de la concurrence (Costa et al., 2021^[11]). Jusqu'à présent, la Fintech a représenté un facteur favorisant la concurrence en Lituanie, mais les caractéristiques inhérentes du secteur peuvent également le rendre sujet à des comportements anticoncurrentiels. Dans ce contexte, ce secteur doit être supervisé de plus près sous l'angle de l'accès et des barrières à l'entrée. Le centre de développement du marché de capitaux, créé au sein de la banque centrale début 2022, vise à attirer de nouveaux services financiers en Lituanie et à renforcer la concurrence dans le secteur bancaire.

Politique budgétaire : perspectives d'assainissement

Après avoir atteint un léger excédent en 2019, le solde a fortement chuté à -7.4 % du PIB en 2020 avant de se rétablir en 2021 (Graphique 1.15). La dette publique est passée d'environ 36 % du PIB en 2019 à environ 46 % en 2021. Elle reste inférieure à celle constatée dans la plupart des pays de l'OCDE et de l'UE. Les aides liées à la pandémie, en particulier le dispositif complet et bien financé de chômage partiel, ont été à l'origine des positions budgétaires : si l'on exclut toutes les mesures discrétionnaires liées au COVID-19, le solde structurel se serait établi à environ -1 % du PIB en 2020 et 2021, ce qui suggère un déploiement et un retrait opportuns et appropriés des mesures de soutien (Ministry of Finance, 2022^[12]). Ainsi, l'orientation de la politique budgétaire a été fortement expansionniste en 2020 pour devenir restrictive en 2021.

Graphique 1.15. La situation budgétaire s'est améliorée jusqu'à la fin de 2021



Note : Partie A, solde sous-jacent des administrations publiques en pourcentage du PIB potentiel.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 111 (actualisée).

StatLink  <https://stat.link/nqx68z>

L'orientation budgétaire redevient expansionniste en 2022. Début avril, les pouvoirs publics ont présenté un projet de loi de finances révisé, allouant environ 1.4 % du PIB pour aider les ménages et les entreprises à absorber le choc des prix de l'énergie, pour accroître l'efficacité énergétique et pour diversifier l'approvisionnement en énergie. Une part de 0.6 % du PIB est consacrée à l'aide aux réfugiés ukrainiens. Pour aider les ménages, les pensions seront augmentées, le seuil à partir duquel s'applique l'impôt sur le revenu sera relevé et l'indemnité de chauffage sous condition de ressources - déjà augmentée en décembre 2021 - le sera de nouveau pour être portée à environ 15 à 20 euros par mois. Les fournisseurs d'énergie reçoivent une compensation pour la perte de revenus pour suite au plafonnement des prix de l'énergie dont bénéficient les ménages. Le programme est le bienvenu, même s'il serait plus judicieux de

supprimer le plafond du prix de l'énergie (car ce plafond est généralement coûteux et inefficace face à un choc d'offre) et d'augmenter plutôt l'aide ciblée aux ménages vulnérables.

Avant la guerre en Ukraine, les pouvoirs publics avaient prévu de revenir à la règle de l'objectif à moyen terme (déficit structurel de moins de 1 % du PIB) d'ici 2024, impliquant une amélioration du solde primaire structurel d'environ 1 % par an. Le programme de stabilité 2022 publié en mai fait toujours écho à ces objectifs. Diverses contributions de l'UE, qui devraient atteindre environ 3 % du PIB par an, viendront en renfort des investissements publics. La dette publique devrait se maintenir à environ 45 % en 2024. Dans le contexte d'une inflation croissante et d'une orientation encore très expansionniste de la politique monétaire de la zone euro, les pouvoirs publics devraient durcir la politique budgétaire comme prévu initialement afin de réduire la demande, sous réserve d'un soutien supplémentaire aux ménages et aux entreprises vulnérables pénalisés par la guerre et les prix élevés de l'énergie.

La réforme du cadre budgétaire pourrait améliorer la viabilité des finances publiques

Le cadre budgétaire s'est révélé flexible pendant la crise liée au COVID-19, mais certaines réformes institutionnelles pourraient contribuer au retour à la normale. Le gouvernement mène à bien des travaux techniques afin d'évaluer la possibilité d'instaurer un objectif d'endettement, ce qui est une bonne chose. La simplification de la règle de l'équilibre budgétaire, sans en modifier la rigueur, pourrait également contribuer à rendre la budgétisation plus prévisible, comme le recommandait la précédente Étude économique de l'OCDE (OCDE, 2020^[6]). Enfin, les plans budgétaires à moyen terme ne couvrent que trois années, ce qui se situe dans la partie basse de ce que l'on observe habituellement dans l'Union européenne, et ils devraient être étendus à quatre, voire cinq ans, afin de permettre une politique budgétaire plus prospective. Les pouvoirs publics estiment que les modifications apportées au cadre fiscal de l'Union européenne auront une incidence sur les règles nationales. Ils souhaitent aligner les réformes nationales sur les changements supranationaux.

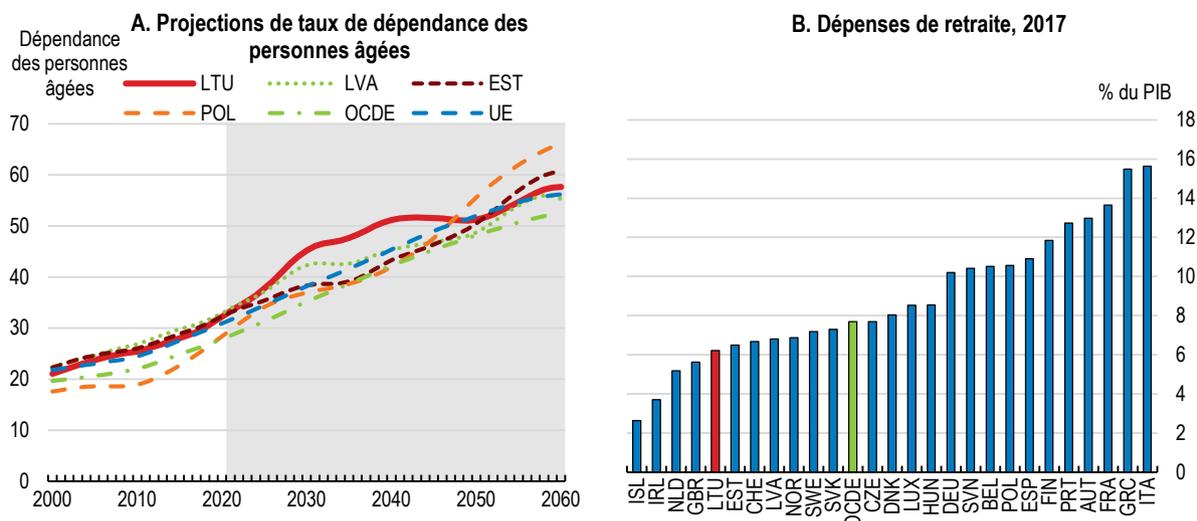
Les examens de dépenses peuvent aider à améliorer l'efficacité et l'impact de la dépense publique et à maîtriser les dépenses. Après la réforme budgétaire adoptée en 2021, le gouvernement a instauré un cadre pour les examens des dépenses, qui en définit notamment la méthodologie et établit le service chargé de ces analyses, et prévoit de procéder prochainement à un examen complet. Ces examens des dépenses devraient devenir une composante systématique du processus budgétaire, en particulier dans des domaines comme l'éducation ou les soins de santé dans lesquels ils pourraient considérablement contribuer à améliorer l'efficacité des dépenses. Les examens de dépenses sont désormais largement utilisés par les pays de l'OCDE dans le cadre d'une approche de la budgétisation qu'ils souhaitent axer sur la performance, et il est souhaitable que le pays s'inspire des meilleures pratiques adoptées en la matière, par exemple dans les pays nordiques, aux Pays-Bas ou encore au Royaume-Uni (OCDE, 2019^[13]).

Les coûts budgétaires du vieillissement de la population s'alourdiront

La population lituanienne est amenée à vieillir rapidement (Graphique 1.16). Le taux de dépendance des personnes âgées (la proportion de la population âgée de 65 ans et plus) devrait presque doubler entre 2020 et 2060. L'émigration passée des jeunes, ainsi que la faiblesse de l'immigration, contribue à accentuer les tensions liées au vieillissement, bien que les perspectives se soient récemment éclaircies grâce à un revirement spectaculaire du solde migratoire. L'écart entre femmes et hommes en matière de vieillesse est l'un des plus importants de l'OCDE : alors que l'espérance de vie des femmes se situe autour de la moyenne, celle des hommes est parmi les plus faibles, même si elle augmente rapidement. Les travailleurs âgés sont bien intégrés sur le marché du travail, mais leurs revenus sont généralement faibles et leurs contributions au système de retraite modestes. La part des dépenses de retraite est une des plus faibles de la zone OCDE. L'âge de la retraite augmente actuellement de deux mois par an pour les

hommes et de quatre mois pour les femmes, jusqu'à atteindre 65 ans pour les deux sexes en 2026, ce qui maintient la viabilité des pensions jusqu'à présent.

Graphique 1.16. La Lituanie vieillit rapidement, ce qui exerce une pression sur les dépenses de retraite



Note : Le taux de dépendance des personnes âgées correspond au nombre de personnes âgées de 65 ans et plus et la population dont l'âge est compris entre 15 et 64 ans.

Source : Division de la population, Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (2019) World Population Prospects 2019, Édition en ligne. Rev. 1 ; et OCDE, Dépenses sociales - Données agrégées.

StatLink  <https://stat.link/l0pv5m>

Les pouvoirs publics prévoient que les coûts budgétaires liés au vieillissement, notamment en matière de retraites, de santé et de soins de longue durée, passeront de 15,3 % en 2019 à 17,6 % du PIB en 2060 (Ministry of Finance, 2021^[14]). Les dépenses consacrées aux soins de santé et de longue durée devraient contribuer à hauteur de 1,3 point de pourcentage à cette augmentation et les dépenses de retraite à 1 point supplémentaire. La hausse relativement modeste des dépenses de retraite projetées peut être attribuée à un « indicateur de la durabilité » louable – telle qu'une règle d'équilibre budgétaire – qui limite l'expansion des prestations de retraite à la croissance de la masse salariale de l'économie. Pour maintenir la durabilité, notamment après plusieurs mesures ayant affaibli l'indicateur de durabilité, les autorités devraient envisager d'établir un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie au-delà de 2026, comme le recommandait la précédente Étude économique de l'OCDE (OECD, 2020^[6]) et comme cela se pratique dans plusieurs autres pays (Encadré 1.2). Il conviendrait aussi d'évaluer les évolutions à long terme des soins de santé et de longue durée. Les pouvoirs publics ont récemment chargé l'OCDE d'élaborer un cadre visant à améliorer la durabilité et l'adéquation du système des soins de longue durée.

Encadré 1.2. Indexer l'âge de la retraite sur l'espérance de vie : à chaque pays son expérience

L'ajustement automatique de l'âge légal du départ à la retraite à l'espérance de vie est sans doute le moyen le plus efficace de maintenir à la fois la viabilité et l'adéquation d'un système de retraite. Une règle automatique – ou paramétrique – ajuste généralement l'âge de la retraite de manière moins erratique, plus transparente et plus équitable entre les générations que des changements discrétionnaires ou *ad hoc*. De plus, la mise en place d'un ajustement automatique pourrait demander un coût politique moins élevé que celui d'une réforme discrétionnaire des retraites. Un ajustement automatique indexé sur l'espérance de vie nécessite un large consensus politique pour rester viable après un changement de gouvernement. Les implications d'un tel ajustement doivent donc être soigneusement évaluées et débattues. Le soutien public accordé à une règle automatique peut augmenter si les électeurs l'estiment équitable.

Au total, sept pays de l'OCDE (Danemark, Estonie, Finlande, Grèce, Italie, Pays-Bas et Portugal) lient l'âge légal du départ à la retraite à l'espérance de vie, avec des paramètres quelque peu différents. L'indexation est entièrement automatique dans ces sept pays, sauf au Danemark, où l'activation de l'ajustement ne peut s'effectuer sans l'approbation du Parlement. Le Danemark, l'Estonie, la Grèce et l'Italie indexent strictement l'âge légal du départ à la retraite à l'espérance de vie, ce qui signifie qu'une augmentation d'un an de l'espérance de vie se traduit par une augmentation d'un an de l'âge légal du départ à la retraite. Ce paramètre est de deux tiers dans les autres pays, ce qui maintient à peu près constante la proportion de la vie adulte qu'un individu peut espérer passer à la retraite et pourrait donc s'avérer plus attractif. Dans l'accord néerlandais sur les retraites de 2019, les partenaires sociaux et les pouvoirs publics ont convenu d'appliquer un ajustement automatique de deux tiers. La Suède est en train de légiférer sur une indexation automatique de deux tiers.

Source : (OECD, 2021^[15]).

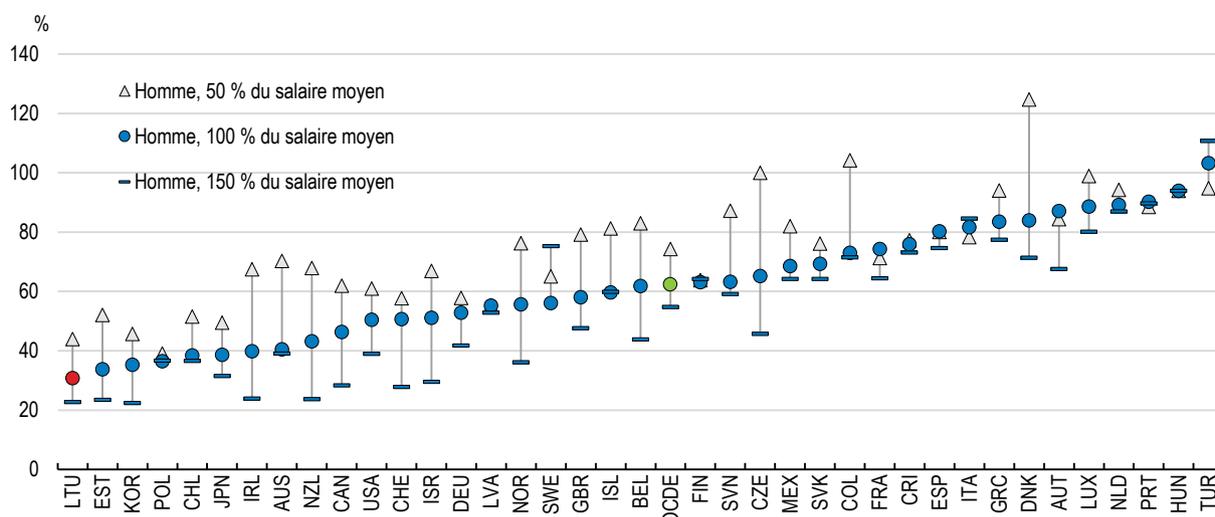
Bien que le système de retraite soit plutôt redistributif – les taux de remplacement variant considérablement entre les hauts et les bas revenus – il laisse néanmoins de nombreuses personnes âgées démunies (Graphique 1.17). La pauvreté des personnes âgées s'est accrue au cours des dernières années, souvent du fait de carrières professionnelles incomplètes ou informelles lorsque la Lituanie a basculé dans une économie de marché, ce qui se traduit par de faibles pensions (l'Étude économique de l'OCDE de 2018 donne une vue d'ensemble du système de retraite). Les autorités ont réagi de manière résolue au défi de la pauvreté ces deux dernières années, en s'inspirant largement dans leur action des recommandations formulées dans la précédente Étude économique de l'OCDE (OECD, 2020^[6]). Tout d'abord, les prestations ont été augmentées pour les retraités avec une carrière professionnelle incomplète ; ensuite, les pensions d'aide sociale ont été relevées pour les personnes percevant une faible pension ; et enfin, les prestations seront revalorisées pour tous si la pauvreté des personnes âgées dépasse le seuil des 25 % et/ou si le taux de remplacement net actuel chute en dessous de 50 %. Néanmoins, les possibilités de départ anticipé à la retraite ont également été étendues, ce qui pèse sur la viabilité du système de retraite, réduit les incitations au travail et ne contribue guère à réduire la pauvreté. Ces mesures, effectives à partir de 2022, devraient permettre selon les prévisions de réduire le taux de pauvreté des personnes âgées d'environ 2 points de pourcentage au total.

Globalement, les scénarios d'évolution de la dette à long terme de la Lituanie dépendent de la mise en œuvre de réformes structurelles, et notamment d'une indexation automatique de l'âge de la retraite sur l'espérance de vie (Graphique 1.18). Dans un scénario de référence avec un déficit primaire maintenu à 0.5 % du PIB, la dette restera à peu près constante, à environ 50 % du PIB. Les coûts liés au vieillissement démographique, néanmoins, rendront la dette insoutenable, sous l'effet de la hausse de 3.5 % (de 11.3 % à 14.8 % du PIB) des dépenses liées au vieillissement à l'horizon 2060, contre une montée de 2.3 % projetée par les pouvoirs publics. La mise en œuvre des réformes structurelles décrites à l'Encadré 1.3 améliorerait la viabilité de la dette, sans pour autant cependant permettre de la stabiliser à long terme.

L'application des recommandations budgétaires améliorerait le solde budgétaire. Les progrès sur le plan des réformes financières et budgétaires sont présentés au Tableau 1.3.

Graphique 1.17. Les très faibles taux de remplacement des pensions pourraient nuire à l'inclusivité

Taux de remplacement pour différents niveaux de salaire, hommes, 2020

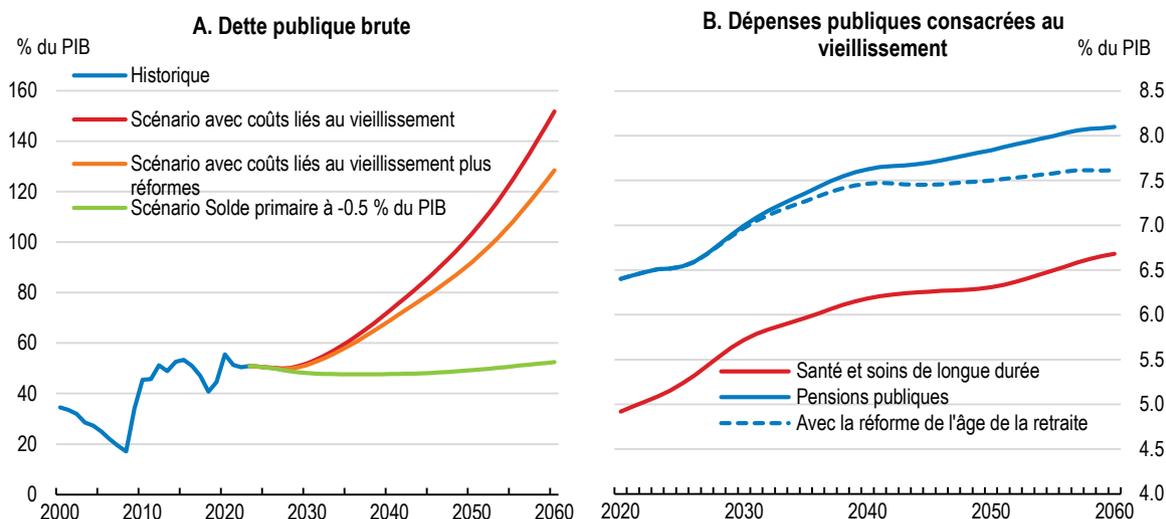


Note : Le taux de remplacement net désigne le droit à pension net attendu divisé par les revenus nets attendus avant retraite pour une personne entrée sur le marché du travail en 2020, après prise en compte des impôts sur le revenu des personnes physiques et des cotisations de sécurité sociale acquittés par les travailleurs et les retraités.

Source : OCDE, Panorama des pensions 2021.

StatLink  <https://stat.link/ktp3uh>

Graphique 1.18. Les coûts liés au vieillissement pourraient rendre la dette insoutenable.



Note : Les projections de la dette jusqu'en 2026 valent pour le plan budgétaire tel que publié en octobre 2021. Le scénario de référence repose sur l'hypothèse d'un déficit primaire à 0.5 % du PIB et suppose une structure démographique de la population inchangée. Le « scénario avec coûts liés au vieillissement » ajoute des engagements de dépenses publiques de santé, de soins de longue durée et de pensions au scénario de base. Le « scénario avec coûts liés au vieillissement plus réformes » reflète les effets positifs sur la croissance des réformes décrites à l'Encadré 1.5, soustraits du scénario dans lequel les coûts liés au vieillissement ne sont pas compensés. D'après Guillemette et al. (2017).

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111 ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/folkdm>

Encadré 1.3. Quantification de l'impact des recommandations de politique budgétaire

Le tableau ci-dessous propose une évaluation chiffrée sommaire de l'impact budgétaire à horizon 5 à 10 ans de certaines réformes recommandées, en s'appuyant des mesures simples, présentées à titre d'exemple. Les effets rapportés ne prennent pas en compte les réponses comportementales, ni les effets sur la croissance.

Tableau 1.3. Impact budgétaire des réformes préconisées

Mesure		Impact sur le solde budgétaire, % du GDP
Mesures augmentant le déficit		
Innovation	Augmenter l'aide financière directe de 0.025 % à 0.1 % du PIB (moyenne OCDE)	-0.1
Mesures réduisant le déficit		
Âge de la retraite	Établir un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie au-delà de 2026	0.5
Taux de TVA	Relever le taux de TVA dans l'hôtellerie et la restauration pour le porter de 9 % actuellement au taux normal de 21 %	0.3
Impact budgétaire total		0.7

Tableau 1.4. Recommandations antérieures et mesures prises en matière de politiques financière et budgétaire

Recommandation	Mesure prise
Simplifier le cadre budgétaire et fixer un objectif d'endettement à long terme.	Les travaux préliminaires visant à établir potentiellement un objectif d'endettement sont en cours.
Accroître l'investissement public sur la base d'évaluations coûts/avantages rigoureuses.	L'investissement public progresse et tous les programmes de développement nationaux sont soumis à des analyses coûts/avantages.
Assurer une conception appropriée pour l'institution nationale publique de développement prévue.	Une institution nationale de développement unique doit être mise en place d'ici 2023, qui fusionnera les quatre agences de développement sectorielles existantes.
Accroître les recettes propres des collectivités locales, en particulier l'impôt foncier et les redevances de développement.	Le gouvernement prévoit de céder intégralement les recettes de l'impôt sur la propriété immobilière aux municipalités.
Instituer une taxe carbone dans les secteurs non soumis au Système communautaire d'échange de quotas d'émission, et reverser au moins partiellement les recettes aux ménages et aux entreprises.	La législation visant à inclure une composante CO ₂ dans les droits d'accise sur les produits énergétiques est devant le Parlement.
Supprimer les subventions aux combustibles néfastes pour l'environnement.	La législation visant à réduire ou à abandonner les subventions préjudiciables est devant le Parlement.

La qualité des dépenses peut encore être améliorée

Les dépenses publiques représentent environ 43 % du PIB, ce qui est inférieur à la moyenne de l'OCDE (Tableau 1.5). Les dépenses se sont considérablement accrues ces dernières années, du fait notamment des programmes d'aide déployés en réponse à la pandémie, mais aussi de l'augmentation des prestations sociales et des hausses de salaire intervenues dans l'enseignement et la santé. Le Conseil budgétaire estime que, depuis 2015, la croissance des dépenses publiques a constamment excédé celle du PIB potentiel, le plus souvent par un facteur de deux, et prévoit que les engagements de dépenses continueront de croître plus vite que le PIB (Lithuanian National Audit Office, 2021^[16]). La qualité de la dépense, à savoir sa ventilation entre les différents domaines d'action, vise à favoriser une croissance plus inclusive, la part des dépenses consacrées à l'éducation ressortant légèrement supérieure à la moyenne de l'OCDE, celle

des pensions et des subventions inférieure, et les dépenses sociales augmentant rapidement, notamment pour ce qui concerne les allocations familiales et les prestations pour enfants (OCDE, 2020^[6]).

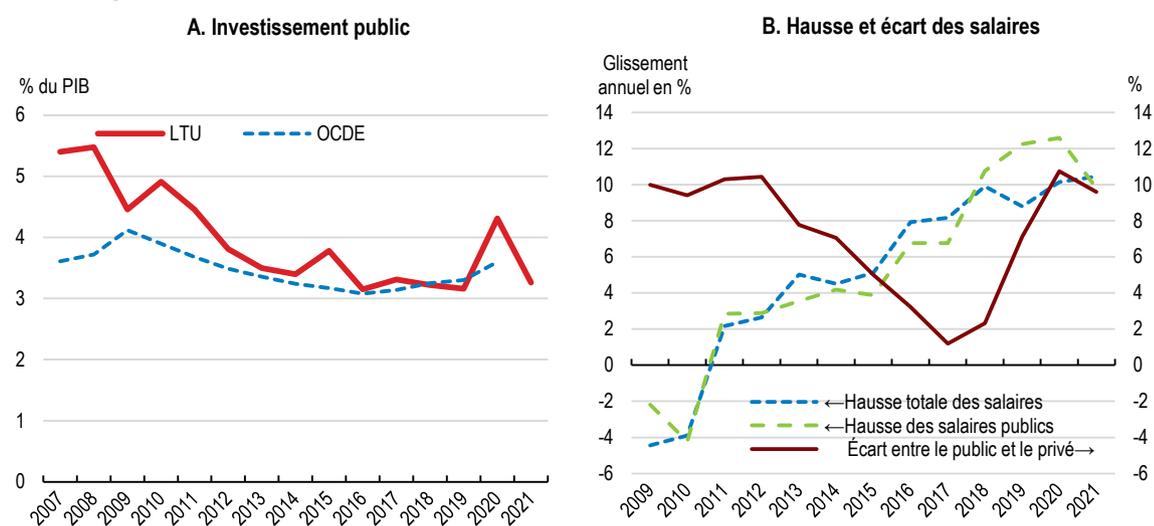
Tableau 1.5. Composition des dépenses et recettes publiques, 2010 et 2020

Dépenses des administrations publiques (en % du PIB)	2010	2020	Recettes des administrations publiques (en % du PIB)	2010	2020
<i>Total</i>	42.4	42.9	<i>Total</i>	28.3	31.3
Services généraux des administrations publiques	5.1	3.5	Impôts sur le revenu	4.6	8.8
Dont : Charges d'intérêts	1.8	0.4	Cotisations de sécurité sociale	11.6	10.4
Ordre et sécurité publics	1.8	1.5	Impôts sur la consommation	11.7	11.7
Affaires économiques	4.6	5.6	Impôts fonciers	0.4	0.3
Santé	5.4	5.9			
Éducation	5.9	5.2			
Protection sociale	15.9	16.3			
Autres	3.7	4.8			

Source : Eurostat, ensemble de données sur les dépenses publiques par fonction ; et OCDE, base de données mondiale des statistiques des recettes publiques.

Après des années de négligence, l'investissement public a retrouvé une trajectoire croissante, comme le recommandait la précédente étude économique de l'OCDE (OCDE, 2020^[6]). Le pays a pris la décision d'accroître ses investissements dans les infrastructures numériques et vertes, la santé, les affaires sociales, la recherche et l'innovation, l'éducation et la gouvernance publique d'environ 1 point de PIB entre 2021 et 2026, avec le soutien des fonds du programme « Next Generation » de l'Union européenne qui couvre environ 80 % des dépenses. Ces fonds offrent un moyen de susciter l'adhésion à des réformes structurelles politiquement difficiles, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé, où, par le passé, la hausse rapide des salaires ne s'est accompagnée que de timides efforts de réforme (Graphique 1.19). Pour améliorer la productivité et la qualité des dépenses dans ces secteurs, il convient que le gouvernement lie ses investissements à des réformes porteuses de gains de productivité, par exemple une consolidation des vastes réseaux d'établissements scolaires et d'hôpitaux du pays.

Graphique 1.19. L'investissement public progresse, tandis que la croissance des salaires dans le secteur public s'est stabilisée



Note : Dans la Partie A, la croissance des salaires est corrigée des mesures fiscales introduites en 2019.

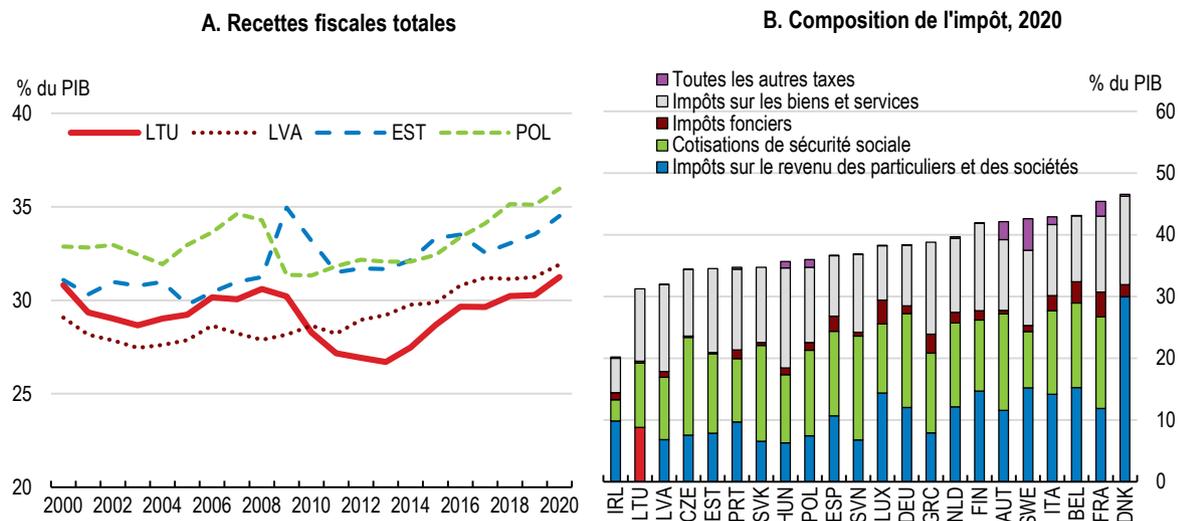
Source : Institut lituanien de la statistique ; et OCDE, base de données annuelle du Panorama des administrations.

StatLink  <https://stat.link/h96tde>

Les bases d'imposition doivent être élargies

Après plusieurs réformes importantes visant à rendre la fiscalité plus efficace et plus équitable, la charge fiscale globale ainsi que la progressivité de l'impôt demeurent inférieures à la moyenne de l'OCDE (Graphique 1.20). Les cotisations de sécurité sociale restent élevées, ce qui décourage le travail et encourage l'activité informelle, tandis que les revenus et la propriété sont taxés assez légèrement. Les impôts sur la consommation ressortent comparativement élevés. L'écart de TVA, c'est-à-dire l'écart entre la collecte réelle et la collecte théorique/maximale de TVA, s'amenuise, mais il reste supérieur à la moyenne de l'OCDE, du fait à la fois des taux réduits de TVA et de l'informalité.

Graphique 1.20. La fiscalité reste faible et pèse sur le travail



Source : OCDE, Base de données mondiale des statistiques des recettes publiques.

StatLink  <https://stat.link/idrf9p>

Les projets gouvernementaux visant à élargir les bases fiscales vont dans la bonne direction. Le pays entend réduire l'informalité en s'appuyant sur une série de 37 mesures, et notamment en accélérant la transformation numérique de l'administration fiscale, ce qui est une bonne chose. Par ailleurs, il y aurait lieu de rétablir l'application du taux normal de TVA dans la restauration et l'hôtellerie, lequel avait été réduit durant la pandémie afin de soutenir ce secteur, qui a réussi à se redresser. Le gouvernement a également récemment planché sur des mesures visant à élargir l'assiette de l'impôt sur la propriété immobilière, actuellement considéré comme une « taxe de luxe » et qui ne génère que peu de recettes. Pour réduire la charge fiscale des propriétaires à faible revenu, les autorités pourraient envisager d'introduire un certain degré de progressivité dans le système, soit en introduisant un barème progressif, soit en fixant un seuil de valeur de bien à partir duquel s'appliquerait l'impôt. Enfin, une nouvelle réduction des cotisations de sécurité sociale et une augmentation proportionnelle de l'impôt sur le revenu des personnes physiques permettraient de réduire la charge sur le travail et d'élargir l'assiette fiscale.

Le taux légal de l'impôt sur les sociétés en Lituanie est de 15 %, soit un taux inférieur à la moyenne de l'OCDE (environ 23 %). Diverses incitations fiscales visant à encourager l'investissement et l'innovation réduisent les taux d'imposition effectifs, bien que l'utilisation de ces dispositifs reste faible (voir le chapitre thématique). Plus généralement, si les incitations fiscales tendent à produire un effet positif sur l'innovation, elles favorisent vraisemblablement les entreprises déjà bien installées au détriment des jeunes entreprises innovantes et soumises à des contraintes de crédit (Encadré 1.4). De plus, la politique en place manque d'équilibre : en effet, si les incitations fiscales sont généreuses, l'aide publique directe à

l'innovation demeure à l'inverse minime, alors que des recherches récentes de l'OCDE suggèrent qu'un dosage équilibré entre fiscalité et aide directe donne de meilleurs résultats que le seul recours à des incitations fiscales (Appelt et al., 2020^[17]). Dans ce contexte, il y aurait lieu d'évaluer en profondeur l'efficacité des incitations fiscales déployées et d'envisager d'accroître le soutien direct à l'innovation, par exemple par des subventions ou une collaboration plus étroite avec les universités et les écoles, comme en Allemagne, en Suisse ou dans les pays nordiques.

Encadré 1.4. Les incitations fiscales dans le système d'imposition des sociétés en Lituanie

Le cadre de l'impôt sur les sociétés en Lituanie prévoit plusieurs incitations fiscales visant à promouvoir l'investissement, la recherche et le développement, ainsi que l'innovation. Les incitations en place sont diverses : meilleure déduction des dépenses de R-D ; amortissement accéléré pour les investissements en R-D ; régime préférentiel applicable aux revenus de la propriété intellectuelle (« *patent box* ») ; abattements pour les investissements réalisés dans des « améliorations technologiques » ; zones franches économiques (« canal vert ») où les entreprises bénéficient d'un allègement de l'impôt sur les sociétés pendant 10 ans ; et exonérations de l'impôt sur les sociétés pouvant aller jusqu'à 20 ans pour les entreprises engagées dans des projets d'investissement à grande échelle. Les petites entreprises sont également soutenues par diverses mesures d'incitation fiscale (y compris au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques) destinées à encourager l'entrepreneuriat, telles que des taux réduits d'impôt sur les sociétés ou des crédits d'impôt supplémentaires.

Toutefois, le taux d'utilisation des incitations fiscales à la R-D reste faible. Ainsi, la Lituanie ne leur consacre en réalité qu'environ 0.025 % de son PIB, contre plus de 0.1 % à l'échelle de la zone OCDE. De fait, les incitations semblent passer à côté des critères de déclenchement qui caractérisent une économie lituanienne en phase de rattrapage, reposant sur de nombreuses jeunes pousses innovantes. Les entreprises innovantes confrontées à des contraintes de crédit ont besoin de fonds le plus tôt possible. Or, elles n'accèdent en définitive au bénéfice des mesures d'incitation que dès lors qu'elles commencent à dégager des revenus de leur propriété intellectuelle (PI). De plus, la « *patent box* » ne soutient l'activité de PI que dans la mesure où elle produit des brevets et des logiciels protégés par le droit d'auteur, ce qui décourage les autres formes de création de PI. Enfin, contrairement à l'aide financière directe, les incitations fiscales ne répondent pas au problème essentiel des entrepreneurs innovants mais peu enclins au risque, autrement dit à la problématique de l'échec potentiel.

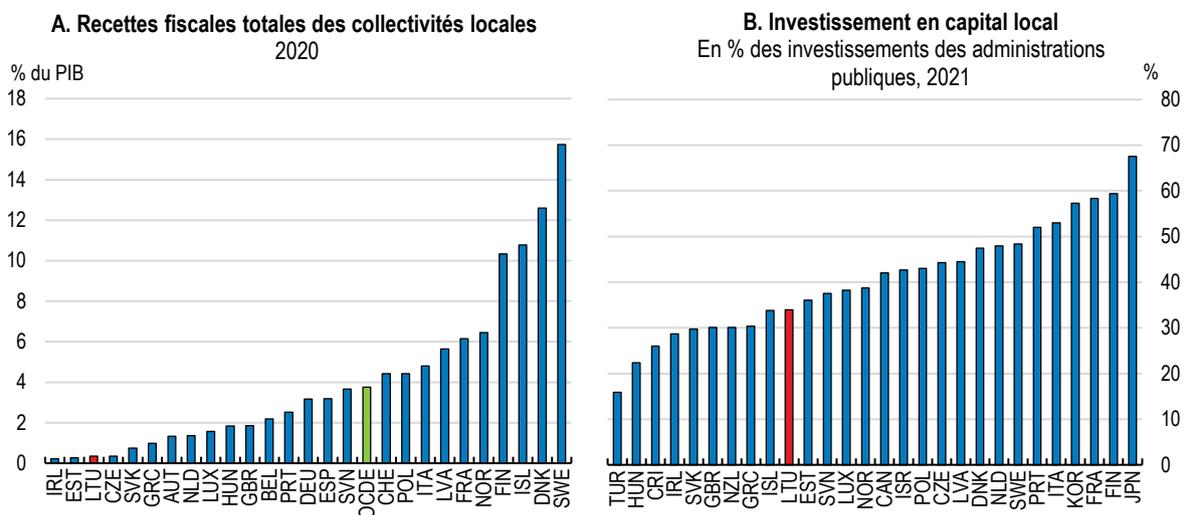
Source : Ministère des Finances.

Favoriser la décentralisation et l'investissement local

La Lituanie est l'un des pays de l'OCDE les plus centralisés sur le plan budgétaire, les collectivités locales jouissant d'une faible autonomie en matière de fiscalité et de dépenses (Graphique 1.21). Les impôts récurrents sur la propriété foncière et les bâtiments, au demeurant peu lucratifs, sont les seuls impôts locaux autonomes, même si une certaine autonomie, limitée, a été introduite sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les municipalités s'appuient sur un système fragmenté de subventions interadministrations qui sont conditionnées à des objectifs d'investissement strictement définis, ce qui réduit l'efficacité des dépenses. Les capacités administratives sont jugées insuffisantes. La coordination des projets d'investissement entre les municipalités est peu présente, ce qui empêche les économies d'échelle et de gamme. Des règles budgétaires locales restrictives limitent la capacité des municipalités à emprunter pour investir (OECD, 2020^[18]). En conséquence, l'investissement local est largement tributaire des financements de l'autorité centrale et de ceux de l'UE, bien que les budgets des collectivités locales soient excédentaires depuis ces dernières années.

Le pays a entamé un processus de réforme de son cadre budgétaire interadministrations. Les réformes prévoient la cession intégrale des recettes de l'impôt sur la propriété immobilière aux municipalités, ainsi qu'une modification de la budgétisation leur offrant la possibilité de conserver les économies réalisées sur les transferts et éliminant par conséquent l'obligation de reverser celles-ci au pouvoir central. En outre, le gouvernement prévoit d'apporter à la constitution une modification destinée à permettre aux collectivités locales d'emprunter avec plus de souplesse pour mettre en œuvre des projets cofinancés par l'UE. Si ces réformes sont les bienvenues, elles pourraient néanmoins aller plus loin. Ainsi, l'octroi d'une certaine autonomie en matière d'impôts sur le revenu ou la remise à plat du système de transferts interadministrations pourraient aider les municipalités à mettre en œuvre des projets d'investissement complets et efficaces (Encadré 1.5). Étant donné la diversité des situations économiques des collectivités locales, il faudrait sans doute que cette grande autonomie fiscale s'accompagne d'un système de péréquation efficace. Les conseils de développement régional récemment créés pourraient jouer un rôle plus important dans la gouvernance des projets d'investissement supra-locaux.

Graphique 1.21. Les possibilités de financement limitées pourraient expliquer la faiblesse de l'investissement public local



Source : OCDE, Base de données mondiale des statistiques des recettes publiques ; et OCDE, Base de données des comptes nationaux.

StatLink  <https://stat.link/l0wy41>

Encadré 1.5. Encourager l'investissement public local : les cas de l'Irlande et de la Finlande

Sous des angles institutionnels opposés, l'un centralisé, l'autre décentralisé, l'Irlande et la Finlande nous fournissent des exemples instructifs de la manière dont il est possible de promouvoir l'investissement local.

- L'Irlande est encore plus centralisée que la Lituanie, mais a de son côté une forte tradition de financement intégré de l'investissement local. Une planification pluriannuelle complète et une mise en œuvre rigoureuse des priorités retenues sont l'une des bases essentielles qui fondent le cadre irlandais de financement de l'investissement public. En 2018, l'Irlande a créé des fonds de revitalisation et de développement des milieux ruraux et urbains, dont le fonctionnement s'inspire de celui des Fonds structurels de l'UE, avec leurs procédures de mise en concurrence et leurs exigences de contrepartie. Les collectivités locales irlandaises sont tenues de cofinancer tout projet d'investissement à hauteur d'au moins 25 %. Il est important de noter que les fonds ne prévoient

pas de conditionnalité thématique ou sectorielle et qu'ils permettent donc des investissements locaux ciblés et sur mesure.

- La Finlande est très décentralisée, avec une autonomie fiscale des collectivités locales bien supérieure à ce qu'elle est en moyenne dans la zone OCDE. Les municipalités finlandaises jouissent également d'une grande liberté d'emprunt et de dépense, dans le cadre d'un ensemble de règles budgétaires nationales rigoureusement mises en œuvre. Les incitations à l'investissement local productif sont fortes dans la mesure où les retours sur investissement, sous la forme de recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés plus élevées, reviennent à la municipalité. La coopération entre les municipalités est très développée, les projets communs profitant à chacun au travers d'économies d'échelle et de gamme. Les municipalités étant fortement incitées à rester solvables, les coûts d'emprunt sont faibles. Deux fonds de financement et de garantie détenus par les municipalités assurent par ailleurs un contrôle supplémentaire de la viabilité des finances municipales.

Le modèle de financement intégré de l'Irlande comme le modèle de forte autonomie fiscale de la Finlande peut être source d'inspiration pour la Lituanie dans son cheminement sur la voie d'un cadre fiscal interadministrations plus efficace.

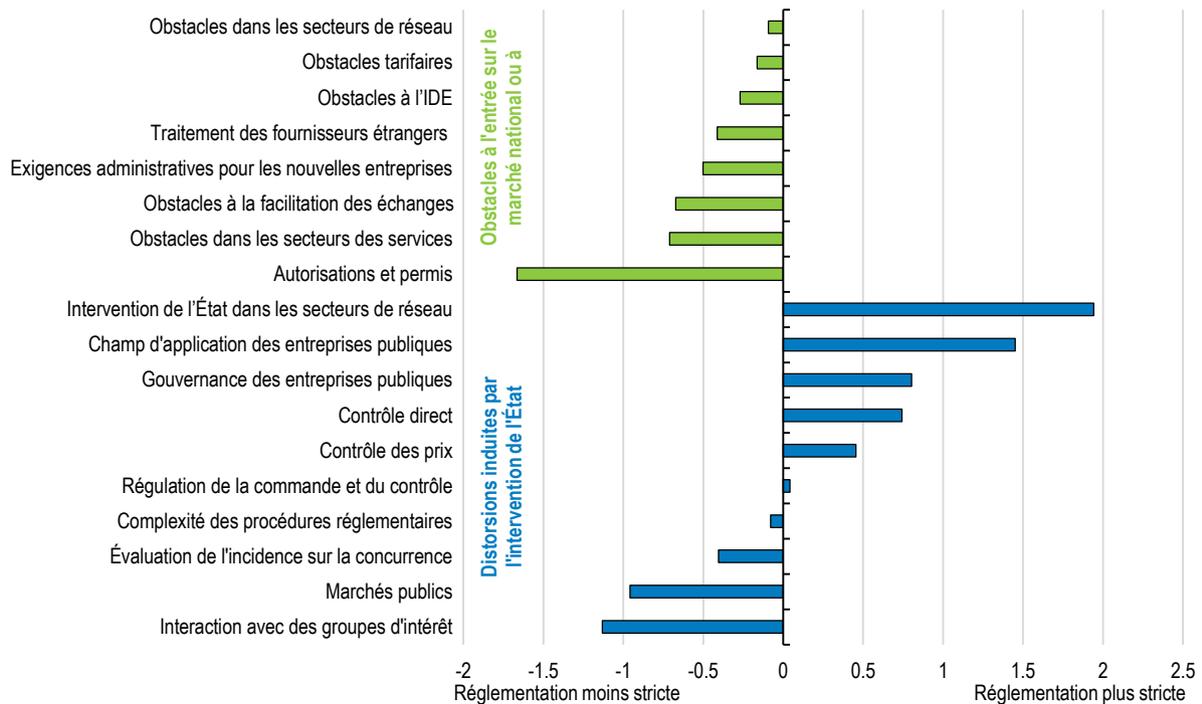
Source : (OECD, 2020^[18]).

Réformes visant à améliorer le climat des affaires

Le climat des affaires est propice, la rigueur de la réglementation étant généralement inférieure à la moyenne de l'OCDE, ce dont bénéficient les entreprises nationales et qui aide à attirer les entreprises étrangères (Graphique 1.22). En particulier, l'entrée sur le marché est largement facilitée et l'environnement réglementaire et administratif est favorable pour les petites entreprises innovantes. Des réformes récentes, dont un amendement à la Constitution, ont également permis d'assouplir les restrictions appliquées aux non-résidents, en ce qui concerne les services juridiques, par exemple, ou encore l'acquisition de biens fonciers, même si certains obstacles subsistent encore dans ces domaines. Sur la base du principe de compensation réglementaire dit du « *one in, one out* » (« un ajout, une abrogation »), les autorités poursuivent leurs efforts visant à réduire les coûts de mise en conformité, à faciliter les agréments pour les entreprises de secteurs tels que les soins de santé et à réduire le nombre de domaines où un agrément est obligatoire. Le seul domaine où la qualité de l'environnement réglementaire est inférieure à la moyenne est celui des entreprises d'État. Les réformes pourraient permettre de gagner jusqu'à 5 % de PIB par habitant (Encadré 1.6). Les progrès dans le processus de réforme sont présentés au Tableau 1.7.

Graphique 1.22. Le climat des affaires est favorable, mais l'État reste actif dans de nombreux secteurs

Réglementation des marchés de produits, écart par rapport à la moyenne de l'OCDE



Note : Les valeurs négatives reflètent une réglementation moins stricte et les valeurs positives une réglementation plus stricte. Les bâtons verts relèvent de l'indicateur de haut niveau « Obstacles à l'entrée sur le marché d'opérateurs nationaux et étrangers », tandis que les bâtons bleus relèvent de l'indicateur de haut niveau « Distorsions induites par l'intervention de l'État ».

Source : OCDE, Base de données sur la réglementation des marchés de produits (RMP).

StatLink  <https://stat.link/cnr30m>

Encadré 1.6. Quantification de l'impact des réformes structurelles

Le tableau ci-dessous quantifie l'impact de certaines des réformes suggérées dans la présente Étude, en s'appuyant sur des mesures simples, présentées à titre d'exemple, et sur une analyse de régression transnationale. D'autres réformes, notamment dans les domaines de l'éducation ou de la politique environnementale, ne sont pas chiffrables au vu des données disponibles ou de la complexité des mesures. La plupart des estimations reposent sur les relations empiriques entre les réformes structurelles passées et la productivité, l'emploi et l'investissement ; elles s'appuient sur l'hypothèse d'une mise en œuvre rapide et intégrale des réformes et ne tiennent pas compte des spécificités institutionnelles de la Lituanie. Ces estimations sont donc fournies à titre purement indicatif, et doivent être considérées avec prudence.

Tableau 1.6. Impact potentiel des réformes structurelles sur le revenu par habitant

Domaine d'action	Mesure	Effet à 10 ans sur le PIB par habitant, en %	Effet à long terme sur la productivité, en %
Engagement capitalistique de l'État	Réduire la présence capitalistique de l'État et améliorer la gouvernance des entreprises d'État pour atteindre les standards moyens l'OCDE	1.2	
Réglementation	Séparer entièrement la propriété de l'infrastructure ferroviaire et l'exploitation du réseau	0 à 0.6	
Éducation et compétences	Améliorer les résultats au PISA pour atteindre la moyenne de l'OCDE (500)		3 %-7 %
Âge de la retraite	Indexer l'âge de la retraite sur l'espérance de vie	1.6	
Innovation	Accroître le soutien à l'innovation des entreprises de 0.025 % à 0.1% du PIB	0.2	
Intégrité du secteur public	Améliorer le contrôle de la corruption de 0.2 point d'indicateur pour atteindre la moyenne de l'UE	0 à 1.5	

Note : La quantification budgétaire tient également compte des recommandations suivantes, même si leur impact sur le PIB ne peut être chiffré : baisse des cotisations de sécurité sociale contre une hausse de la fiscalité sur le revenu ; relèvement du taux de TVA dans l'hôtellerie et la restauration pour le porter au taux normal. La fusion des établissements scolaires contribuera à améliorer les notations PISA et, partant, à accroître la productivité à long terme.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur (Égert et Gal, 2017^[19]) et (Egert, de la Maisonneuve et Turner, 2022^[20]).

Tableau 1.7. Recommandations antérieures de l'OCDE sur les politiques structurelles

Recommandation	Mesure prise
Renforcer davantage la gouvernance des entreprises publiques. Vendre à des investisseurs privés s'il n'existe pas de raisons impérieuses à l'engagement de l'État.	Plusieurs entreprises d'État ont été transformées en sociétés anonymes.
Faciliter l'accès des prestataires privés au réseau ferroviaire.	Les règles régissant l'accès au réseau ferroviaire ont été modifiées. Une entreprise privée de transport de marchandises et de passagers est désormais en activité.
Améliorer la gouvernance du système d'innovation en renforçant la coordination et en fusionnant les agences.	La consolidation des agences de l'innovation est en cours.

Rendre les entreprises publiques plus productives

Les entreprises publiques, ou entreprises d'État, exercent des activités dans de nombreuses d'où la nécessité d'améliorer encore la qualité de leur gouvernance (Graphique 1.22). Les entreprises d'État lituaniennes sont concentrées dans les industries de réseau telles que l'énergie et les transports, mais elles sont également actives dans l'agriculture, la sylviculture et les services financiers. La moitié seulement environ des entreprises d'État (18 sur 33) atteignent les objectifs financiers qui leur sont fixés par leurs autorités de surveillance, de la même façon que les années passées, même si la pandémie pourrait en partie expliquer la faiblesse des résultats (Governance coordination centre, 2021^[21]). Il manque en particulier aux entreprises publiques municipales un cadre de réglementation et de gouvernance transparent, ce qui peut fausser la concurrence avec les prestataires privés et peser sur les économies locales (Lithuanian National Audit Office, 2021^[22]). À l'échelle de la zone OCDE, la solidité de la gouvernance des entreprises d'État est positivement associée à leur efficacité (Égert et Wanner, 2016^[23]).

Au cours des dernières années, le gouvernement a nettement amélioré la stratégie de l'État actionnaire, réformé le cadre de gouvernance des entreprises publiques et réduit leur nombre des deux tiers, ce qui est une bonne chose. À la fin de l'année 2021, les autorités ont annoncé leur intention de transformer toutes les entreprises d'État, y compris l'aéroport de Vilnius, les voies navigables intérieures et le port de Klaipėda, en sociétés (publiques) anonymes ou ouvertes, et d'abandonner ainsi la législation spéciale visant ces entités d'ici 2024. Il est prévu de réduire encore le nombre d'entreprises d'État, soit par des

privatisations, soit par des fusions. Au vu notamment du renforcement prévu de la capacité budgétaire des municipalités (voir ci-avant), il convient que le gouvernement porte également son attention sur le secteur municipal. Toutes les entreprises publiques devraient être soumises aux mêmes cadres juridique, financier et réglementaire que ceux applicables aux entreprises privées.

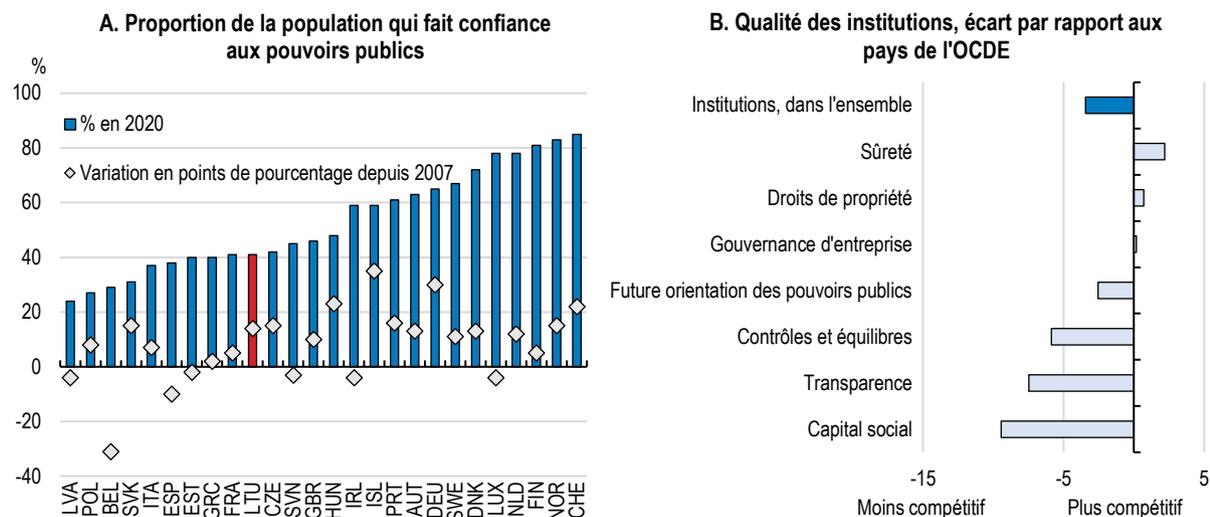
La réglementation des transports doit encore être améliorée

La réglementation des transports – secteur de loin le plus gros contributeur aux exportations de services du pays – a été améliorée, avec notamment l'élimination d'un problème historique de position anticoncurrentielle flagrante dans le ferroviaire. Au cours des deux dernières années, le gouvernement s'est efforcé de faciliter l'accès des opérateurs privés au réseau ferroviaire, en réformant en particulier la « règle de priorité » qui favorisait indûment la société de chemin de fer publique en place. À la suite de la réforme relative à la gestion des infrastructures, une entreprise s'est implantée sur le marché aux côtés de l'opérateur public pour y proposer son offre de transport de marchandises et de passagers. Même ainsi, l'autorité de la concurrence a exprimé son inquiétude, en mai 2022, au sujet du fonctionnement des nouvelles règles de priorité et a instamment prié le ministère des Transports à accorder un accès plus égal à l'infrastructure ferroviaire. L'autorité de la concurrence a par ailleurs fait le constat que les règles de concession qui visent les compagnies d'autobus fournissant des services réguliers de transport de passagers restreignent la concurrence et empêchent l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché. Compte tenu du risque inhérent de comportement anticoncurrentiel dans les industries de réseau, il convient que les autorités poursuivent l'action engagée pour réduire les obstacles à l'entrée dans le secteur des transports afin d'accroître la productivité.

Confiance, corruption et qualité des institutions

Les enquêtes et les sondages laissent entendre que la proportion des citoyens lituaniens ayant confiance dans leurs pouvoirs publics est inférieure à la moyenne de l'OCDE (Graphique 1.23, Partie A). Dans le même ordre d'idées, la réactivité des institutions politiques aux demandes des citoyens et la satisfaction à l'égard du processus politique sont jugées médiocres, même si elles restent supérieures à la moyenne des pays d'Europe centrale et orientale (OECD, 2021^[24]). La qualité des institutions est inférieure à la moyenne de l'OCDE, en particulier concernant l'organisation politique, la transparence et le capital social (Partie B). Une moindre qualité des institutions est associée à une confiance réduite (Prats et Meunier, 2021^[25]). Un faible niveau de confiance peut atténuer l'efficacité de l'élaboration d'une politique économique alors que le succès d'une réforme politique dépend du respect que lui accordent les citoyens, de leur adhésion et de leur participation. Améliorer la communication avec les citoyens, endiguer une inflation juridique galopante, améliorer la conception des lois et des règlements et favoriser une culture de la prise de décision fondée sur des données probantes à l'échelle des organismes publics pourraient contribuer à améliorer la qualité des institutions et à renforcer la confiance des citoyens dans les pouvoirs publics (OECD, 2021^[26]). Le gouvernement a fait de l'amélioration du processus d'élaboration des politiques publiques l'une de ses priorités.

Graphique 1.23. La confiance dans les pouvoirs publics et la qualité des institutions sont faibles

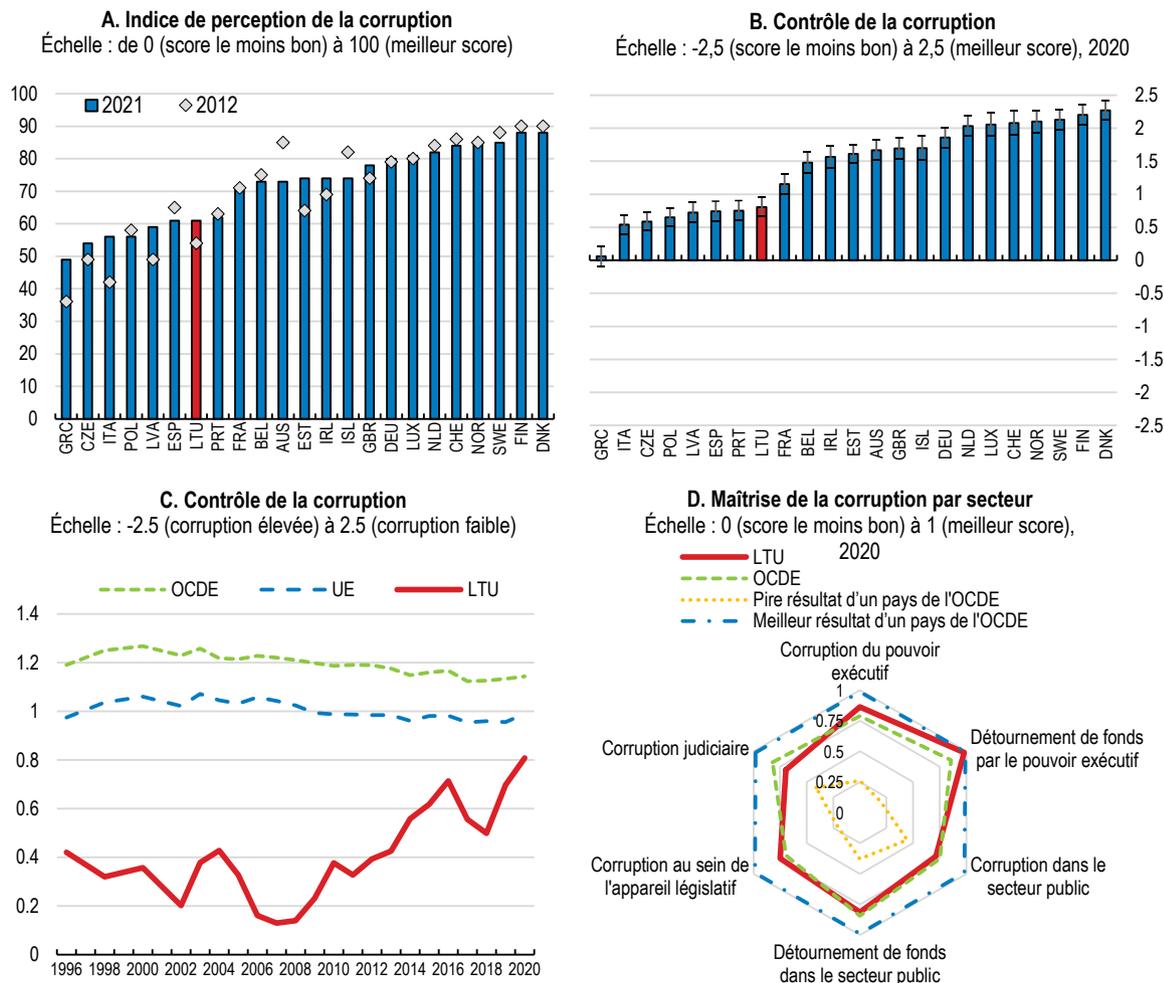


Source : OCDE, Panorama des administrations publiques – 2021 ; et Forum économique mondial, Indice mondial de la compétitivité 4.0.

StatLink  <https://stat.link/7evz1h>

Une confiance et une qualité des institutions moindres sont généralement associées à des niveaux de corruption plus élevés. Les indicateurs de contrôle et les indices de perception des risques de corruption laissent à penser que les performances de la Lituanie sont inférieures à la moyenne de l'OCDE, bien que l'écart se soit manifestement réduit au cours des 15 dernières années (Graphique 1.24). Selon les autorités, les expériences personnelles de pratiques de corruption (comme les pots-de-vin dans le secteur des soins de santé ou sur les marchés publics) se font plus rares, et aucun cas de corruption étrangère n'a été enregistré depuis 2020. Les autorités poursuivent la mise en œuvre de mesures destinées à améliorer l'intégrité. Depuis janvier 2022, la législation modifiée favorise un environnement anticorruption, adopte des mesures visant à prévenir la corruption, sensibilise à la lutte contre la corruption et veille à la fiabilité du personnel. En outre, en février 2022, une version actualisée de la loi sur la protection des lanceurs d'alerte est entrée en vigueur, établissant des normes de protection plus élevées dans les secteurs public et privé.

Graphique 1.24. La corruption semble évoluer à la baisse



Note : La partie B du graphique présente des estimations ponctuelles et leur marge d'erreur. La partie D met en évidence les sous-composantes par secteur de l'indicateur de « Maîtrise de la corruption » du Projet Varieties of Democracy (V-Dem).

Source : Partie A : Transparency International ; parties B et C : Banque mondiale, Indicateurs mondiaux de gouvernance ; partie D : Varieties of Democracy Institute ; Université de Gothenburg ; et Université Notre-Dame.

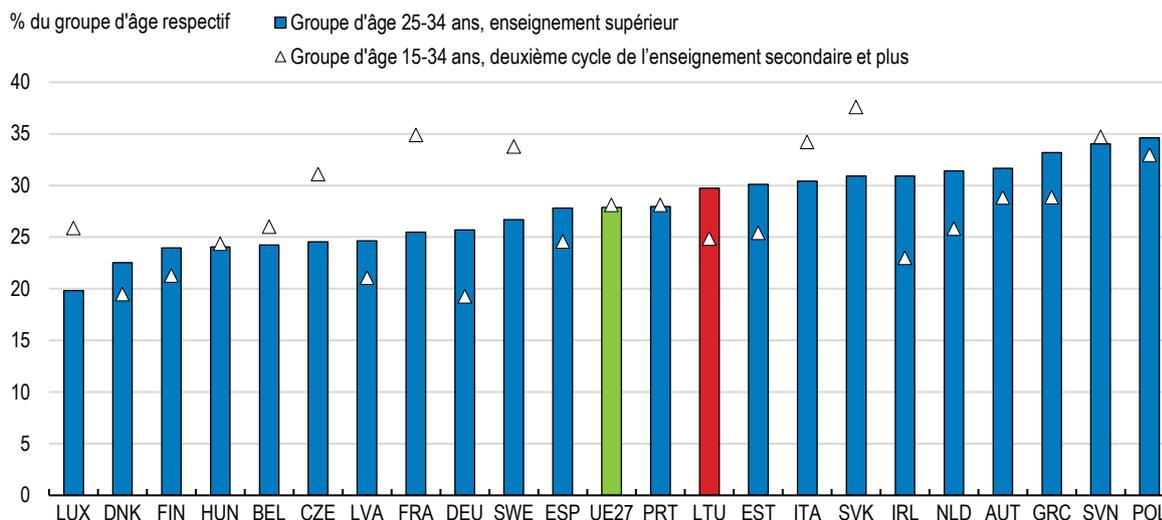
StatLink  <https://stat.link/h4zcoj>

Améliorer le système d'enseignement pour améliorer les compétences et la productivité

Un enseignement de qualité peut contribuer à accroître le capital humain et la productivité à long terme (Egert, de la Maisonneuve et Turner, 2022^[20]). En Lituanie, les résultats de l'enseignement et les compétences ressortent comparativement médiocres, et l'inadéquation des compétences est substantielle, mais elle a reculé ces dernières années (Graphique 1.25). Les dépenses publiques consacrées à l'enseignement sont inférieures à la moyenne de l'OCDE et elles favorisent le maintien d'une infrastructure dispersée qui n'atteint souvent pas la masse critique. L'enseignement privilégie la voie générale au détriment de la voie professionnelle, ce qui entraîne des déséquilibres sur le marché du travail, de nombreux diplômés n'étant pas correctement formés pour leur emploi (OECD, 2021^[27]).

Graphique 1.25. L'inadéquation des compétences est substantielle

Inadéquation horizontale des compétences, 2020



Note : L'inadéquation horizontale des compétences est calculée comme la somme de la sous-qualification et de la surqualification des personnes occupant un emploi et ayant atteint avec succès le niveau d'études le plus élevé dans leur parcours sur les 15 dernières années.

Source : Eurostat, Base de données des statistiques expérimentales.

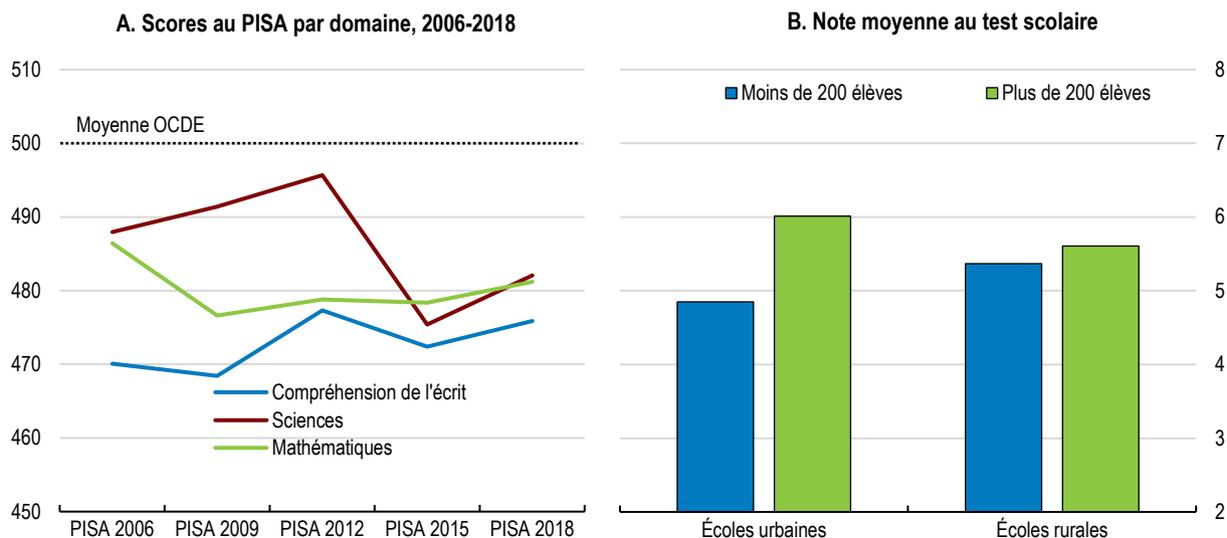
StatLink  <https://stat.link/x1ryf3>

Les résultats obtenus par les jeunes Lituanais dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) s'améliorent, mais restent inférieurs à la moyenne de l'OCDE.

La qualité de l'enseignement obligatoire, mesurée dans le cadre de l'enquête PISA, reste inférieure aux moyennes de l'OCDE et varie fortement selon les régions et les établissements scolaires (graphique 1.24). Les résultats médiocres de la Lituanie à cet égard s'expliquent par l'existence d'un réseau surdimensionné de trop nombreux petits établissements scolaires, les compétences lacunaires des enseignants dont le salaire ne prend en compte ni l'expérience ni l'excellence et l'inadéquation des programmes scolaires (OECD, 2021A, 2021B). De récentes recherches de l'OCDE laissent penser que les résultats des enquêtes PISA sont étroitement associés aux compétences et à la productivité des adultes. Un rapprochement continu des résultats obtenus dans le cadre du PISA avec la moyenne de l'OCDE est en effet associé à une amélioration de 3 à 7 % de la productivité multifactorielle, sachant que cette évolution ne se matérialiserait toutefois pas avant de nombreuses années (Egert, de la Maisonneuve et Turner, 2022^[20]).

Le gouvernement a entamé, en 2021, une réforme de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire, en élaborant un nouveau cadre de compétences des enseignants leur offrant de meilleures perspectives de carrière, en revalorisant les salaires des chefs d'établissement, en adaptant les programmes scolaires dans le sens de compétences fondamentales plus clairement définies et en revoyant à la hausse la taille minimale des établissements et des classes. Ces réformes sont à saluer et sont conformes aux recommandations formulées dans les *Études économiques* précédentes. Le gouvernement devrait poursuivre sa réforme du réseau scolaire, la taille des établissements étant un facteur important qui détermine la qualité de l'enseignement et les interactions des enfants entre eux (voir également le chapitre thématique).

Graphique 1.26. L'enseignement obligatoire s'améliore mais ses résultats dépendent de la taille des établissements scolaires



Note : dans la partie B, les résultats des tests proviennent des examens normalisés auxquels ont été soumis les élèves de dixième année et sont notés sur une échelle de 1 à 10.

Source : OCDE, base de données PISA 2018 ; ministère de l'Éducation, des Sciences et de l'Innovation ; Études économiques de l'OCDE : Lituanie 2020.

StatLink  <https://stat.link/jus5nr>

Rapprocher l'enseignement professionnel du marché du travail

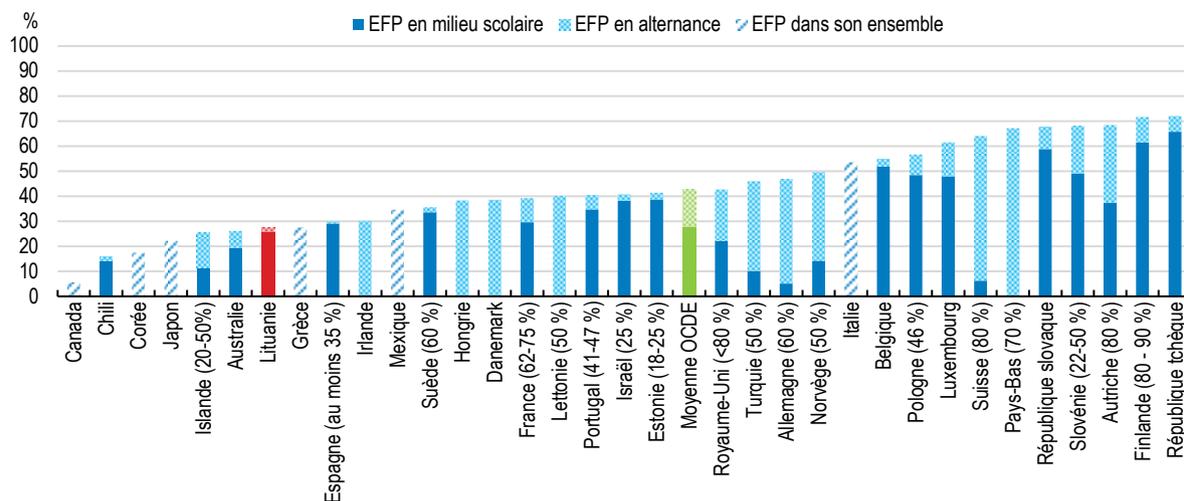
La part de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP) compte parmi les plus faibles de la zone OCDE (Graphique 1.27). L'EFP a souvent mauvaise réputation, même si de nombreux étudiants reprennent en définitive une formation professionnelle après avoir obtenu un diplôme dans la filière générale. La faible part de l'EFP pourrait être l'une des causes du manque de professionnels formés dans certains domaines et de l'inadéquation relativement élevée des compétences. Les autorités ont toutefois commencé à rendre la voie professionnelle plus attrayante. Les programmes d'enseignement ont été décentralisés au profit des conseils d'établissement, composés principalement d'entreprises, et réarchitecturés pour gagner en modularité et en capacité à répondre aux besoins du marché du travail. L'orientation professionnelle à l'issue de l'enseignement obligatoire a été renforcée. Ces initiatives vont dans le bon sens. Les efforts visant à renforcer l'EFP doivent être poursuivis, pour développer, attirer et conserver les compétences, réduire le chômage des jeunes et accroître la productivité, notamment en élargissant les voies d'accès au supérieur, comme cela se fait en France, en Allemagne ou encore en Suisse.

La formation en milieu professionnel (autrement dit l'apprentissage ou l'alternance) est quasi inexistante en Lituanie. Les apprentis ne sont en tout et pour tout que quelques centaines dans le pays, et leur nombre a même diminué depuis 2017, date à laquelle leur statut a été formalisé dans le code du travail. Les employeurs se montrent réticents à jouer le jeu de l'alternance, préférant miser sur des étudiants diplômés des établissements d'EFP (pas de coûts) et craignant de voir les talents formés les quitter une fois leur alternance terminée. La collaboration entre les établissements scolaires et les employeurs est peu développée (OECD, 2021^[27]). Pour accroître l'intérêt des employeurs pour l'apprentissage, le gouvernement a récemment renforcé le soutien financier accordé aux entreprises qui engagent des apprentis, en prenant en charge jusqu'à 70 % de leur salaire dans certains cas, contre 40 % auparavant.

Les coûts induits par l'enseignement assuré par des professionnels en entreprise (ou des maîtres d'apprentissages) sont aussi partiellement pris en charge. Compte tenu de l'importance de la formation en milieu professionnel pour les compétences et l'emploi, le pays pourrait faire davantage pour amplifier l'utilité de l'apprentissage en entreprise sur le marché du travail, en rendant le système plus avantageux pour les employeurs et les apprentis potentiels (Encadré 1.7).

Graphique 1.27. L'EFP est peu développé, et la formation en milieu professionnel l'est encore moins

Élèves de l'EFP, milieu professionnel et milieu scolaire, part dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, 2018



Note : Les chiffres entre parenthèses rendent compte de la durée la plus typique de la composante de formation en milieu professionnel exprimée en pourcentage de la durée totale du programme. Par exemple, en Allemagne, le temps passé en entreprise représente environ 60 % de la durée totale du programme, le temps restant étant passé sur les bancs de l'établissement.

Source : OCDE, base de données de Regards sur l'éducation. Pour la République tchèque et la Lituanie, les données proviennent du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop).

StatLink  <https://stat.link/oxfd9h>

Encadré 1.7. Réformer la formation en milieu professionnel en Europe centrale et orientale

Comme dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale, la faiblesse de l'EFP en alternance en Lituanie est pour partie un legs de l'époque socialiste, lorsque la plupart des établissements de formation professionnelle étaient rattachés à de grands conglomérats industriels. L'effondrement du tissu industriel et le passage à une économie de marché ont rompu les liens entre les établissements et les entreprises, et la composante de formation en milieu professionnel a largement disparu. Rétablir le lien entre les établissements d'enseignement professionnel et les nouvelles entreprises pour la formation sur le lieu de travail s'est avéré délicat, et la coopération entre le système éducatif et les employeurs reste faible à l'heure actuelle. Les nombreuses petites entreprises de la région estiment le plus souvent que le coût de l'investissement à consentir et de la formation des apprentis est supérieur aux gains qu'elles peuvent en attendre.

Plusieurs pays d'Europe centrale et orientale ont réformé leur système de formation en alternance au cours des dernières années de manière à le rendre plus attrayant. En 2021, la Hongrie a introduit deux filières distinctes d'EFP avec deux niveaux de qualification différents, afin de trouver un meilleur équilibre entre compétences générales et compétences professionnelles. La proportion de diplômés de l'EFP ayant une expérience professionnelle est plus élevée que dans n'importe quel autre pays d'Europe centrale et orientale (OECD, 2021^[28]). En 2015, la Lettonie a mis en place un programme de formation professionnelle qui prévoit le passage d'au moins 25 % du temps d'apprentissage en entreprise, et le pays soutient financièrement les entreprises qui embauchent des apprentis (OECD, 2021^[29]). En 2016, la République slovaque s'est dotée d'un modèle d'EFP en alternance visant à accroître l'apprentissage en milieu professionnel et prévoyant certaines incitations fiscales au recrutement d'apprentis (OECD, 2021^[30]).

La formation en milieu professionnel ne fonctionne que si chacun, du côté des employeurs comme de celui des apprenants, y trouve son compte. Plutôt que de recourir à des subventions ou à d'autres formes d'incitations financières susceptibles de créer des effets d'aubaine, il est plus efficace de jouer sur les paramètres de l'apprentissage, à savoir sur la durée du programme, le temps passé dans l'entreprise au regard de celui passé dans l'établissement, ou encore la rémunération de l'apprenti (Mühlemann et Wolter, 2019^[31]). Une autre manière de renforcer l'attrait de la formation en milieu professionnel consiste à étendre l'apprentissage au-delà des métiers techniques et de l'artisanat et à l'introduire dans les secteurs du service, tels que les soins de santé ou bien le tourisme, par exemple. Enfin, les autorités pourraient encourager les entreprises internationales, en particulier celles des pays dotés d'un système de formation en alternance bien établi, à offrir davantage d'opportunités d'apprentissage en milieu professionnel et inciter à la formalisation de la formation interne à l'entreprise.

Sources : telles que citées.

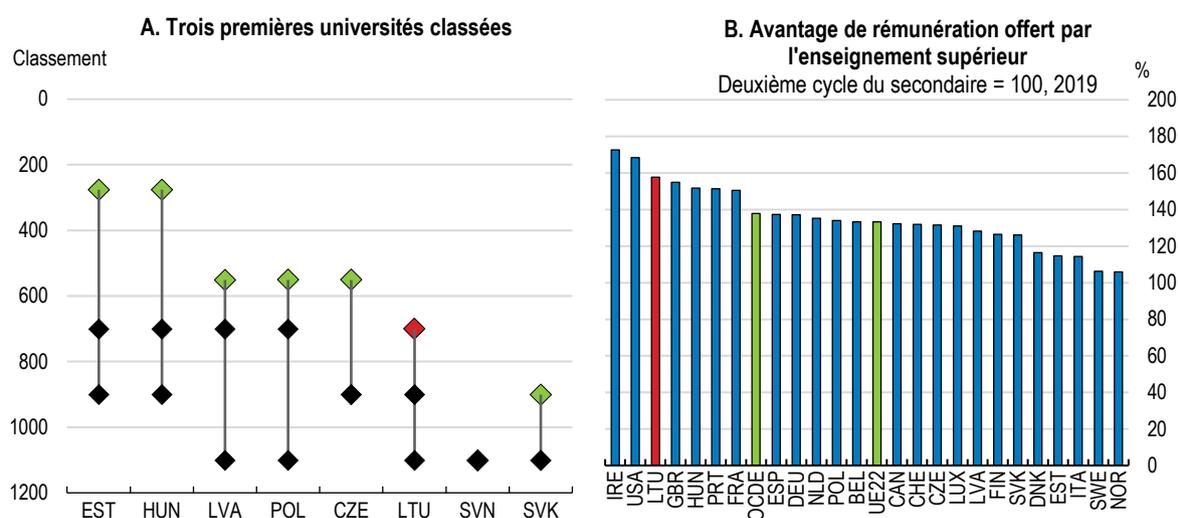
Les universités doivent être davantage tournées vers l'excellence

L'excellence universitaire et l'adéquation aux besoins du marché du travail des formations dispensées par les universités lituaniennes sont inférieures à celles des pays comparables (Graphique 1.28 Partie A). L'avantage de rémunération largement supérieur à la moyenne offert par l'enseignement supérieur et le pourcentage élevé de places d'études non pourvues en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques suggèrent un certain rationnement, une inadéquation entre l'offre de programmes d'enseignement supérieur et les besoins réels du marché du travail, ou un déficit d'information du côté des apprenants (Partie B, voir également le chapitre thématique). Avec une quarantaine d'établissements distincts, le réseau des établissements du supérieur est dispersé, avec beaucoup de chevauchements et de doubles emplois entre les campus, lesquels ne présentent par ailleurs souvent pas la masse critique nécessaire pour atteindre l'excellence. Enfin, les jeunes issus de milieux socioéconomiques défavorisés

ont davantage de difficultés à entrer à l'université, et ce notamment du fait des conditions d'attribution particulièrement sélectives des places financées par l'État.

Les réformes relatives aux financements et à la gouvernance pourraient contribuer à renforcer l'utilité de l'enseignement supérieur pour le marché du travail. Premièrement, des mesures consistant à lier une partie des financements publics des établissements au devenir professionnel de leurs étudiants pourraient inciter les universités à mieux adapter leurs programmes aux besoins. Dans des pays comme le Danemark, l'Estonie, la Finlande ou la Pologne, entre 3 et 7.5 % du financement de l'enseignement supérieur dépend ainsi du devenir professionnel de leurs étudiants (OCDE, 2021). Le gouvernement prévoit d'accorder environ 20 % de ce financement en fonction d'objectifs de débouchés professionnels convenus avec les établissements d'enseignement supérieur et les instituts, ce qui est une bonne chose. Des financements supplémentaires pourraient également aider à améliorer l'accès d'étudiants de milieux socioéconomiques défavorisés au supérieur. Deuxièmement, la poursuite du mouvement de regroupement des universités ou d'autres établissements supérieurs spécifiques pourrait aider à atteindre la taille critique et à éviter les doublons, comme le recommandait la précédente *Étude économique* de l'OCDE (OCDE, 2020).

Graphique 1.28. L'enseignement supérieur est peu performant, mais les études universitaires portent leurs fruits



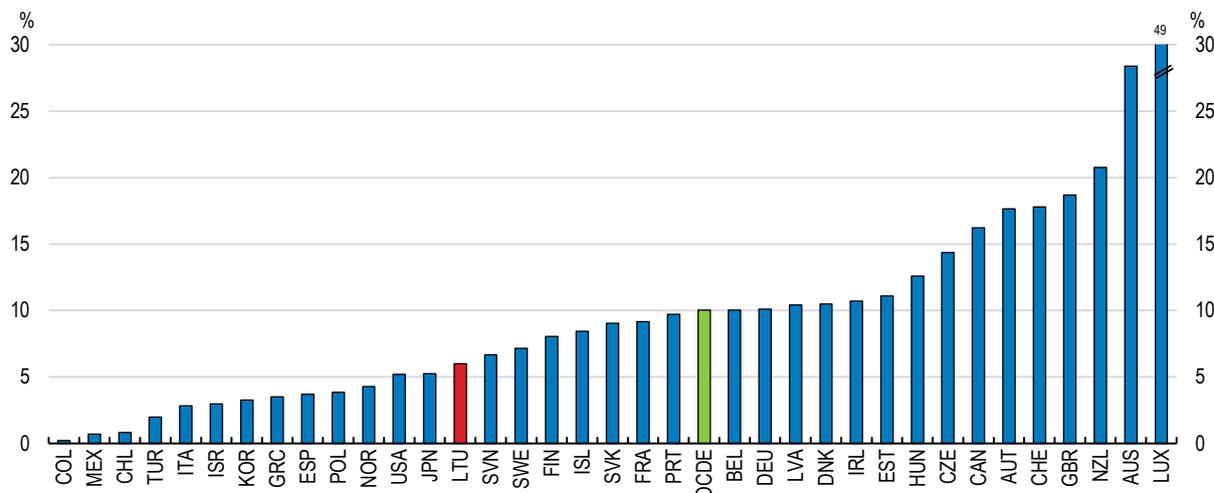
Note : Partie B, pour plus de détails, voir la publication *Regards sur l'éducation 2021*, Graphique A4.4. <https://doi.org/10.1787/b35a14e5-en>
Source : Times Higher Education, World University Rankings 2022 ; et OCDE, Base de données de *Regards sur l'éducation*.

StatLink  <https://stat.link/coz82s>

Attirer plus d'étudiants étrangers pourrait contribuer à améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et à réduire le décalage entre l'offre et la demande de compétences sur le marché du travail lituanien. Le pourcentage d'étudiants étrangers dans le nombre total d'inscriptions reste faible puisqu'il est d'environ 6 %, contre 11 % en Estonie et 10 % en Lettonie, même si l'accès d'étudiants de pays non membres de l'UE a été facilité depuis 2019 (Graphique 1.29). L'utilisation d'indicateurs rendant compte du nombre et de la qualité des échanges internationaux d'étudiants pourrait aider les universités lituaniennes à s'internationaliser et à se tourner davantage vers l'extérieur. Le Danemark et la Norvège intègrent ainsi des indicateurs de mobilité dans leurs modèles de financement. En proposant plus de cours dans d'autres langues que le lituanien, les universités pourraient en outre attirer et retenir des compétences venues de l'étranger.

Graphique 1.29. La proportion d'étudiants internationaux est faible

Élèves internationaux inscrits en pourcentage des inscriptions totales dans l'enseignement supérieur, 2019



Note : Pour les besoins de l'étude, la notion d'« étudiants internationaux » désigne les étudiants ayant quitté leur pays d'origine (à savoir le pays où ils ont étudié auparavant ou leur pays de résidence habituel).

Source : OCDE, base de données de Regards sur l'éducation.

StatLink  <https://stat.link/4w5h89>

Réduire les disparités sociales et régionales

Les clivages sociaux et régionaux en Lituanie diminuent mais demeurent élevés. Bien que de nombreuses économies en expansion rapide présentent des inégalités d'opportunités et de résultats, une politique bien conçue peut contribuer à réduire ces inégalités sans affecter les perspectives de croissance. Les pouvoirs publics considèrent l'inégalité des revenus, la pauvreté et les disparités régionales comme une question prioritaire. Ils ont renforcé divers programmes pour promouvoir l'inclusion.

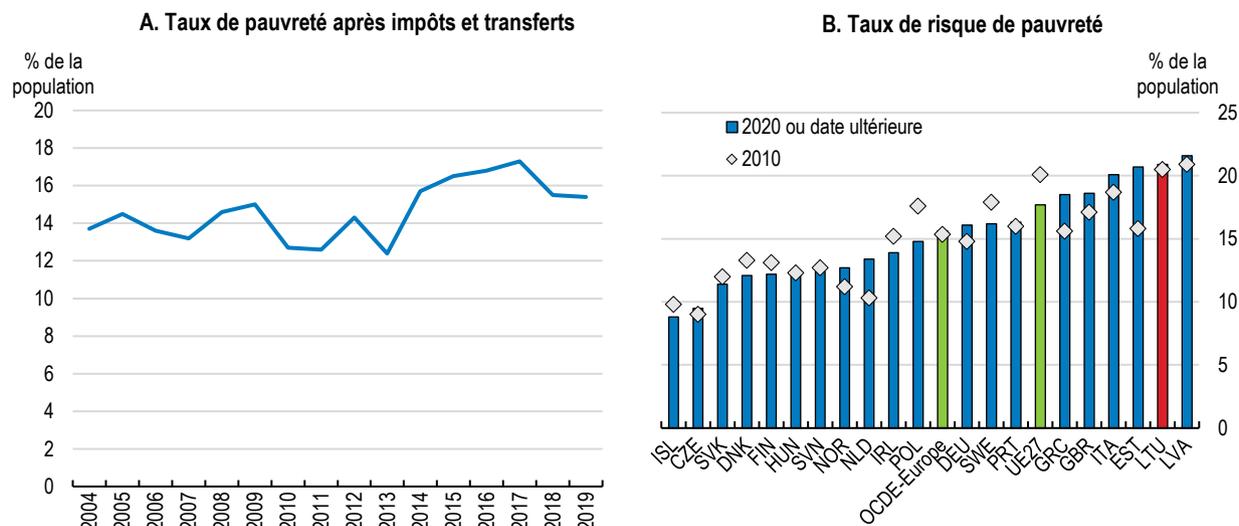
La pauvreté reste un enjeu

La réduction de la pauvreté reste un enjeu important pour la Lituanie, alors que la pandémie de COVID-19 a peut-être exacerbé la vulnérabilité sociale. Ce n'est que récemment que la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté a commencé à diminuer, et le taux de risque de pauvreté reste le deuxième plus élevé des pays européens de l'OCDE (Graphique 1.30). Certains indicateurs tels que le ratio des quintiles de revenus du travail tendent à montrer que le contrecoup social de la pandémie a touché de manière disproportionnée les secteurs à bas salaires, aggravant ainsi les inégalités. Les chômeurs, les parents isolés et les personnes peu qualifiées sont les plus susceptibles d'être victimes de la pauvreté, bien que les personnes âgées représentent le principal groupe social concerné en termes absolus. Les dépenses sociales sont faibles par rapport aux normes internationales, et l'efficacité du système de prélèvements et de prestations en matière de réduction des inégalités et de la pauvreté reste faible, comme le montre le chapitre thématique de la précédente Étude économique de l'OCDE (OECD, 2020^[6]).

Les pouvoirs publics s'attaquent sérieusement à la pauvreté, comme le recommandait la précédente Étude économique de l'OCDE (OECD, 2020^[6]). Les prestations sociales, notamment les allocations familiales et les pensions, ont été considérablement augmentées et partiellement indexées sur l'évolution des revenus, et la part des dépenses sociales dans le PIB est en augmentation. Les services tels que le logement social et les soins de longue durée se sont également améliorés et sont de mieux en mieux adaptés aux besoins.

Les pouvoirs publics devraient continuer à lier l'aide sociale aux besoins, en particulier pour les personnes âgées, tout en renforçant les politiques qui contribuent à remédier aux raisons sous-jacentes de la pauvreté persistante, telles qu'un taux de chômage élevé ou un faible niveau de qualification, par une plus grande activation et une meilleure éducation.

Graphique 1.30. La pauvreté est élevée mais en baisse



Note : Partie A, pourcentage des personnes vivant avec moins de 50 % du revenu médian. Partie B, pourcentage des personnes vivant avec moins de 60 % du revenu équivalent médian disponible du ménage après transferts sociaux.

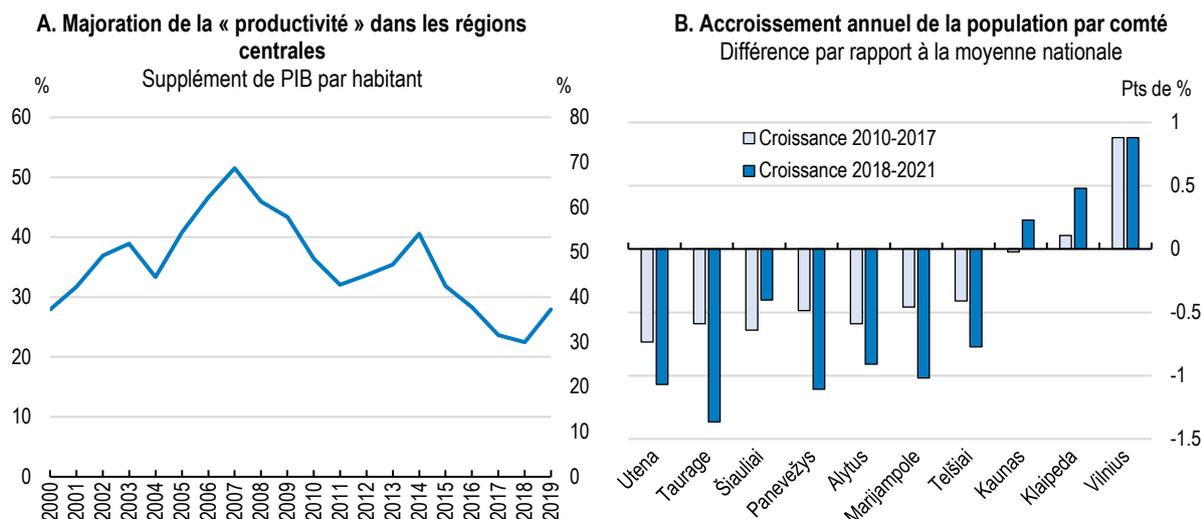
Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus ; et EU-SILC.

StatLink  <https://stat.link/xuaw7>

Les autorités remédient aux disparités en renforçant les institutions régionales

Les écarts de PIB par habitant, de productivité et d'emploi entre régions dépassent la moyenne de l'OCDE malgré la petite taille du pays. Les zones éloignées et périphériques connaissent un vieillissement démographique rapide, car la population active migre vers les grandes agglomérations. L'exode depuis ces zones s'est accéléré ces dernières années, alors que les écarts de productivité entre les principales régions du pays et ses régions périphériques ont tendance à se résorber. Les résultats scolaires et les compétences varient fortement d'une région à l'autre, dans un contexte où les résultats scolaires sont globalement inférieurs à la moyenne. La « fracture numérique » — mesurée, par exemple, en fonction de la connectivité au haut débit entre les régions — reste plus importante que la moyenne de l'OCDE, même si elle diminue. Enfin, les obstacles réglementaires entravent le développement d'un marché immobilier locatif flexible dans les agglomérations.

Graphique 1.31. Les écarts de productivité ont tendance à se résorber sous l'effet des mouvements de population vers les agglomérations



Note : Dans la Partie A, la majoration de la « productivité » est la différence de PIB par habitant entre les deux régions centrales (Kaunas et Vilnius) et le reste du pays. La Partie B montre que la population totale de la Lituanie a diminué de 19 % entre 2010 et 2017, tandis qu'elle a régressé de 0.5 % de 2018 à 2021.

Source : Base de données régionale de l'OCDE ; et Institut lituanien de la statistique.

StatLink  <https://stat.link/q6dwgb>

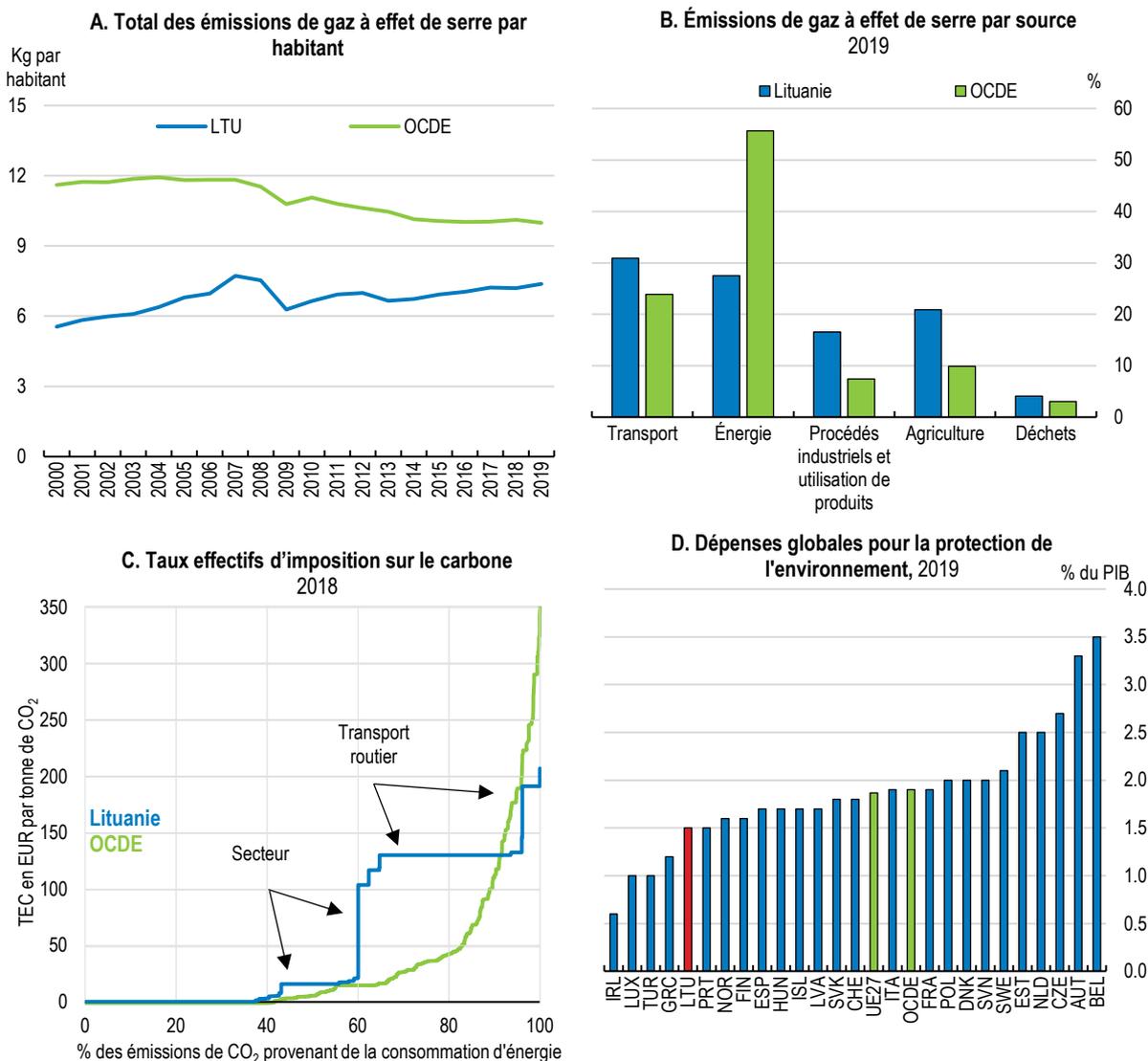
Les pouvoirs publics s'efforcent de remédier aux disparités entre régions en renforçant les institutions régionales. En 2020, les pouvoirs publics ont créé des conseils dits de développement régional pour piloter et coordonner une planification stratégique dans les domaines du développement régional, des transports, de l'éducation et de la formation préscolaires et professionnelles, et potentiellement des soins de santé. En 2021, les pouvoirs publics ont renforcé et clarifié le rôle des conseils régionaux en soulignant leur caractère intercommunal et l'importance d'investissements coordonnés, comme le recommandait la précédente Étude économique de l'OCDE (OECD, 2020^[6]). Les autorités considèrent le renforcement des institutions régionales comme une priorité essentielle en vue de favoriser un développement régional inclusif. L'autonomie locale et régionale est généralement associée à des disparités régionales plus faibles (Bartolini, Stossberg et Blöchliger, 2016^[32]). Dans ce contexte, les autorités devraient continuer de déléguer des pouvoirs au niveau des régions et de veiller à ce que la planification stratégique soit mieux coordonnée entre les différents domaines de l'action publique.

Décarboner l'économie

La Lituanie vise à réduire ses émissions de carbone de 30 % d'ici 2030 par rapport à son niveau de 2005 et à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, comme le prévoit le programme national de gestion du climat adopté en 2021. Ces objectifs ambitieux impliqueront une action politique forte et efficace. Les émissions de carbone par habitant sont inférieures à la moyenne de l'OCDE, mais continuent d'augmenter. Les transports représentent la plus grande part des émissions totales de carbone, tandis que l'agriculture (surtout génératrice de méthane) est le secteur qui se situe le plus nettement au-dessus de la moyenne de l'OCDE (Graphique 1.32). Ces deux secteurs fournissent des recettes extérieures croissantes à la Lituanie et sont influencés par la tarification du carbone. Étant donné que la grande industrie est soumise au système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE-UE), la taxation du carbone est supérieure à la moyenne de l'OCDE. Pour autant, la persistance des subventions aux carburants compromet en partie l'efficacité de la tarification du carbone. Les dépenses de protection de

l'environnement sont modestes. La pollution de l'air ambiant et de l'eau est inférieure à la moyenne de l'OCDE.

Graphique 1.32. La décarbonation doit s'accélérer



Note : Dans la Partie C, le taux effectif d'imposition sur le carbone est constitué des prix des permis d'émission tels que découlant du système SEQUE-UE, de la taxation explicite du carbone sur les combustibles fossiles et de taxes spécifiques sur l'énergie. Il n'y avait pas de taxe carbone explicite en vigueur en Lituanie.

Source : OCDE, Statistiques sur l'environnement ; Pricing Carbon Emissions through Taxes and Emissions Trading 2021, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/0e8e24f5-en> ; et Eurostat, Comptes de dépenses de protection de l'environnement.

Les pouvoirs publics ont pris des mesures en faveur de la décarbonation, en vue de réduire les émissions et de renforcer la sécurité énergétique (Encadré 1.1). Pour atteindre les objectifs en matière d'émissions, la Lituanie prévoit de mettre à jour son plan national Énergie-Climat d'ici 2023, en phase avec la réglementation européenne. L'UE prévoit de soumettre d'autres secteurs, comme les transports et le bâtiment, au SEQE-UE. Un tiers environ des fonds de la Facilité de l'UE pour la reprise et la résilience, soit quelque 0.8 % du PIB au total par an, à décaisser au cours des prochaines années sera investi au cours des prochaines années dans la transformation verte, dans la rénovation et la réhabilitation des immeubles collectifs, ainsi que dans les aides à la production publique et privée d'énergies solaire et éolienne et au stockage d'électricité. En 2020, le gouvernement a instauré une taxe sur les voitures en fonction des émissions, et prévoit de supprimer progressivement les subventions aux combustibles fossiles et d'ajouter une composante CO₂ aux droits d'accise sur les produits énergétiques en 2025, sous réserve de l'approbation du Parlement. Dans ce contexte, les pouvoirs publics devraient intensifier la tarification du carbone, soit en introduisant une taxe sur le carbone, soit en établissant un système de permis national pour les secteurs non couverts par le SEQE-UE. Si la Lituanie, en tant que petit pays, devrait certes centrer son action sur l'adoption de technologies innovantes, les pouvoirs publics devraient néanmoins également investir dans des activités ciblées de recherche et développement, visant en particulier les secteurs du transport et de l'agriculture. La Lituanie a chargé l'OCDE d'élaborer un ensemble de politiques concrètes pour atteindre les objectifs climatiques de manière efficace et efficiente.

Tableau 1.8. Constatations et recommandations pour favoriser une croissance durable et inclusive

Politiques financière et budgétaire	
L'inflation a augmenté, sous l'effet du niveau élevé des prix de l'énergie et du logement.	Durcir la politique budgétaire à un rythme adapté pour contribuer à atténuer les tensions inflationnistes. Faire en sorte que les aides ciblent les ménages et les entreprises vulnérables subissant le contrecoup des prix élevés de l'énergie. Durcir l'orientation macroprudentielle si les évolutions du marché du logement devaient commencer à menacer la stabilité financière.
Le déficit budgétaire est supérieur à l'objectif à moyen terme.	Veiller à ce que le déficit retrouve un niveau durable à moyen terme, en suivant les règles budgétaires et en procédant à de nouveaux examens des dépenses.
Le coût budgétaire du vieillissement de la population s'alourdit. L'âge de la retraite va être relevé pour être porté à 65 ans d'ici à 2026.	Envisager d'établir un lien automatique entre l'âge de la retraite et l'espérance de vie après 2026.
Pendant la pandémie, les taxes sur la valeur ajoutée ont été réduites pour l'hôtellerie et la restauration.	Revenir en temps voulu au taux normal de TVA dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration.
Les recettes propres des collectivités locales sont minimes, ce qui limite les capacités d'investissement local.	Permettre aux collectivités locales de disposer de recettes propres plus importantes.
Les capacités administratives des collectivités locales sont faibles.	Renforcer les capacités administratives des collectivités locales
Politiques structurelles	
Les entreprises publiques sont présentes dans de nombreux secteurs de l'économie. Malgré des progrès considérables, la qualité de leur gouvernance reste inférieure à la moyenne de l'OCDE.	Appliquer à toutes les entreprises publiques, qu'elles soient détenues par l'État ou par des communes, le même cadre juridique, financier et réglementaire que celui qui régit les entreprises privées.
Les résultats obtenus par les jeunes Litoniens dans le cadre du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) s'améliorent, mais restent inférieurs à la moyenne de l'OCDE.	Continuer de rationaliser le réseau d'établissements scolaires en procédant à des regroupements.
La formation en alternance en entreprise (apprentissage) a du mal à décoller depuis qu'elle a été mise en place en 2017.	Renforcer l'apprentissage dans le secteur manufacturier et dans les services. Travailler en collaboration avec des entreprises internationales domiciliées dans des pays dotés d'un système d'apprentissage éprouvé. Assurer un équilibre en termes d'attractivité entre l'apprentissage

	et la formation en milieu scolaire.
Bien qu'en baisse, la pauvreté reste élevée.	Cibler les dépenses sociales sur les personnes dans le besoin et s'atteler aux causes profondes de la pauvreté, comme le chômage élevé et le manque de qualifications.
Les écarts de PIB, de productivité et d'emploi entre les régions sont importants et en augmentation.	Renforcer les pouvoirs des institutions régionales et veiller à bien coordonner, au niveau régional, les mesures prises.
La confiance dans l'administration et la qualité des institutions sont inférieures à la moyenne de l'OCDE.	Continuer d'améliorer la qualité et la transparence du processus d'élaboration des politiques.
Des objectifs climatiques ambitieux exigent des mesures fortes et efficaces.	Élargir la portée du système de tarification du carbone à tous les domaines dans lesquels il ne s'applique pas encore, particulièrement les transports et l'agriculture, tout en proposant des compensations des hausses de coûts aux ménages vulnérables. Accroître l'investissement public dans des activités de recherche et développement ciblées et dans les infrastructures vertes.

Note : Les principales recommandations sont indiquées en caractères gras et reprises dans le Résumé.

Références

- Appelt, S. et al. (2020), « The effects of R&D tax incentives and their role in the innovation policy mix », *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers* 92. [17]
- Bank of Lithuania (2021), *Banking Activity Review*. [8]
- Bartolini, D., S. Stossberg et H. Blöchliger (2016), « Décentralisation budgétaire et disparités régionales », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 1330, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5jlpq7v3j237-en>. [32]
- Blöchliger, H. et al. (2015), « Les propriétés stabilisatrices de la fiscalité des biens immobiliers : Données relatives aux pays de l'OCDE », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 1237, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5js0cqq93djg-en>. [10]
- Blöchliger, H. et S. Strumskyte (2021), « Greening Lithuania's growth », *OECD Economics Department Working Papers*, n° 1667, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5211d402-en>. [2]
- Causa, O., N. Luu et M. Abendschein (2021), « Labour market transitions across OECD countries: Stylised facts », *OECD Economics Department Working Papers*, n° 1692, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/62c85872-en>. [4]
- Costa, H. et al. (2021), « Are online platforms killing the offline star? Platform diffusion and the productivity of traditional firms », *OECD Economics Department Working Papers*, n° 1682, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/1e2bbe10-en>. [11]
- Egert, B., C. de la Maisonnette et D. Turner (2022), « A new macroeconomic measure of human capital exploiting PISA and PIAAC », *OECD Economics Department Working Paper* 1704. [20]
- Égert, B. et P. Gal (2017), « La quantification des réformes structurelles dans les pays de l'OCDE : Un nouveau cadre analytique », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 1354, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/2d887027-en>. [19]
- Égert, B. et I. Wanner (2016), « Réglementation dans les secteurs des services et leur impact sur les industries en aval : la version 2013 de l'indicateur REGIMPACT de l'OCDE », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, n° 1303, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5jlwz7kz39q8-en>. [23]
- Eurostat (2020), *The Government Finance Statistics (GFS): Annual Summary Government Finance Statistics*, <https://ec.europa.eu/eurostat/web/government-finance-statistics/data>. [34]
- Giupponi, G., C. Landais et A. Lapeyre (2021), « Should we support workers or jobs during recessions? », *CEPR Discussion Paper* 16421, <http://www.cepr.org>. [3]
- Governance coordination centre (2021), *State-owned enterprises in Lithuania*. [21]
- International Money Fund (2021), *Republic of Lithuania, Article IV consultation*, <http://www.imf.org>. [7]

- Lithuanian National Audit Office (2021), *Governance of state and municipally-owned enterprises and public bodies*, <https://www.valstybeskontrolė.lt/EN/Product/Download/4059>. [22]
- Lithuanian National Audit Office (2021), *The Assessment of General Government Financial Indicators for 2022*. [16]
- Ministry of Finance (2022), *Draft Budget Plan 2022*. [12]
- Ministry of Finance (2021), *Stability Programme of Lithuania for 2021*. [14]
- Moneyval (2021), *Anti-money laundering measures and the financing of terrorism: Lithuania*, Council of Europe, <https://rm.coe.int/moneyval-2021-30-fur-lithuania/1680a4b585>. [9]
- Mühlemann, S. et S. Wolter (2019), *The economics of apprenticeship training: seven lessons learned from cost-benefit surveys and simulations*, Bertelsmann Stiftung, Gütersloh, <https://www.voced.edu.au/content/ngv%3A88554> (accessed on 4 April 2021). [31]
- National Productivity Board (2020), *Assessment of the labour productivity developments in Lithuania*. [5]
- OECD (2021), *Economic Surveys: Hungary*. [28]
- OECD (2021), *Government at a Glance 2021*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/1c258f55-en>. [24]
- OECD (2021), *Mobilising Evidence at the Centre of Government in Lithuania : Strengthening Decision Making and Policy Evaluation for Long-term Development*, OECD Public Governance Reviews, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/323e3500-en>. [26]
- OECD (2021), *OECD Skills Strategy Lithuania : Assessment and Recommendations*, OECD Skills Studies, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/14deb088-en>. [27]
- OECD (2021), *OECD Skills Strategy Lithuania : Assessment and Recommendations*, OECD Skills Studies, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/14deb088-en>. [29]
- OECD (2021), *OECD Skills Strategy Lithuania : Assessment and Recommendations*, OECD Skills Studies, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/14deb088-en>. [30]
- OECD (2021), *Pensions at a Glance 2021 : OECD and G20 Indicators*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/ca401ebd-en>. [15]
- OECD (2020), *OECD Economic Surveys: Lithuania 2020*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/62663b1d-en>. [6]
- OECD (2020), *Raising Local Public Investment in Lithuania*, OECD Publishing, Paris. [18]
- OECD (2019), *OECD Good Practices for Performance Budgeting*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/c90b0305-en>. [13]
- OECD (2018), *OECD Economic Surveys: Lithuania 2018*, OECD Publishing, Paris, https://doi.org/10.1787/eco_surveys-ltu-2018-en. [1]
- OECD (2018), *Seven Questions about Apprenticeships : Answers from International Experience*, OECD Reviews of Vocational Education and Training, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264306486-en>. [36]

- OECD (2021A), *Education at a Glance: OECD Indicators*, OECD Publishing. [35]
- Prats, M. et A. Meunier (2021), « Political efficacy and participation: An empirical analysis in European countries », *OECD Working Papers on Public Governance 46*, OECD Publishing.. [25]
- World Economic Forum (2020), *Global Competitiveness Report*. [33]

LITUANIE (VERSION ABRÉGÉE)

L'économie lituanienne, après avoir réussi à sortir de la crise liée au COVID-19, a connu une croissance rapide jusqu'au début de 2022, soutenue par la hausse des exportations et l'intégration rapide dans les chaînes de valeur mondiales. Cependant, du fait de la poursuite de l'agression de l'Ukraine par la Russie et de la généralisation de ses conséquences, les perspectives se sont assombries. La croissance a ralenti et l'inflation est aujourd'hui parmi les plus fortes de la zone euro, poussée par les prix élevés de l'énergie et des produits alimentaires. En matière d'énergie, le pays a rompu toutes ses relations avec la Russie, se tournant à la place vers d'autres pays pour ses importations. Le gouvernement aide les réfugiés ukrainiens arrivés en grand nombre et soutient les ménages et les entreprises qui doivent affronter la crise énergétique. Le chômage structurel et l'inadéquation entre l'offre et la demande de compétences restent élevés, et la pauvreté ne recule que lentement. De nouvelles réformes pourraient contribuer à préserver la résilience économique et à faire face aux incertitudes croissantes. Réduire le champ d'activité des entreprises publiques et en améliorer la gouvernance contribueraient à accroître leur productivité. Lier plus étroitement l'éducation aux besoins du marché du travail permettrait d'améliorer l'emploi et les compétences. Une plus grande adoption des technologies numériques par les entreprises, conjuguée à une modernisation du secteur public et à des compétences solides, contribuera également à stimuler la croissance tendancielle. Atteindre l'objectif climatique de neutralité en gaz à effet de serre en 2050 nécessitera des mesures audacieuses, en matière de fiscalité comme de dépenses.

THÉMATIQUE SPÉCIFIQUE : TIRER PROFIT DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

